



la lanterne noire

Revue de Critique Anarchiste

Deuxième année

8

NOS POINTS COMMUNS

L'exploitation et la domination d'une classe sociale sur une autre sont basées non seulement sur les rapports de production mais aussi sur la *reproduction* des conditions de la production.

L'Etat garantit et légitime la perpétuation du système étatique. Par l'intermédiaire de l'école, de la police, de la justice, de l'armée, il détient le monopole de la force, de la violence, avec ou sans la complicité de leurs victimes.

La Révolution est la seule possibilité de changement. C'est le projet et l'action, la théorie et la pratique des classes exploitées face à la perpétuation des privilèges des classes dominantes. Une nouvelle situation résultera des forces mises en mouvement et de la profondeur de la contestation. C'est un abouissement et un commencement.

Mais dans le processus révolutionnaire peuvent se transférer du vieux monde à la société qui naît, des éléments qui rendent possible la reconstruction de la structure de domination et d'exploitation (la hiérarchie, la délégation de pouvoir, la bureaucratie).

C'est ainsi que la Révolution, insurrectionnelle et expriatrice, ne saurait être, ni s'attribuer, la représentation d'une quelconque catégorie sociale plus ou moins abstraite. Ni au « nom du peuple », ni du « prolétariat », ni de quoi que ce soit. Elle sera l'expression concrète de ces catégories-là, définies dans l'action et parlant par elles-mêmes. Ni la dictature d'un parti au nom d'une classe, ni le gouvernement d'une classe, serait-ce le prolétariat, sur d'autres classes exploitées (paysans, employés...). La Révolution sera la destruction de la forme capitaliste de production, la fin de la division de classes, de la domination d'une classe sur une autre.

Pour nous la Révolution signifie la disparition de la division sociale et technique du travail, de la séparation manuels/intellectuels, de la séparation ville/campagne et, fondamentalement, de la séparation dirigeants/exécutants. Et c'est dès maintenant que nous pouvons lutter contre ces divisions, y compris au sein de notre groupe, tout en sachant que la solution ne saurait être ni individualiste, ni groupusculaire, ni volontariste. Quoiqu'indispensables, les modifications au niveau des relations interpersonnelles sont nécessairement partielles. Pour qu'un changement de fond ait lieu, il faut modifier en même temps le cadre structurel du mode capitaliste de production et de l'Etat. C'est-à-dire que la Révolution exige, dans la présente situation historique, un moment collectif insurrectionnel.

Changer le système de production, c'est aussi changer l'ensemble de la technologie liée à ces divisions, afin de changer la manière dont les hommes produisent, et établir des rapports égalitaires entre eux et dans tous les domaines, et non un simple contrôle, aussi démocratique soit-il, où l'ouvrier ressemblerait « maître » de son usine, le paysan de son champ, etc... Cela implique une rotation des tâches entre différents types de production, et exclut tout Etat, même transitoire, toute forme de centralisme, même démocratique, tout réformisme, même musclé.

Nous ne savons pas comment cela est possible, mais plutôt que sans cela, rien n'est possible (en tous cas pas le socialisme). L'une de nos tâches est de discuter et d'envisager ces possibilités dès maintenant, en évitant tout dogmatisme.

Le fait que nous pensions que le prolétariat ne soit plus en voie d'expansion dans les pays développés, ni qu'il soit le seul moteur de l'histoire, ne veut pas dire qu'il soit remplacé dans cette fonction. Remplacer ouvrier par jeune ou par marginal, ou par technicien, selon les cas ou les intérêts du moment, c'est tomber dans le mode de pensée abstrait qui fait du prolétariat d'usine la classe révolutionnaire.

Sommaire

ESPAGNE :

Syndicalisme et autonomie ouvrière	3
Une Organisation de travailleurs	5
Brefs extraits (Madrid et Valence)	10
Problèmes et espoirs	11
Un ex-militant C.N.T.	16
Anarchisme et Syndicalisme	17
Collectif Espagne Révolutionnaire	26

Anarchisme et Féminisme	28
Le viol et les Assises	33

REPRESSION

Uruguay : La destruction d'une communauté	38
Italie : Deux ans et huit mois pour délit d'opinion	41
Irlande : Libérez les Murray !	41
Le labyrinthe irlandais	42
Allemagne : Les Cellules Révolutionnaires et la R.A.F.	45
France : GARI - FRI	51

DEBAT

Efficacité et stratégie... à la Lanterne	52
Réponse I	54
Réponse II	55
Réponse III	56

Communiqué	57
Quelques questions que je me pose...	58

COURRIER	61
----------	----

REVUES ET JOURNAUX	65
--------------------	----

Pour toute correspondance :

P. BLACHIE, B.P. 14
92360 MEUDON-LA-FORET

(ne pas mentionner *La Lanterne Noire*)

Directeur de la publication :

J.-P. DUTEUIL

Pour tout paiement :

envoyer provisoirement l'argent à la B.P.

Prix du numéro : 10 F

Abonnement quatre numéros : 35 F

Etranger : 45 F

SYNDICALISME ET AUTONOMIE OUVRIÈRE

La C.N.T. et les Anarchistes

La période qui vient de débiter en Espagne est intéressante à plusieurs titres :

— par rapport à l'Espagne spécifiquement, bien entendu, où 40 années de fascisme n'ont pu rayer de l'espace politique la classe ouvrière, et où la transition vers la « démocratie parlementaire » n'est pas évidente à cause des troubles-fête... et de la crise économique ;

— par rapport à l'Europe, où depuis une dizaine d'années, se succèdent en des lieux différents des moments de montée des luttes (les luttes étudiantes et ouvrières des années 67, 68, 69, en France et en Italie, les « expositions » dans les pays de l'Est : Tchécoslovaquie puis Pologne, et maintenant la contestation

rampante en U.R.S.S. même, la « crise » portugaise, la remontée du mouvement ouvrier en Angleterre et aux Pays-Bas...). Toute une série d'expériences qui, si elles n'aboutissent évidemment pas à la « révolution », ne se traduisent pas par un « écrasement » de ceux qui ont lutté. Chaque lutte, dans la période actuelle, laisse des traces dans la suivante, et celles qui sont en train et vont se produire en Espagne peuvent réussir là où les autres ont échoué pour l'instant : réconcilier plus ou moins les luttes « classiques » de la classe des exploités avec les nouvelles formes de contestation qui ont émergé et qui proviennent des nouvelles tendances du capitalisme à conjurer ses crises en accentuant certaines formes de domination ;

— par rapport enfin au courant spécifique anarchiste qui nous intéresse : la C.N.T. est un lieu possible de cette rencontre entre une tradition révolutionnaire et ces nouveaux aspects (vécus par les gens comme de nouveaux aspects) de la domination.

Nous pensons en effet qu'un grand nombre de camarades espagnols sont capables de développer un mouvement enrichi de « luttes spécifiques » mais qui *ne se coupe pas de la classe ouvrière* ; cela est fondamental pour que les premières ne se caractérisent pas, comme trop souvent en France, comme des luttes réformistes et même petites-bourgeoises, et que le mouvement de la seconde ne s'enferme pas dans une vision « dogmatique et anti-utopique » de la lutte de classe.

Bref, un peu d'optimisme et de triomphalisme tous les 10 ans ça ne fait pas de mal, surtout chez nous qui ne le sommes guère en général. Nous continuons donc à accorder une large place au débat à l'Espagne ; c'est dans cet esprit que nous publions une grande partie des interviews publiées dans le n° du 7-2-77 de *A rivista anarchica* ; le choix de traduire en totalité certains textes et d'autres en partie seulement nous sera certainement reproché ; nous devons dire simplement que le choix n'a pas été le fruit d'une décision collective et réfléchie, mais l'inspiration première du traducteur des textes com-

plets. Nous avons ensuite adjoint les extraits des autres textes, en nous servant du travail qu'un camarade avait fait parallèlement. Le découpage numéroté de l'ensemble permettra de suivre plus facilement certains commentaires et servira aussi à ceux qui certainement (?) nous répondrons.

Au centre de ce débat, l'anarcho-syndicalisme, le syndicalisme tout court sont-ils possibles et souhaitables ? L'article de Nicolas tente de donner une réponse en la fondant historiquement ; par ailleurs, nous renvoyons aussi à l'interview d'Edo dans « Libération » du 15-4-77 où notre camarade apporte des réponses pratiques au possible dépassement du triangle : syndicalisme-parti spécifique-rien du tout (attentisme élitiste).

Dans ce cadre aussi la constitution de « Mujeres Libres » est très importante : c'est le premier mouvement de femmes (dans ces dernières années en Europe) qui se situe à contre-courant tant de l'intégration de la question féminine dans les organisations machistes (groupe femmes de telle ou telle organisation), que du féminisme bourgeois et réformiste qui prétend jeter la lutte de classes aux orties. Cela ne signifie pourtant nullement que nous n'ayons rien à dire ou à redire : une camarade de la « Lanterne Noire » entame le débat sur quelques points à la suite de la publication de textes et d'interviews de « Mujeres Libres ».

C.N.T.

En ce qui concerne la vente de l'organe confédéral « C.N.T. », nous prions les camarades et amis du monde entier de payer les numéros qu'ils reçoivent, autrement nous ne pourrions pas financer le journal et il nous sera impossible d'augmenter sa périodicité. Tant que la Confédération sera illégale en Espagne (situation qui peut se prolonger encore pendant des mois) et que le périodique doit être envoyé comme lettre et non pas comme imprimé, les prix de vente en dehors d'Espagne sont les suivants : Europe : chaque exemplaire 25 pts (il faut tenir compte qu'il est envoyé par la Poste) ; sauf le Portugal : 15 pts ; Amérique Latine, 40 pts l'exemplaire (si c'est trop cher, demander l'envoi maritime, mais ça peut prendre jusqu'à deux mois). Amérique du Nord, Afrique, Asie et Océanie, 50 pts l'exemplaire (mêmes conditions que pour l'Amérique Latine).

Etant donné qu'au moment où ce communiqué est rédigé, la C.N.T. continue d'être clandestine en Espagne (du moins formellement), si vous n'avez pas de rapports directs avec eux, envoyez l'argent à La Lanterne Noire, qui transmettra.

UNE ORGANISATION DE TRAVAILLEURS

Interview de J. Gomez Casas (Comité National)

1 *Quelle est la situation actuelle de la C.N.T. à Madrid en particulier et en Espagne en général ?*

On ne peut pas dire que la situation à Madrid et dans la région Centre soit la même qu'à Valence, en Andalousie et en Catalogne ; dans chaque endroit il y a une situation différente qui vient de l'histoire concrète de chaque région, des différents éléments existants et des forces politiques. Il en a été de même pour la naissance de la C.N.T., qui a été due principalement à l'impulsion décisive de jeunes militants libertaires et surtout anarchistes. Jusqu'à il y a 2 mois, la C.N.T. n'existait que par un comité national qui ne l'était que de nom. Avec l'apparition du nouvel anarchisme et l'objectif immédiat de reconstitution de la C.N.T. commence à se développer dans toute l'Espagne des groupes anarcho-syndicalistes qui donnent une première vie aux organisations locales, puis régionales et finalement nationales. On peut dire que l'initiative prise à Madrid en décembre 75 : la première assemblée où participaient 300 camarades fut le début du développement de la C.N.T. à Madrid ; des syndicats commencèrent à se développer. Le premier fut celui de la construction formé par des jeunes, très dynamiques et combattifs ; le processus de reconstitution a été le même dans toutes les régions, en Andalousie, au Pays basque, en Cantabrie, en Asturie, en Extrémadure. Il est en train de se faire en Galicie et en Aragon où n'ont pas encore été

formés de comités régionaux mais où existent une quantité de groupes. En effet, le souvenir de la collectivité datant de la guerre civile est toujours présent ; les jeunes connaissent l'histoire et les vieux la rappellent. Au cours de 1977 toutes les régions seront organisées ; le point culminant du processus de réorganisation de la C.N.T. a été la nomination du comité national survenue en septembre dernier. Le plénum national de la région a chargé les fédérations de la région centre d'élire un comité national composé par un délégué de chaque région et un comité permanent composé de 5 membres (secrétariat permanent).

2 *Quels sont les problèmes que vous avez rencontrés ?*

Je dirai que ce sont les problèmes d'une organisation extrêmement jeune ; en fait nous pouvons dire que 90 % des membres de la C.N.T. sont jeunes et que ceci est une grande chance ; mais ces jeunes manquent d'expérience, ils ne savent pas ce qu'est réellement l'anarcho-syndicalisme, puisqu'ils ne l'ont pas vécu, et cela crée des problèmes, qui par ailleurs sont facilement résolus ; un des problèmes majeurs que nous avons dû affronter a été avec des jeunes qui venaient des groupes anarchistes et qui entraient dans la C.N.T. avec une mentalité anarchiste en pensant pouvoir appliquer au syndicalisme les procédés et les fonctionnements de leurs petits groupes. Or dans la mesure où la C.N.T. est une organisation

qui comporte de nombreux travailleurs, elle ne peut fonctionner comme un groupe anarchiste. Mais cette expérience devait être faite par des jeunes, et elle l'a été, puis dépassé positivement. Il existe en outre une sorte de répulsion envers toute forme de représentation; ainsi le comité régional ou national était vécu comme une sorte de bureaucratie; mais ceux qui avaient ces doutes ont constaté que le comité ne décidait pas, mais seulement représentait, et fonctionnait selon les décisions prises par les différents syndicats. Il y a le problème des générations entre les vieux et les jeunes; mais aujourd'hui se produit un processus de clarification, de discussion, de confrontation. De cette manière les difficultés se déplacent peu à peu. La C.N.T. actuelle est ainsi beaucoup plus radicale dans ses contenus qu'elle n'a jamais été grâce à l'énorme quantité d'anarchistes qui sont à l'intérieur. Cela constitue la garantie que la C.N.T. d'aujourd'hui est en train de devenir ce qu'était la C.N.T. classique, mais adaptée à la situation actuelle de l'histoire et donc très différente de celle de 36, mais avec ses contenus, sa philosophie anti-étatique, anti-parlementaire.

En définitive, vous pouvez dire que la C.N.T. est une C.N.T. *nouvelle*, jeune, de 1977, mais qui est en connexion directe avec toute l'histoire passée. Actuellement, dans ce processus de clarification qui implique à la fois des confusions et des tensions nous avons une organisation difficile et complexe où tout ne va pas facilement mais qui est très vive et très dynamique.

3 *Quel est le panorama des forces politiques ?*

Quelle place occupe la C.N.T. au sein de ce panorama ?

Quels problèmes existent dans les rapports avec les autres formes politiques ?

Nous avons été désorganisés et dispersés à cause de la répression de ces 40 dernières années, et nous sommes partis en position de désavantage, avec un retard notable. En outre nous n'avons jamais eu un appareil professionnel, au contraire des autres forces politiques. Actuellement, la C.N.T. n'a pas de permanents payés par l'or-

ganisation; tous ceux qui occupent des fonctions représentatives vivent de leur travail; nous n'avons donc pas l'efficacité de l'appareil professionnel des Commissions Ouvrières, ou du P.C. dans lequel travaillent 50 ou 100 personnes à temps plein. Mais cela nous donne une position de supériorité morale parce que nous ne vivons pas de l'organisation. Il ne faut pas oublier que les autres forces ont pu compter sur une continuité aussi dans la clandestinité; continuité constituée par leurs appareils professionnels qui ont pu compter sur une disponibilité économique dérivant de l'aide des grandes puissances: U.R.S.S., Social-Démocratie Allemande, etc... il existe de là une expression du désavantage de la C.N.T. par rapport aux autres forces, même s'il va en diminuant; par exemple les Commissions Ouvrières, avec ce qui a été dit avant, ont eu un avantage initial sur nous, mais le fait que les C.O. soient représentées à l'extérieur comme l'unique organisation des travailleurs est un mythe, parce que l'U.G.T. existe, seconde organisation du prolétariat espagnol, et la C.N.T. existe aussi; le Parti Communiste a voulu aussi, en Espagne, à travers les Commissions Ouvrières, faire passer le concept d'unité syndicale qui voulait dire, comme au Portugal, l'existence d'une unique centrale syndicale. Mais son projet n'est pas passé grâce à l'opposition de l'U.G.T. et de la C.N.T. Nous, particulièrement, nous nous sommes battus pour la pluralité des tendances et des organisations, basée sur les réelles différences existantes; cette bataille a été victorieuse et maintenant les Commissions Ouvrières ont dû renoncer à leur projet et se rendre compte qu'il existait d'autres forces qu'elles ne pouvaient pas soumettre: l'U.G.T. et la C.N.T. Pour le moment les C.O. occupent encore une position majoritaire même si en Catalogne, par exemple, la C.N.T. commence à avoir

5 une influence; mais nous croyons que dans quelques temps les rapports de force vont changer. D'autre part, nous avons un gros avantage sur les autres forces: les autres affirment être autonomes, indépendants des partis politiques, et ceci est faux; l'U.G.T. dépend directement du Parti Socialiste, les C.O. du Parti Communiste, l'U.S.O. dépend de quelques groupes

socialistes dépendant du P.S.O.E. et l'unique organisation qui ne dépend d'aucun est la C.N.T.; ceci nous donne un grand avantage théorique, puisque nous voulons démontrer que personne ne nous donne de ligne, et ceci les travailleurs le comprennent facilement. Quand nous disons que nous n'avons pas de dirigeants mais que des militants, que l'assemblée est souveraine, que tous ont le pouvoir décisionnel, ceux-ci le comprennent facilement. Aujourd'hui en Espagne, après 40 ans de dictature, il y a une redécouverte des concepts proudhoniens de fédéralisme, de régionalisme et d'autonomie. Il existe une véritable fureur révolutionnaire, tous les groupes politiques parlent d'autogestion y compris le P.C.E.

Evidemment tout ceci nous pose dans une position d'avantage, vu que nous sommes les uniques porte-voix cohérents d'un projet autogestionnaire; et nous pouvons le démontrer dans les faits; tous les groupes ou partis qui parlent de l'autogestion ont une structure hiérarchique, tous veulent s'intégrer dans l'Etat et dans le parlement, ce qui n'a rien à voir avec l'autogestion; autogestion veut dire auto-gouvernement et veut dire anarchie; et ceci les gens le comprennent très bien; même les revendications autonomistes des régions de l'Espagne et pas seulement de la Catalogne et du Pays basque mais des régions qui n'ont jamais avancé ce genre de concepts, comme les pays valenciens, l'Andalousie, la Galicie, sont pour nous favorables puisque cela veut dire qu'on va vers une décentralisation, vers le fédéralisme proudhonien; évidemment notre devoir est de pousser encore plus avant ces revendications avec un contenu: le socialisme libertaire. Il est évident que l'on ne peut être intéressé à avoir 6 ou 7 gouvernements à la place d'un seul; mais nous devons défendre le concept d'autonomie et de régionalisation du point de vue du fédéralisme libertaire; tout ce qui a été dit avant signifie que malgré les mille difficultés, nous nous trouvons dans une condition favorable, dans laquelle il est possible de dévoiler toujours plus, devant les travailleurs, les contradictions et les mystifications des autres partis, grâce à notre cohérence.

6 *Existe-t-il des groupes anarchistes spécifiques, et quels sont les rapports qui existent entre la C.N.T. et ces groupes?*

Je peux commencer par dire que nous ne reconnaissons pas l'existence officielle de la F.A.I. en ce moment; nous savons qu'il existe une multitude de groupes spécifiques un peu partout, et qu'il existe quelques groupes spécifiques de la F.A.I., mais il n'existe pas la F.A.I. organisée nationalement et donc nous n'avons aucun contact avec la F.A.I. organisée nationalement. Dans le pays existent une quantité d'anarchismes, multiformes, collectifs, groupes culturels, d'étudiants, groupes de jeunes; tout cet anarchisme ne peut être réintégré dans aucun sigle; même pas dans celui de la F.A.I. Je viens de terminer un livre qui sera publié le mois prochain qui rapporte l'histoire de la F.A.I. et les conclusions finales sont que les anarchistes, ce qui les intéresse, ce n'est pas la F.A.I., mais c'est l'anarchisme.

7 Dans les quartiers, par exemple, il y a de nombreux anarchistes; ici, ils sont une centaine; certains travaillent avec nous, d'autres pas, car il existe une tendance antisyndicale, ceci pour dire que l'anarchisme en Espagne a de multiples faces. Il faut dire que le développement de l'anarchisme dans le pays est très lié au développement de la C.N.T. La C.N.T. est une espèce de barrage et nous ne devons, ni ne voulons perdre de l'influence sur le mouvement ouvrier; si nous devions perdre notre bataille dans le mouvement ouvrier, pour de nombreuses années, nous subirions l'hégémonie des marxistes et des communistes. Le mouvement est extrêmement important en ce moment parce qu'en font partie, non seulement des travailleurs manuels, mais tous ceux qui occupent un poste dans les relations générales de production: des professeurs universitaires aux techniciens plus ou moins qualifiés, aux ouvriers; tous ces gens qui ne sont pas parasites et qui occupent une fonction plus ou moins productive. Et si nous devions perdre l'influence sur ce mouvement, dans le sens étroit, même l'anarchisme, sous toutes ses faces, subirait une défaite; parce que l'existence d'une C.N.T. forte et numériquement nombreuse est nécessaire au

développement du mouvement anarchiste spécifique. Si nous perdons notre bataille, en tant que C.N.T. dans le monde du travail, nous pourrions seulement nous retrouver entre anarchistes dans des bars, à boire une bière et à parler anarchisme ; quelle serait notre incidence sur la réalité ?

8 *Je voudrais savoir si dans le processus de reconstruction de la C.N.T. il y a eu des tentatives d'infiltrations de communistes ou pire, de membres des syndicats verticalistes ?*

La C.N.T. a été créée par des anarchistes et des anarcho-syndicalistes ; maintenant viennent vers nous de nombreuses personnes issues des groupes marxistes, dégoûtées par les chefs politiques des Commissions Ouvrières ; beaucoup de nos meilleurs militants viennent du P.C.E., et maintenant ce sont des anarchistes convaincus. Donc, jusqu'à présent, il n'y a pas eu d'infiltrations communistes, aussi parce que notre organisation actuelle ne le permettait pas ; pour ce qui concerne l'infiltration d'éléments verticalistes, moins ; il y a eu en Catalogne des éléments qui ont été dans le syndicat vertical, dans la mesure où ils étaient élus par les travailleurs, comme leurs représentants, mais sans jamais avoir la ligne politique du syndicat vertical. Il existe beaucoup de communistes qui étaient et sont encore au syndicat vertical parce qu'ils ont la possibilité politique de l'infiltrer ; mais il n'existe aucune influence verticaliste, à l'intérieur de la C.N.T. Ce que nous défendons aujourd'hui est la liberté syndicale, qui permettra d'agir ouvertement tandis qu'aujourd'hui nous sommes encore illégaux même si tolérés. La police et le gouvernement savent que nous existons, tant il est vrai que le ministre des relations sociales a invité la C.N.T. à un colloque ; ce qui a évidemment été refusé.

9 *Quels sont les secteurs syndicaux les plus forts dans la C.N.T. ?*

En ce moment à Madrid, le syndicat le plus fort est celui des enseignants, qui compte 200 adhérents, et qui regroupe des enseignants, des étudiants, des travailleurs de l'école en général ; un autre secteur très fort est celui des arts graphiques, avec de nom-

breux journalistes et écrivains ; le syndicat de la métallurgie et celui de la construction ; le syndicat des banques et du bois.

10 *Quelle est la stratégie d'intervention de la C.N.T. ; quelles sont les possibles initiatives ?*

Je dirai d'abord que nous devons affirmer l'autonomie et l'indépendance de notre mouvement, et nos caractéristiques historiques : anti-capitalisme, anti-étatisme et anti-parlementarisme ; action directe, autogestion, lutte implacable contre le pouvoir en place, et puis, exploiter au maximum un phénomène irréversible qui est en train de se produire : l'intégration dans le système démocratique et bourgeois de tous les groupes politiques sans exception et qui jusqu'à présent sont considérés comme des oppositions politiques. Tous attendent le signal des élections générales pour entrer dans la bagarre, soit au niveau national soit au niveau municipal, et leur comportement ne fera rien d'autre que de démontrer que nous sommes l'unique force révolutionnaire et autonome du pays, et que nous sommes l'opposition de l'opposition. Pour ce qui est des initiatives, nous avons fait le n° 0 du journal C.N.T. ; un numéro d'essai. C.N.T. sera l'organe de lutte de la confédération. Ce fut la décision du plénum des régions de juin dernier. Il sera bimensuel et aura dans un premier temps 12 pages, puis 16. Une autre initiative que nous avons en chantier est un opuscule de 20 pages « Qu'est-ce que la C.N.T. ? », et une brochure de 100 pages avec les mêmes titres qui sera publiée en janvier et mise en vente dans les librairies ; signée par un collectif de la confédération. Toujours courant 77 nous comptons publier une revue, semblable à « A » rivista anarchica, qui affronte les problèmes culturels et théoriques ; nous pensons réussir à éditer cette revue, en prenant des fonds parmi des actions de 1 000 pesetas que chaque camarade devrait souscrire ; je voudrais souligner que notre mouvement publie plus de numéros de périodiques que les autres forces, tout en étant loin de leurs moyens financiers. En Catalogne, sont déjà sortis 7 numéros de Solidaridad obrera ; en Andalousie : An-

dalousie libertaire ; à Valence : La lutte sociale ; à Madrid et région centre : La Castille libre, et maintenant C.N.T. qui est l'organe national. On peut dire que presque toutes les régions ont un périodique. L'objectif le plus important est le développement qualitatif et quantitatif de la C.N.T., puisque maintenant l'organisation est structurée et prête à recevoir une grande quantité de travailleurs ; ce sera possible quand entrera en vigueur la liberté syndicale. Aujourd'hui, la C.N.T. compte de 15 000 à 20 000 adhérents, qui sont presque exclusivement militants.

- 11 *Quand je t'ai demandé quelle sera la stratégie de la C.N.T. dans les prochains mois, tu m'as répondu par des principes très clairs ; mais je voulais savoir autre chose. L'Espagne de 1977 n'est pas celle de 1936, elle est devenue un pays industrialisé, avancé, avec une structure qui représente un nouvel aspect social, lié au développement du capitalisme technocratique ; cette évolution se reflète dans la conformation du mouvement ouvrier. Face à tous ces problèmes quelle est la stratégie de la C.N.T. ?*

Je dirai que la situation économique et sociale de l'Espagne est changée ; il est vrai que la situation des classes travailleuses n'est pas la même qu'en 36 ; mais dans les prochains mois les conditions de la classe travailleuse deviendront très difficiles en fonction de la crise économique ; les conditions de vie des travailleurs sont très mauvaises et elles tendront à empirer vers un conflit social ; je ne crois pas qu'il existe la possibilité que la classe ouvrière s'endorme à cause d'un bien-être trop fort, vu que ce bien-être n'existe pas et n'existera pas dans le futur ; les travailleurs devront lutter durement pour survivre, et de là la possibilité de contacter les travailleurs et donc de leur proposer nos idées ; notre alternative existe réellement, par exemple quand le processus de démocratisation sera accompli, les forces politiques se battront pour que les secteurs déficitaires de l'économie espagnole, comme le charbon, soient nationalisés, tandis que notre devoir à mon sens sera de se battre contre l'étatisation et pour l'autogestion de ce secteur, et commencer à créer des

structures de base déjà maintenant, dans cette société, car nous ne pouvons attendre l'avènement du communisme libertaire ; nous devons déjà dès maintenant en donner des indications bien précises, par exemple : le métro de Madrid a un fort déficit et on parle de nationalisation ; notre indication pratique au contraire devrait être que le métro doit être géré par les travailleurs et les utilisateurs, en créant un nouveau type d'administration autogérée. Nous savons bien que la véritable autogestion pourra exister seulement dans une société libertaire, mais cette société ne peut certes pas naître par une vertu thaumaturgique du jour au lendemain ; justement c'est avec ces importantes indications que dès maintenant on peut avancer dans cette direction. En définitive je crois que notre stratégie doit être d'affaiblir continuellement l'état, en lui arrachant tout ce que nous pouvons lui arracher, par des interventions, jusqu'à arriver à l'affrontement ; ceci nous différencie de toutes les autres forces politiques qui, au contraire, tendent à le renforcer en lui donnant de nouvelles attributions, comme la nationalisation des entreprises privées.

- 12 *Quels sont les rapports entre la C.N.T. de l'intérieur et l'exil ?*

Nous avons résolu ce problème de manière pragmatique, et assez intelligemment je crois ; l'un a reconnu l'existence de l'autre, avec un respect réciproque ; ils ont reconnu que la C.N.T. existait toujours en Espagne, qu'elle est parfaitement autonome et que les décisions doivent se prendre en Espagne ; de là une reconnaissance mutuelle face à une complète autonomie. Nous avons reconnu tous les groupes existant en exil indépendamment du fait qu'ils soient ou non l'organisation appelée officielle. Nous avons donc de bonnes relations, mais nous ne voulons pas que les problèmes de l'exil soient reportés ici en Espagne, ce serait une véritable calamité pour notre mouvement.

Madrid, 5 janvier.

Brefs Extraits

Nous avons choisi quelques éléments qui nous ont paru importants de la table ronde qui a eu lieu à Madrid le 7 janvier 1977 entre six camarades espagnols et les camarades de *A. Rivista Anarchica*, de l'interview avec un militant de Valence, le 8 janvier et de la table ronde faite à Valence le 9 janvier.

Madrid, 7 janvier 1977.

- 13 A Madrid, le syndicat du spectacle a en ce moment entre 40 et 50 affiliés, celui de l'Enseignement, plus de 200, la Métallurgie en avait 25 au départ et actuellement on en compte 100, les Arts Graphiques, entre 60 et 70.
- 14 (Syndicat de l'Enseignement) Je crois que beaucoup d'étudiants sont dans la C.N.T. un peu par snobisme, et nous pouvons le constater du fait que nous sommes plus de 200, mais dans les assemblées nous ne sommes pas plus que 60-70.
- 15 Au niveau national, il s'avère que le syndicat de l'enseignement n'a pas la même valeur qu'à Madrid. Ainsi on a le cas de Barcelone, où les étudiants ne sont pas admis et militent entre eux, tandis qu'à Saragosse ils ne sont pas admis officiellement, mais en fait ils travaillent dans le syndicat. Ces problèmes sont donc à résoudre.
- 16 La C.N.T. est petite mais les si fameuses C.C.O.O. ou l'U.G.T. le sont autant, et la différence n'est vraiment pas grande (...) La partie politisée de la classe ouvrière est extrêmement minoritaire, environ 5-10 % et c'est sur cette minorité que tous agissent.
- 17 Nous nous heurtons parfois à des problèmes idéologiques (dans la C.N.T.) comme lorsque nous avons décidé de faire une campagne pour tous les détenus aussi bien politiques que de droit commun. Il y a eu des camarades qui s'y sont opposés en soutenant que les gens

n'étaient pas prêts pour une chose de ce genre, ou bien qu'on ne pouvait le faire, parce que c'était faire de la politique. Je ne sais pas ce que font ces gens dans la C.N.T., qui est tout autre chose qu'un syndicat réformiste ou qui du moins prétend ne pas l'être. A mon avis, beaucoup de gens sont venus avec de bonnes intentions, mais réformistes, et ne veulent pas d'un syndicat révolutionnaire. C'est un problème très important.

Valence, 8 janvier 1977.

- 18 Avant la reconstruction la propagande écrite était très réduite par manque de moyens financiers.
- 19 Certains camarades ont participé aux élections syndicales de 1975.
- 20 Dans la ville : le syndicat de la Métallurgie a environ 150 membres, le Bâtiment 30, l'Enseignement 40, la Santé 40, des professions diverses 20, la Banque 20.
- 21 A Valence il existe aussi de nombreux groupes qui se définissent comme autonomes et qui, au départ, ne voulaient pas entendre parler de la C.N.T.; maintenant ils commencent à entrer et nous pensons que ce processus va continuer.
- 22 A Valence l'alliance U.G.T.-C.N.T. a été réalisée.

Valence, 9 janvier 1977.

- 23 Il ne faut pas oublier que la C.N.T. réapparaît avec une série de tendances en son sein et de contradictions qui ont eu lieu également dans le passé. En outre, une partie de la C.N.T. d'aujourd'hui, à cause de ses critiques assez fortes contre le Parti Communiste, se trouve dans un certain sens favorisée par le régime précisément à cause de son anticommunisme, et cela est contradictoire et dangereux.
 - 24 Je pense que la C.N.T. en Espagne ne pourra pas devenir majoritaire si ce n'est dans des moments historiques précis, mais ce qui est important c'est qu'elle existe comme alternative et, donc, qu'elle soit un point de ralliement pour toute une série de gens rebelles.
-

PROBLEMES ET ESPOIRS

Luis Andrés Edo et Luis Burro parlent

25 *Quelle est la situation à Barcelone aujourd'hui ?*

Andrés Edo : D'abord, il faut dire qu'en ce moment dans la C.N.T. existent formellement tous les niveaux organisationnels et qu'en même temps ils n'existent pas. Le Comité National ne fonctionne pas, les Comités Régionaux et les fédérations locales non plus, ni même les syndicats ; et pourtant, sans doute, tout cela existe. Cela se passe à tous les niveaux, dans toutes les régions, dans toutes les provinces, et il ne s'agit ni d'un problème de personnes, ni d'une formule d'organisation. Il s'agit d'un phénomène en soi. Chaque instance de l'organisation, du délégué à l'assemblée, jusqu'au Comité national, tous font ce qui est possible, mais nous sommes impuissants à dépasser un phénomène qui ne sera pas résolu à travers des assemblées ou des plénums, qui sont pourtant nécessaires, mais à travers un processus d'actualisation qui commence à se développer maintenant. C'est dans ce contexte que s'est déroulé le plénum régional de Catalogne que l'on peut considérer comme le seul qui se soit fait en Espagne, puisque les autres plénums ne le furent que de nom. Un autre facteur dont il faut tenir compte est la situation politique qui est en train de suivre un rapide processus de démocratisation qu'on ne peut arrêter et que personne n'est en mesure de conditionner d'une manière ou d'une autre. Il faut donc partir de ce qu'est la C.N.T. aujourd'hui, en sachant bien que les problèmes qu'elle rencontre ont des aspects similaires à ceux que

rencontrent toutes les organisations et les partis dans ce type de phase. Le plénum régional de Catalogne, qui a eu lieu après des réunions hebdomadaires d'environ 250 délégués des syndicats pendant 2 mois et demi, a été un événement très important parce qu'il en est sorti en des termes très clairs la volonté des militants, pour la plupart des jeunes, de combattre toute tentative de manipulation, et donc la volonté de gérer à la première personne toutes les décisions. Le gouvernement lui-même espérait, à travers quelques-uns de ses hommes de confiance, réussir à manipuler la C.N.T. Mais ce plénum a fait tomber les illusions et les espérances de ce type. Dans ce plénum il y a eu des centaines d'heures de discussions, des centaines d'heures de travail dans des commissions, et tout ceci signifie que **l'organisation fonctionne, même si elle ne fonctionne pas comme organisation**. En effet, les militants nouveaux, authentiquement libertaires, veulent contrôler une organisation qui ne soit dirigée par personne ; c'est de là que naîtront, d'un processus naturel et spontané de réalisation, les rouages et les « formules organisationnelles ».

26 *Burro* : On peut dire que le 29 février 1976 est la date à laquelle la C.N.T. commence à fonctionner organiquement, et ce fonctionnement, plus ou moins bien, continue jusqu'au plénum dont a parlé le camarade Edo. Un plénum qui visait à long terme, et qui aujourd'hui porte ses fruits. Moi je voudrais pourtant parler du processus précédant le plénum. A mon avis, la reconstitution de la C.N.T. du 29 fé-

vrier a été menée de manière verticale par des éléments qui ont eu les mains libres jusqu'à ce plénum. Cela veut dire que, le 29 février, existait déjà une organisation préfabriquée, décidée par peu d'éléments qui, ensuite, accueillent les personnes, les militants. De là a été créé un comité de relations qui s'est transformé en Comité Régional sans l'être véritablement et qui fonctionnait sans aucun contrôle de la part des militants. Ceci est typique d'une organisation autoritaire, pas du tout libertaire et encore moins anarcho-syndicaliste. Pendant tous ces mois donc, la C.N.T. n'a pas fonctionné horizontalement comme elle aurait dû.

Le plénum régional a rompu avec cette pratique. Le gouvernement espérait que nous deviendrions une organisation simplement anti-communiste, mais cette manœuvre n'a pas réussi. A partir du 29 février il y a eu aussi une manœuvre du syndicat d'Etat pour s'infiltrer dans la C.N.T. en y faisant entrer diverses personnes, des individus prestigieux ; mais cette manœuvre n'a pas non plus réussi : ces gens ont été mis dehors. Quelques-uns sont restés mais leur capacité de manœuvre est désormais dérisoire. Maintenant je dirais que nous sommes en train de recueillir les fruits de ce plénum. Après 2 mois de discussions draconiennes, les militants se sont rendu compte que les choses n'avançaient pas, à cause d'une incapacité collective : à part 2 syndicats qui fonctionnent parfaitement, les autres traversent un processus de transformation. Un certain nombre de syndicats de la C.N.T. sont des syndicats-fantômes sans aucune incidence ; ils produisent des bulletins très bien faits, mais ce sont 4 pelés et 2 tondu qu'on ne voit nulle part. C'est une contradiction qui se produit à l'intérieur de la C.N.T. Mais il ne faut pas oublier que nous sortons de 40 ans de dictature et que 80 % des militants ont un âge moyen de 22 ans et qu'ils ne sont donc pas très mûrs ni préparés. La fonction du plénum a été justement celle de former les militants jeunes.

28 *Ce que tu dis est assez différent de ce que m'a raconté Gomez Casas à Madrid, à savoir que l'organisation fonctionnait très bien, même s'il y a des problèmes pratiques. Vous, au contrai-*

re, avez dit que l'organisation ne fonctionnait pas très bien mais que par contre les militants fonctionnaient ; ceci me semble signifier que le processus de reconstruction de la C.N.T. est différent d'une ville à l'autre et que donc il existe un éventail de militants et d'organisations.

Edo : Je respecte les positions de tous les camarades et aussi celle de Gomez Casas qui est mon ami depuis de nombreuses années, mais je ne suis pas d'accord avec ses opinions et cela aussi c'est la richesse de la C.N.T. Je reviens à peine de Madrid où a eu lieu une réunion du Comité National dans laquelle nous avons débattu (en la présence de Gomez Casas) très longuement des thèses que je t'ai exposées ; je peux te dire que ces thèses ont été acceptées par la majorité. En effet, le problème du non fonctionnement des rouages de la C.N.T. existe dans toute l'Espagne de manière plus ou moins massive selon la force et l'influence de la C.N.T. La Catalogne est la région où les choses vont encore le mieux ; d'autre part c'est une chose absolument normale qu'après 40 ans, dans une organisation nouvelle, qui n'est pas autoritaire, on constate ces problèmes.

29 *Quelles sont les activités que tu privilégies ?*

En Catalogne, depuis 3 mois, les universités, les collèges professionnels, les travailleurs de différentes entreprises, les groupes de quartier demandent aux différentes organisations syndicales de se présenter. Nous avons déjà fait plus d'une centaine de présentations et nous continuons d'en faire. Il y a aussi des présentations conjointes avec les Commissions Ouvrières, l'U.S.O., l'U.G.T. avec de grandes polémiques et des discussions.

30 *Etant donné que tu es en train de parler de ces forces, pouvez-vous dire quels sont les syndicats les plus forts à Barcelone et quels sont les rapports entre la C.N.T. et les autres syndicats ?*

Edo : La première chose est qu'aujourd'hui aucun n'a une réelle influence sur le mouvement ouvrier. Beaucoup d'organisations ouvrières, avec leurs appareils, tentent de tromper les

travailleurs, mais pour le moment n'y ont pas réussi. Il est impossible donc de parler de syndicats numériquement plus forts. On peut au contraire parler d'influence, et de ce point de vue je dirai que l'influence de la C.N.T. a commencé à se développer dans différentes régions ; par son mode d'organisation, du bas vers le haut (et non le contraire comme toutes les autres forces) par son refus de l'unité syndicale qui voulait dire hégémonie du Parti Communiste Espagnol (et il faut dire que toutes les forces y compris les commissions ouvrières ont dû se ranger à l'argument de la pluralité syndicale), et enfin par le refus de la C.N.T. de conclure des pactes avec les patrons, ou avec le gouvernement.

Un exemple concret de cette ligne anti-pacte a eu lieu dans le conflit de la Rocca. La Rocca est une usine de production de produits sanitaires, avec 4 établissements dans toute l'Espagne, qui occupent 8 ou 9000 travailleurs. L'usine de Gava près de Barcelone est en grève depuis environ 60 jours et l'unique syndicat présent au début de la lutte est la C.N.T. Maintenant, devant notre pression, l'U.G.T. s'occupe aussi de ce conflit. Dans cette lutte extrêmement dure, avec des attaques contre les délégués, des manifestations, avec des barricades pendant 3 jours contre les soldats, tous les schémas préexistants ont été rompus. Tous les représentants du syndicat de l'Etat ont été refusés. Des assemblées par départements se sont formées, et chaque département a élu un délégué. Commissions ouvrières et U.S.I. ont saboté la lutte parce qu'elle était trop radicale.

Nous ne savons pas quelle sera la conclusion de ce conflit, mais ce qui est important est de revendiquer le processus, le déroulement authentiquement libertaire. La C.N.T. est présente aussi dans d'autres usines moins grandes que la Rocca et justement par sa manière d'être dans la lutte, elle augmente toujours plus son influence. Le 12 novembre il y a eu une grève générale dans toute la Catalogne ; surtout à Barcelone elle a été promue et soutenue par la C.N.T. contre les directions que voulaient donner à la journée les Commissions ouvrières, l'U.S.O. et l'U.G.T. Des 45 personnes arrêtées ce jour-là, 33 étaient de la

31 C.N.T. L'influence de la C.N.T., justement en ce qui concerne ses caractéristiques anti-pacte, est en train de croître, et pour chercher à l'arrêter, toute la presse espagnole fait son possible pour ne pas en parler. D'autre part, le Parti Communiste contrôle pratiquement 60 % de la rédaction des périodiques espagnols et il lui est donc très facile d'éviter de donner des informations ou les donne en les manipulant. On peut donner 3 exemples : à l'occasion de la convocation de la grève générale du 12 novembre, il y a eu une consultation entre les diverses centrales syndicales (en Catalogne il n'existe pas d'organisme unitaire syndical dont font partie les commissions ouvrières, l'U.S.O. et l'U.G.T.). Le manifeste approuvé fut celui proposé par la C.N.T. Après le 12, beaucoup de travailleurs ont demandé à la C.N.T. de discuter son manifeste ; c'est à partir de ce moment que l'influence s'est développée sur les lieux de travail avec une réelle incidence ; en particulier à la Rocca et au port, où les luttes furent boycottées à cause de leur caractère sauvage.

Un fait important a été la dernière manifestation pour la Rocca, la semaine dernière à Cornellá, près de Barcelone. Là, devant tous les gens réunis pour la manifestation et devant la police, les commissions ouvrières et l'U.S.O. ont dissout la manifestation avec un mégaphone prêté par la police. La réaction de la part des manifestants fut violente. La C.N.T. a au contraire soutenu que personne ne pouvait décider de la dissolution de la manifestation et que cette décision revenait à l'assemblée de la Rocca.

32 *J'ai lu dans un journal de Valence le projet de loi pour la reconnaissance légale des syndicats. Comment se situe la C.N.T. face à ce problème ?*

Edo : La C.N.T. a décidé, au cours du plénum national de septembre, de n'accepter la légalisation que si elle n'est accompagnée d'aucune condition et donc le texte de loi dont tu parles qui est très récent pourrait bien aller, mais il doit être discuté par les Cortès et nous ne savons donc pas s'il sera approuvé ou modifié. Le texte précédent au contraire était complètement inacceptable parce qu'il ne reconnaissait les organisations que par

le biais de quelques syndicats, de certains secteurs ou de certaines villes mais pas en tant que telles. En outre, la reconnaissance impliquait un certain nombre de conditions qui étaient inacceptables par nous.

- 33 *A Valence la C.N.T. a fait une alliance ouvrière avec l'U.G.T. Comment se passent les rapports entre les 2 organisations à Barcelone ?*

Edo : Il faut tenir compte du fait que le processus de reconstruction de la C.N.T. a eu des modalités de développement différentes d'une région à l'autre, d'une ville à l'autre. A Valence ce processus est commencé depuis plus de 2 ans et donc se trouve dans une phase plus avancée que dans d'autres régions, avec des caractéristiques propres à cette région.

- 34 *Quelle est la situation du mouvement anarchiste spécifique à Barcelone, quels sont les rapports avec la C.N.T. ?*

Edo : En général la majorité des anarchistes appuie la reconstruction de la C.N.T. Moi personnellement, à la différence des autres camarades, je crois que la C.N.T. doit devenir toujours plus anarchiste dans son contenu non pas à travers une certaine imposition, mais à travers une dialectique continue, une confrontation permanente entre ses différentes tendances, ainsi que cela se passait pour la C.N.T. en 36, parce que c'est justement dans ces caractéristiques que réside la force de la Confédération.

Sans elles, il n'y aurait pas eu des réalisations comme les collectivités dans le passé et aujourd'hui on ne réussirait à rien faire. Sans cette confrontation entre les différentes tendances de l'anarchisme, la C.N.T. ne pourra avoir d'influence sur le mouvement ouvrier et tombera dans un simple syndicalisme. Or cette organisation avec sa stratégie, son contenu, son histoire, est essentiellement anti-syndicaliste, c'est-à-dire précisément contre tous les schémas du syndicalisme traditionnel. Le fait qu'aujourd'hui dans la C.N.T. travaillent activement des camarades issus d'un nouvel anarchisme anti-syndicaliste est selon moi une condition absolument nécessaire pour la vie même de la C.N.T. Beaucoup d'anarchistes ont compris l'importance de cette dia-

lectique interne et travaillent avec nous, d'autres au contraire ne l'ont pas compris et n'entrent pas dans la Confédération. Il faut pourtant ajouter que dans la C.N.T. il y a aussi des courants purement syndicalistes, ce qui selon moi est une erreur parce que c'est vraiment de la confrontation et de la synthèse entre l'anarchisme et le syndicalisme qu'est né le mouvement anarcho-syndicaliste.

- 35 *Existe-t-il des groupes spécifiques qui ne sont pas à la C.N.T. ?*

Edo : Il y a le mouvement des Mujeres libres ; ce sont des camarades qui travaillent de manière autonome et très bien ; actuellement elles sont en train de faire un travail d'appui et de solidarité avec les travailleuses de la Rocca. Il existe aussi la jeunesse libertaire qui n'est pas encore constituée comme organisation, qui a une potentialité énorme et qui, tout en n'étant pas à la C.N.T., l'appuie dans ses luttes. L'ensemble de ces groupes anarchistes ou libertaires a une force, tant numérique qu'en potentialité de luttes, égale à celle de la C.N.T. Mais je crois que pour un plus grand développement de la zone d'influence libertaire, il est nécessaire qu'ils convergent dans ce processus de confrontation dont nous parlions. Il existe aussi des groupes libertaires de quartier, qui en grande partie ne sont pas à la C.N.T. même s'ils mènent leur activité en collaboration avec elle. Le mouvement anarchiste spécifique existe donc mais pas une organisation spécifique, vertébrée, fédérée. Il y a eu quelques tentatives dans ce sens et quelques groupes se sont donné une structure organisationnelle, mais ils n'ont aucune influence comme organisation. Parmi les militants anarchistes de la C.N.T., il y a 2 opinions : la première soutient la nécessité d'organiser rapidement la F.A.I. pour que ses militants à l'intérieur de la C.N.T. évitent que la C.N.T. ne glisse vers une ligne purement syndicaliste ou réformiste. L'autre, avec laquelle je me trouve d'accord, soutient que pour le moment il n'est pas possible, et que ce serait même une grave erreur historique, de constituer la F.A.I. par la décision d'une minorité de groupes et de camarades. Je crois donc que les camarades anarchistes doivent

s'accorder sur quelques lignes générales, sur la stratégie, sur le problème idéologique, sur le problème des relations entre le mouvement anarchiste et la C.N.T. parce que beaucoup de militants soutiennent l'absolue indépendance et autonomie de la C.N.T. de quelque organisation que ce soit, même anarchiste ; tous ces problèmes doivent évidemment être discutés, et de ces discussions naîtront ensuite les possibilités de reconstruire les organisations de groupes anarchistes.

36 *Quels sont les syndicats de la C.N.T. les plus forts à Barcelone ?*

Il faut voir ce qu'on entend par plus fort : le nombre des militants ou bien la qualité ; numériquement deux sont des syndicats plus forts, qui dépassent 200 militants : le syndicat du spectacle, et le syndicat textile ; au contraire, ceux qui sont forts par la combativité sont ceux de la métallurgie, ceux de l'école, ceux des arts graphiques.

37 *Et le travail dans les quartiers ?*

Burro : En ce moment, on cherche à créer une fédération des comités de quartier ; il existe des groupes qui travaillent non pas au niveau anarcho-syndicaliste, mais au niveau anarchiste ; beaucoup d'anarchistes ne sont pas à la C.N.T. et préfèrent centrer leur activité dans les quartiers dans lesquels ils vivent et où existent d'énormes possibilités pour la diffusion des idées anarchistes. Dans le quartier où j'habite, par exemple, à Santa Colloma de Gramanet, qui est une ville dortoir, les anarchistes sont la première force, autant qualitativement que quantitativement, mais ils n'ont aucune forme de coordination avec les autres quartiers, et c'est pour cette raison que nous sommes en train de chercher à créer une fédération des comités de quartier.

Edo : Je voudrais préciser que quand j'ai dit que la C.N.T. a rompu tous les schémas traditionnels syndicaux, je voulais aussi dire qu'il n'existe aucune organisation qui, outre qu'elle développe son activité sur les lieux de travail, prolonge cette activité sur les lieux où l'on vit après le travail, c'est-à-dire les quartiers. Nous donnons aux quartiers une énorme importance et nous croyons que la C.N.T., si elle veut vraiment devenir un syn-

dicat différent de tous les autres, doit avoir ce rapport entre les deux moments, car l'activité d'une organisation ouvrière ne doit pas se borner à des revendications de type économique et normatif, elle doit aussi recouvrir tous les aspects de la vie du travailleur.

38 *Burro* : Je crois personnellement que la C.N.T. n'aurait pas dû naître le 29 février pour une raison précise : ses statuts sont ceux de 1910 et depuis, de nombreuses années sont passées et beaucoup de choses ont eu lieu. Les entreprises multinationales sont nées, il s'est développé un capitalisme avec des caractéristiques complètement nouvelles ; il serait donc nécessaire de vérifier si aujourd'hui la structure adoptée par la C.N.T. est encore valable. Personnellement j'ai des doutes à ce propos, parce que j'ai constaté que beaucoup de syndicats ne présentent que des revendications de type économique et normatif, alors que je crois que le but de la C.N.T. est d'insister sur les différents aspects de la vie. Nous devons implanter une autre société dès aujourd'hui et donc la C.N.T. doit être l'organisation qui contient à l'état embryonnaire les prémises de cette nouvelle société. Mais vu que la C.N.T. est structurée par syndicats, il me semble très difficile d'y arriver. Je fais partie du syndicat de la Santé et je peux dire qu'actuellement ce syndicat est en crise : une partie des militants croient être à la C.N.T. pour défendre leurs intérêts professionnels et salariaux, d'autres au contraire croient être dans la C.N.T. pour construire une nouvelle société. Ces deux tendances ont donné lieu à une division du syndicat en deux sections parallèles avec des objectifs différents. La section à laquelle j'appartiens considère qu'un syndicat de la Santé, dans une organisation comme la C.N.T. qui devrait lutter pour un changement social, n'a pas beaucoup de sens. Même le nom en soi, Santé, est un nom restrictif et revendicatif, alors que nous croyons qu'il serait beaucoup plus significatif de créer un syndicat « Santé Publique et Hygiène » qui lutte pour une médecine préventive que l'on ne peut certainement pas faire dans les hôpitaux, alors que notre travail n'a lieu que dans les hôpitaux. Notre travail de-

vrait se dérouler dans les quartiers parce que c'est précisément là que naissent les maladies, à cause des conditions de vie et des rythmes de travail.

Barcelone, 10 janvier

Un ex - militant de la C.N.T.

David Urbano

Barcelone, 3-1-1977

Je crois que la C.N.T. a été refaite de façon un peu trop précipitée (par des vieux militants en dehors de la réalité, des groupes anarchistes de formation étudiante, des néo-marxistes).

A la suite de magouilles pour choisir les délégués il sort de la C.N.T. « J'ai su que certains avaient commencé une campagne contre moi, pour chercher à contrecarrer ma possible influence sur le secteur des jeunes et des contestataires de la C.N.T. Les attaques de caractère personnel ont été reprises ou tolérées par le secteur modéré et les autres tendances... »

Aujourd'hui à Barcelone les militants de la C.N.T. sont un peu plus de 2 000, mais il faut penser qu'il y a plus de 4 000 libertaires qui agissent en dehors de la C.N.T., U.G.T. 20 000 pour l'Espagne. C.C.O.O. on ne peut pas dire. U.S.O. une poignée.

Si la C.N.T. refuse les règles du jeu jusqu'à ses conséquences extrêmes (sans devenir une centrale syndicale « civilisée ») elle sera réduite à un simple groupuscule, ce qui empêchera les anarchistes d'exercer une influence au niveau des masses (vu leur peu d'importance numérique) ou simplement spécifique (de peur de dépasser les bases théoriques de l'anarcho-syndicalisme).

Coordination de tous les anarchistes ; affirmer l'autonomie idéologique vis-à-vis de la C.N.T.

COMMENTAIRES D'UN CAMARADE

La CNT et les autres : 3, 4, 5, 16, 18, 19, 22.

Le point 3 passe sous silence l'aide apportée par les deux secteurs de l'exil, les Suédois de la SAC, les Italiens, qui, depuis 1945 et particulièrement depuis 1975, est loin d'être négligeable en soi, même si elle est très inférieure à l'aide dont bénéficient les autres.

Par rapport au point 18 nous nous permettons de constater que cette aide a été très mal répartie, principalement à cause de la clandestinité, mais aussi à cause d'une certaine bureaucratie.

Mais il est exact que les jeux sont encore ouverts, à condition de régler les trois problèmes suivants : unité interne, rapport avec les anarchistes non cénétistes, tactique.

L'unité interne n'existe pas que ce soit au niveau des « jeunes » (2, 5, 17, 27, 39), ou plus précisément des réformistes ou des révolutionnaires ; car l'origine des nouveaux militants (8) doit amenuiser le problème anarchiste ou anarcho-sindicaliste.

Pour le moment, l'infiltration fasciste a échoué (8, 23, 26), mais je crois que des confusions demeurent, ne serait-ce que la non dénonciation des sympathisants des accords CNT-CNS de 1965.

Les rapports entre les anarchistes et les cénétistes (6, 21, 35), sont peu clairs. Ajoutons que le mensuel « Ajo Blanco » est passé de 16.000 à 60.000 exemplaires et que pour le moment — bien que solégal —, il est plus anarchiste que « Solidaridad Obrera » clandestin. L'affirmation que la CNT est une garantie pour le mouvement anarchiste est purement gratuite : il apparaît bien pour le moment que les anarchistes en sont le soutien principal. Les différents chiffres cités comparés aux effectifs des syndicats (9, 10, 13, 14, 15, 20, 27, 36) montrent que le développement de la CNT est lent, même si elle a entre 15.000 et 20.000 adhérents.

La tactique (11, 24, 32, 37) et l'affirmation sur le futur sont difficiles à trancher. Personnellement, je crois que la CNT en tant que syndicat seulement, ne peut pas aller très loin (voir la SAC en Suède), par contre, en tant qu'opposition anti-autoritaire, elle peut être très forte.

F. M.

ANARCHISME ET SYNDICALISME

« Je suis cependant, je dois l'avouer, entièrement immergé dans la révolution — sans me prononcer sur le fait de savoir si j'y suis encore plongé ou si j'y replonge déjà. »

G. Landauer. *La Révolution.*

Les vieux démons sont de retour. Le mythe prolétaire, pur et dur, se fait chair à nouveau en terre espagnole. Dans la banlieue de Barcelone, dans les quartiers de Madrid, dans chaque village d'Espagne, l'anarchisme se retrouve dans la puissante dynamique « syndicaliste » de la reconstruction de la C.N.T. (1).

Les anarchistes d'Italie, de France, de n'importe où regardent vers l'Espagne. Pourquoi ? Qu'est-ce qui est en jeu ? La réponse est claire : la possibilité d'existence d'un mouvement de masses à contenu révolutionnaire. Laissons de côté tout triomphalisme : la chose est fragile et difficile à réussir, même si la passion et l'espoir de milliers de gens l'impulsent quotidiennement.

(1) Pour l'instant, la reconstruction de la C.N.T. suit une marche progressive constante, pleine de discussions et de controverses, mais cela est signe de vitalité. Fin février de cette année a lieu à Madrid la première conférence de presse convoquée par le Comité National. La C.N.T. reconnaît avoir 20 000 militants qui cotisent, dont 80 % a moins de 30 ans. La presse espagnole commence à parler des activités de la C.N.T., des prisonniers, des grèves. En France, le silence continue à crever les tympans. Au moment d'écrire cet article, 14 camarades du syndicat de l'enseignement de Madrid sont en prison depuis la première semaine de mars, détention dont la presse française ne dit pas un mot, alors qu'elle est toujours prête et attentive pour analyser en trois dimensions l'écho du moindre borborigme intestinal de Carrillo.

De plus, pour celui qui jette un regard lucide, muni du bagage théorique et pratique qu'on peut avoir aujourd'hui, l'entreprise est un pari sur le futur, puisqu'elle doit emprunter le chemin de la révolution. Autrement, ce ne sera qu'un feu de paille, une illusion perdue. Si c'est pour devenir une centrale réformiste de plus, il vaudrait mieux laisser pourrir en silence les cadavres de 36.

L'explication du fait qu'il y ait peu ou pas de répercussion dans la presse bourgeoise ou autre, ainsi que de la rage que suscite l'anarchisme ne peut peut-être se faire qu'en termes de refoulement, dénégation ou autres empruntés à la psychologie clinique.

Mais faisons face à notre problème en ayant toujours présent à l'esprit que tout ce qui se discute au long de ces pages n'en est qu'un aspect, que nous croyons central : c'est-à-dire, la relation entre un large mouvement populaire, de masses, et le projet révolutionnaire.

Qu'est-ce que nous pouvons raisonnablement attendre de la nouvelle C.N.T. ?

La discussion que nous avons eue à Madrid avec Juan Gomez Casas, Secrétaire général du Comité National, est partie des préoccupations que nous avons déjà rencontrées à Paris lors des discussions que nous avons eues dans nos milieux plus ou moins antisindicalistes.

Nos critiques étaient dirigées contre « le syndicat de masses », contre la fonction du syndicat dans la société industrielle. Construire la C.N.T. sur l'image hypervalorisée, même idéalisée, de la C.N.T. d'avant la guerre, n'est-ce pas se condamner à l'échec pour ne pas tenir compte de l'évolution de la société espagnole, et ne pas voir quelle a été l'évolution du syndicalisme dans les 50 dernières années ? Le vieux syndicalisme révolutionnaire ou anarcho-syndicalisme n'existe plus. Qu'est-ce qui reste de la C.G.T. d'avant 14 ? Et de l'U.S.I., ou de la F.O.R.A., ou de la I.W.W. ? Et de la A.I.T. des années 30 ? (2)

Le syndicat s'est intégré à la société capitaliste comme un rouage de l'appareil d'Etat, élément régulateur dans le marché de la force de travail, instance intermédiaire entre l'ouvrier et le pouvoir d'Etat, interlocuteur valable, élément de contrôle et de domestication dans la société libérale avancée aussi bien que dans les régimes appelés, par une ironie de l'histoire, soviétiques. Seulement la grève sauvage, incontrôlable, est le grand épouvantail de la patronale et de la bureaucratie syndicale (3).

Face à cette sombre vision de l'évolution de l'organisation syndicale la réponse fut immédiate : le problème actuel de l'actuelle C.N.T. n'est pas là. Au contraire, le danger que nous devons affronter est celui de la « groupuscularisation » de la C.N.T., nous répond Gomez Casas. Les gens qui compo-

sent l'organisation sont des jeunes formés dans la militance anarchiste des dernières années du franquisme, et leur mentalité n'est pas fondamentalement anarcho-syndicaliste, mais par contre ils sont imprégnés de la méfiance envers la structure bureaucratique et envers la pratique syndicale de lutte pour l'amélioration des conditions de travail, ce qui était caractéristique des premiers temps du collectivisme ou du communisme anarchiste. (Voir 2 l'entretien avec J. Gomez Casas).

Mais ces deux obstacles, ce Charybde et Scylla que nous connaissons tous et que nous craignons, ne constituent-ils pas le problème typique, la contradiction de base de l'organisation ouvrière ?

Aussi bien le socialisme marxiste que l'anarchiste tenta des solutions différentes, la pratique révolutionnaire montra les limites et les contradictions, différents moments historiques furent marqués par l'hégémonie quasi absolue du syndicalisme ou de l'activisme révolutionnaire (4). Voyons, de façon nécessairement schématique, quelques aspects — historiques — du problème.

De la première internationale à la critique du syndicalisme

(2) La A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) fut fondée, reprenant la trajectoire de la Première Internationale, au Congrès de Berlin qui eut lieu du 25 décembre 1922 au 2 janvier 1923. Participants : Argentine, Federación Obrera Regional Argentina, deux délégués, 200 000 membres. Allemagne, huit délégués, Freie Arbeiter-Union, 120 000 membres. Chili, IWW, un délégué, 20 000 membres. Danemark, Association de Propagande Syndicaliste, 600 membres. Espagne, Confederación Nacional del Trabajo, deux délégués, 1 000 000 de membres. Hollande, National Arbeids Secretariaat, quatre délégués, 22 500 membres. Italie, Unione Sindacale Italiana, deux délégués, 500 000 membres. Mexique, Confederación General de Trabajadores, un délégué, 30 000 membres. Norvège, Norsk Syndikalistisk Federation, un délégué, 3 000 membres. Portugal, Confederacao General do Trabalho, 150 000 membres. Suède, Sveriges Arbetare Centralorganisation, deux délégués, 22 000 membres. Il y avait aussi d'autres délégués sans vote d'autres organisations d'Allemagne et des Comités Syndicalistes Révolutionnaires, tendance de la C.G.T.U. française ; aussi deux délégués en exil de la minorité syndicaliste des syndicats russes. (Données fournies par R. Rocker dans le Vol. III de son autobiographie : Révolution et Régression. 1918-1951. Ed. Tupac, Bs. As. 1952).

« Préoccupé de rester révolutionnaire tout en étant pris par le travail syndical... »

P. Monatte.

Dès le conflit entre Marx et Bakounine au sein de la Première Internationale — fondamentalement un conflit entre deux conceptions de la révolution — se profile la contra-

(3) Le 22-3-77 au Palais des Congrès du Kremlin : Sixième congrès des syndicats soviétiques. Le camarade Brejnev fixe aux syndicats la tâche essentielle de « renforcer la discipline du travail ». « Je dois dire que les syndicats ne font pas assez d'efforts pour mettre au maximum à profit le temps de travail » (Le Monde, 23-3-77). Le 24-4-77 à Paris : « Un problème se pose pour Georges Séguy et Edmond Maire : comment accroître la pression syndicale sur le pouvoir tout en évitant la multiplication des grèves sauvages ? » (Le Matin de Paris).

(4) Sauf l'aspect ponctuel qu'on pourrait appeler « moment révolutionnaire » ou « situation révolutionnaire » dans lequel la relation n'est pas d'opposition mais de fusion.

diction qui va parcourir l'histoire du mouvement ouvrier.

Les socialistes marxistes ont suivi, en ce qui concerne le rapport entre les masses et la révolution, une ligne que nous pourrions définir comme démocratico-jacobine ; et leur solution a toujours été claire, la dépendance de fait, proclamée ou cachée, de l'organisation ouvrière à la direction politique.

Marx voulait le renforcement des attributions du Conseil Général et la définition d'une ligne politique obligatoire pour la totalité des Sections. Sous une devise commune à tous : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », Marx affirme la priorité de « la conquête du pouvoir politique », « premier devoir de la classe ouvrière » (*Adresse Inaugurale*) et, à la Conférence de Londres en 1871 (à laquelle assista Anselmo Lorenzo en tant que délégué de la Section Espagnole), il impose le principe de l'organisation en tant que parti politique. La résolution, rédigée par Marx lui-même, dit : « le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant en parti politique distinct... » (5).

Arthur Lehning dit, en commentant ce débat : « Les arguments opposés aux « abstentionnistes » reposaient sur un malentendu ou n'étaient pas fondés. Bakounine n'a jamais nié que l'Internationale eût un caractère politique (...) Le différend ne portait pas sur les buts de transformation radicale de la société, mais sur la forme à donner à la lutte politique et à l'organisation de la classe ouvrière. Quant aux « abstentionnistes » ils étaient opposés à l'action parlementaire, à l'organisation de la classe ouvrière en parti politique et à la conquête du pouvoir comme « condition préalable de l'émancipation des travailleurs » (6).

Dans la pensée de Bakounine il y a une discrimination entre l'organisation ouvrière et l'organisation des révolutionnaires. Discrimination qui, à l'intérieur de la théorie générale bakouninienne — anarchiste — telle qu'elle se concrétise à l'époque de la scission de l'Internationale, aurait pu être taxée de contradiction logique. Nous ne le croyons pas, puisque pour Bakounine il existe, ou se manifeste comme étant nécessaire, un premier niveau d'organisation, général, massif,

(5) Sur la Conférence de Londres et la manipulation contre Bakounine à laquelle elle donna lieu, voir le Vol. II *Bakounine. Œuvres complètes*, Ed. Champ Libre, Paris 1974.

(6) A. Lehning. Introduction Vol. II *Bakounine. Œuvres complètes*, p. XLVII.

de tous les exploités, appelés par leur propre condition — la place qu'ils occupent dans le processus de production capitaliste — à se révolter et à changer les bases de la société. Les exploités sont socialistes (ou collectivistes) sans le savoir, par « instinct ». Ce présupposé est la base du « spontanéisme » révolutionnaire. Mais en même temps il existe un autre niveau d'une majeure cohérence : l'organisation de ceux-parmi-eux qui sont arrivés à une plus grande conscience et ont, par conséquent, défini un projet, un programme : les révolutionnaires. De notre côté, nous pourrions ajouter que les deux niveaux d'organisation ne s'opposent pas mais que, au contraire, ils s'interpénètrent, s'appuient l'un sur l'autre, se complètent, pour développer les conditions de la révolution sociale. Il ne s'agit pas de deux entités différentes mais de deux modes d'organisation juxtaposés et ouverts l'un sur l'autre, tous les deux déterminés par les conditions générales de l'affrontement des classes et le mode d'intervention politique de l'Etat.

Bakounine dit : « Si les fondateurs de l'Internationale avaient donné à cette grande Association une doctrine politique (...) socialiste, philosophique, déterminée et positive, ils auraient commis une grande faute. » (Lettre de Bakounine à T.G. Morago, 21 mai 1872.)

Par contre, dans sa lettre à Cérétti en mars 1872 « il parle de la nécessité de fonder des *nuclei** composés des militants les plus sûrs, les plus dévoués, les plus intelligents et les plus énergiques » (7). « Ils formeront le pont nécessaire entre la propagande des théories socialistes et la pratique révolutionnaire » (8).

Depuis le moment où l'opposition entre Bakounine et Marx a lieu jusqu'à aujourd'hui, les deux façons de concevoir le rapport entre le projet de changement révolutionnaire et le mouvement ouvrier continueront à exister sous des formes ou des oppositions pas toujours claires mais toujours présentes.

La tendance socialiste, social-démocrate, marxiste, aux lendemains du Congrès d'Amiens, de la C.G.T. française, se trouva mal placée pour contrôler de l'intérieur le mouvement ouvrier. La solution fut de séparer clairement les fonctions. La séparation de l'« organisation politique » et de l'« orga-

* noyaux.

(7) A. Lehning. Op. cit. Vol. 2 p. XXXVIII.

(8) Ibid. p. 252.

nisation économique » de la classe ouvrière fut défendue par Lagardelle, Vaillant et Jaurès contre les « guesdistes » et votée au Congrès de Nancy du Parti Socialiste Français, en 1907 (9).

Quelques jours plus tard a lieu à Stuttgart le Congrès Socialiste International (*II^e Internationale*) où fut adoptée une solution de compromis qui maintiendra la séparation entre l'organisation économique — le syndicat — et l'organisation politique — le parti — : « Le Congrès déclare que l'intérêt de la classe ouvrière est que dans tous les pays s'établissent des rapports étroits entre les syndicats et le Parti et qu'ils deviennent permanents ». Grâce à cette résolution on évite les « liens organiques » entre syndicats et Parti proposés par les Belges et les Espagnols, ce à quoi s'opposait avec fermeté la Section Française puisque la C.G.T. avait décidé à Amiens de ne pas entrer en relation avec le Parti Socialiste. Dans le cas de l'Espagne, parmi les six délégués se trouvait Pablo Iglesias et on connaît bien le pouvoir qu'il exerçait aussi bien sur le P.S.O.E. que sur l'U.G.T.

Pablo Iglesias affirma que : « ...les Sociétés de résistance, veillant aux intérêts de leurs individus, doivent travailler dans les luttes électorales pour le triomphe des candidats socialistes avec autant de détermination que notre propre Parti. Mieux encore : l'action politique de celui-ci, dans toutes les circonstances où il se manifeste, doit être soutenu par celles-la puisque tout ce que le Parti Socialiste réalise doit être nécessairement favorable à ceux qui travaillent » (10).

La stratégie du parti politique — hier aussi bien qu'aujourd'hui — était — et continue d'être — électoraliste, c'est-à-dire que les votes se ramassent là où l'on peut, de là la nécessité de ne pas faire peur à la bourgeoisie.

Comme exemple de deux mentalités différentes nous transcrivons deux paragraphes, l'un anarchiste l'autre socialiste, écrits en Espagne à l'occasion du 1^{er} Mai 1890 : « La liberté ne se demande pas, elle se prend... La journée de huit heures nous ne l'aurons pas avec des manifestations pacifiques et avec d'inutiles et serviles pétitions ; nous l'aurons en nous imposant et l'imposition est dans la grève. » *Los Desheredados*, 1890.

« En tenant fidèlement la parole engagée devant les très dignes autorités, devant le public et notre humble classe, de ne pas nous mélanger à la grève générale ; le fait qu'aucun de nos camarades du métier n'ait souffert de la moindre répression de la part des responsables de l'ordre public donne une idée de notre sagesse... » *El eco de los obreros toneleros*, 1890 (11).

Plus de quatre-vingts ans après, dans le numéro un du périodique C.N.T., quatrième période, janvier 1977, nous lisons : « On fait croire au peuple qu'en votant il exerce une supposée égalité de droits politiques. Le pire c'est que cette égalité de droits s'exerce dans une société classiste qui refuse l'égalité économique et sacralise dans les lois la propriété privée et l'exploitation de l'homme par l'homme ».

Malgré des positions si différentes sur le terrain politique, l'idée de l'unité de la classe demeure et résiste. Après la disparition aussi bien de la branche bakouniniste que de la branche marxiste de la Première Internationale, le retour des anarchistes aux syndicats est relié à une pratique révolutionnaire des Sociétés de Résistance et à une critique des divisions idéologiques. Ainsi, au Congrès de Barcelone de 1888, on arrive à un Pacte d'Union et Solidarité entre les Sociétés de Résistance au Capital. Dans ce pacte et « dans les articles et les gloses qui l'ont accompagné dans la presse anarchiste, on insistait sur la nécessité de l'union ouvrière par dessus les idéologies ». Néanmoins, la même année se créa l'organisation rivale socialiste, l'U.G.T., ce qui transforma en rivalité l'union proclamée avec les socialistes (12).

Déjà, dans la constitution de « *Solidaridad Obrera* » (Local, 1907), participent ensemble socialistes et anarchistes, sans avoir réglé totalement le contentieux sur les méthodes d'action, sur le terrain même de la résistance ouvrière, par exemple, et, fondamentalement, sur la grève générale et sur son utilisation pacifique ou insurrectionnelle.

Dans le manifeste par lequel « S.O. » appelle au congrès de 1908 — d'où surgira la Confederación Regional de Sociedades de Resistencia — on peut lire : « ...ne nous limitons plus à une simple action de défense ni à l'assaut des réformes insuffisantes dans l'avenir, mais préparons-nous à l'as-

(9) Xavier Cuadrat : *Socialismo y Anarquismo en Cataluña*, los orígenes de la C.N.T. Ed. de la Rev. del Trabajo. Madrid, 1976.

(10) *Ibid.*, p. 307.

(11) José Alvarez Junco : *La ideología política del anarquismo español (1868-1910)* Siglo XXI. Madrid, 1976, pág. 552.

(12) J. Alvarez Junco. *Ibid.* p. 551.

saut définitif du système capitaliste, en nous appropriant des instruments de travail et des moyens de production » (13).

Immédiatement après ont lieu les faits de la Semaine Sanglante de Barcelone, 1909, lourde de conséquences, avec les accusations contre Ferrer de financer et contrôler « Solidaridad Obrera » et d'avoir promu l'insurrection, qui conduisent à son exécution. L'organisation continue à se développer et, dans le congrès de 1911, est décidée la fédération au niveau national avec le nom de Confederación Nacional del Trabajo.

Cette unité de la classe par dessus les différentes positions est la base du syndicalisme révolutionnaire français dont l'influence dans les formulations théoriques de l'anarchosyndicalisme est indiscutable.

Mais Lorenzo écrit dans *Tierra y Libertad*, en 1907, que dans la constitution de la C.G.T., il y a eu influence espagnole et surtout catalane. Il est vrai que, aussi bien dans la C.G.T., Syndicaliste Révolutionnaire, que dans la C.N.T. historique se concrétise un des contenus théoriques de l'aile antiautoritaire de la Première Internationale : le « syndicaliste ». L'autre, spécifiquement révolutionnaire, réapparaîtra dans la C.N.T. d'une façon formelle et non seulement à travers une pratique, avec la création de la F.A.I. en 1927.

Le syndicalisme, qui prend corps avec la *Charte d'Amiens* — 1906 — deviendra lui aussi une solution de compromis, non seulement comme on dit généralement entre anarchistes et socialistes (ce à quoi s'opposèrent farouchement les guesdistes) mais aussi entre deux tendances de l'anarchisme. Compromis sur la base d'une *pratique* considérée comme nécessaire et spontanément révolutionnaire. Par opposition à l'action politique parlementariste et programmatique — on voit bien là comment on retourne à la discussion de la 1^{re} Internationale — le syndicalisme réunissait tous les ouvriers, tous les exploités sur la base de leurs intérêts de classe, laissant de côté ce qui les séparait, l'« argumentation philosophique ». Par le truchement de l'expulsion de la « politique » de l'intérieur du syndicat Pouget et Griffuelhes définissaient une position apparemment favorable à l'anarchisme. « La proposition Griffuelhes, à laquelle les libertaires ne pouvaient trouver aucun défaut et qui enveloppait dans des formules polies la fin de non recevoir opposée aux socialistes, fut adoptée à la presque unanimité, par 830

contre 8. » Et Mermeix dit ensuite : « S'il est vrai que chaque syndiqué est libre de militer politiquement dans le sens qui lui convient, le syndicat n'est ouvert, lui, qu'à la propagande d'une seule doctrine, la doctrine anti-parlementaire, « anti-majoritaire », « anti-votarde », c'est-à-dire que, ayant atteint un point élevé de croissance, le syndicalisme continue à saper la base populaire du parti socialiste » (14).

Pour le point de vue syndicaliste révolutionnaire les ouvriers, en tant que classe, sont liés par l'intérêt commun face au capitaliste et à l'Etat ; ce dernier, en intervenant dans les conflits de travail — qui sont vus à l'époque surtout sous la forme de grèves — ne peut le faire que du côté de l'ordre établi, c'est-à-dire de la classe patronale.

Ainsi « ...l'action syndicale, l'expression la plus pure de la lutte des classes, poursuit purement et définitivement la lutte directe, à savoir, la lutte des opprimés contre les oppresseurs, des exploités contre les exploités, des salariés contre les capitalistes » (15).

Conséquent avec sa position d'action directe entre salariés et capitalistes, le syndicalisme révolutionnaire refuse la pétition de solutions « légales » aux pouvoirs publics. Pour Griffuelhes, Merrheim, Pouget ou Delesalle, dans les années héroïques de la C.G.T. française, le grand danger pour le mouvement ouvrier était de se laisser domestiquer. Ils croyaient, avec une remarquable lucidité, si nous les jugeons en fonction de ce que sont devenus les syndicats, ils croyaient, nous disions que, depuis la loi du 21 mars 1884 (légalisation des organisations syndicales) et le ministère Waldeck-Rousseau de 1899, les socialistes réformistes avaient commencé à amadouer les syndicats ouvriers avec des concessions, apparentes et des réformes sociales trompeuses.

Au fond les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires de l'époque donnaient à la lutte syndicale une valeur politique en elle-même, avec l'espoir que les travailleurs ne peuvent souhaiter autre chose que leur émancipation et que la grève, surtout la grève solidaire et la grève générale, sont une bataille de la guerre sociale qui se terminera avec l'abolition du salariat et la disparition des classes.

(14) Mermeix, *Le syndicalisme contre le socialisme*. Voir X. Cuadrat, *Op. cit.* pag. 294 et 297.

(15) J. Alvarez Junco. *Op. cit.* pag. 558.

(13) X. Cuadrat. *Op. cit.* pag. 222.

Et ce principe d'unité de la classe sans différences idéologiques était constitutif de *Solidaridad Obrera*, mère de la C.N.T. « *Solidaridad Obrera* ne suivra aucune tendance politique de parti, même si nous respectons celle de tous les associés. En tant que classe ouvrière nous ne pouvons avoir qu'un but commun : la défense de nos intérêts et seulement un idéal peut nous unir : notre émancipation économique ». « On a dit pour combattre cette Fédération qu'elle est composée seulement et exclusivement d'anarchistes ; ce n'est pas vrai, puisque dans les décisions des Sociétés on observe la plus stricte neutralité, les sociétés étant constituées par des ouvriers de toutes les nuances... » (16).

Mais l'un des éléments constitutifs de la doctrine syndicaliste va plus loin que l'organisation de classe contre le capital ; un des paragraphes de la *Charte d'Amiens* dit : « le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale ». Et ce point sera développé par certains anarcho-syndicalistes.

La réponse anarchiste à la conception syndicaliste révolutionnaire est clairement représentée par Malatesta dans la polémique qui l'opposa à Monatte au *Congrès Anarchiste International d'Amsterdam* en 1907. Toute la critique du syndicalisme, telle qu'elle se développera après est déjà présente. Monatte fait une véhémence défense du syndicalisme révolutionnaire. Malatesta fait la critique du réformisme : le syndicat « n'est et ne sera jamais qu'un mouvement légalitaire et conservateur, sans autre but accessible — et encore ! — que l'amélioration des conditions de travail ». La critique de la grève générale pacifique. Du syndicat en tant qu'organe de restructuration de l'économie et base de la société future : le syndicat est une organisation de résistance à l'exploitation capitaliste, un organisme de combat qui doit disparaître en même temps que la vieille société.

Malatesta, quinze ans plus tard dans un numéro de *Umanità Nova* (n° 82, 6 avril 1922 (17)) publie un article intitulé *Syndicalisme et Anarchisme* où sont résumées quelques-unes des critiques capitales contre le syndicalisme. Malatesta a été toute sa vie partisan du syndicat comme un moyen de

lutte fondamentale car il réunissait les exploités et les opprimés, mais à condition de ne pas le prendre comme une fin en soi-même et étant conscient de ses limitations et de ses dangers. D'abord, le fait positif : l'organisation ouvrière est l'élément indispensable au développement d'un mouvement de masses. « Et la révolution telle que nous la voulons, faite par la masse et se développant grâce à la masse, sans imposition ni dictature ouverte ou larvée, ne pourrait se produire et se consolider sans l'existence préalable d'un large mouvement de masses. » Mais en même temps attention ! il ne faut pas prendre pour « un moyen unique et sûr de révolution, une forme de lutte qui a en elle-même une grande puissance révolutionnaire, mais qui peut aussi, *si elle est abandonnée à ses tendances naturelles*, devenir un instrument de conservation du privilège et d'adaptation de la masse plus évoluée aux institutions sociales présentes ». (Le mouvement ouvrier) « peut, toute organisation nouvelle peut dans l'esprit de ses initiateurs et dans la lettre de ses statuts, avoir la plus haute aspiration et les propos les plus radicaux, mais s'il veut exercer la fonction propre au syndicat ouvrier, qui est la défense actuelle des intérêts de leurs membres, il doit reconnaître de fait l'institution qu'il a niée en théorie, et il doit s'adapter aux circonstances et essayer d'obtenir, à chaque fois, le plus possible, négociant et transigeant avec les patrons et avec le gouvernement. En un mot, le syndicat ouvrier est par nature réformiste et non pas révolutionnaire. »

Cette contradiction entre le projet révolutionnaire et les tendances naturelles du syndicat apparaissent au grand jour à plusieurs reprises dans l'histoire du mouvement ouvrier. Contradiction qui tend constamment à se résoudre du côté de l'intégration institutionnelle, appuyée par la bureaucratie et favorisée par l'adaptation du prolétariat aux conditions idéologiques et légales du réformisme à l'intérieur du système.

La C.N.T. n'est pas la seule organisation ouvrière révolutionnaire dans laquelle la présence des anarchistes contrecarrait le caractère économiste et pragmatique du syndicalisme. Mais elle est la seule qui réussit à le faire en gardant sa composition de masse.

Xavier Cuadrat affirme, dans son histoire récemment publiée du socialisme et de l'anarchisme en Catalogne, que « les tensions entre les anarchistes purs ou orthodoxes et le courant strictement syndicaliste devaient se résoudre, à plusieurs reprises, en faveur

(16) Ibid. pag. 560.

(17) Errico Malatesta. *Pagine di lotta quotidiana*. Scritti. 1° Volume 1920-1922. Carrara, 1975.

des premiers, en particulier après l'assassinat de Salvador Seguí en mars 1923 » (18). Ce type de résolution donna à la C.N.T. une physionomie particulière, ainsi qu'une capacité de mobilisation jusqu'en 36 et sur laquelle elle se reconstruit aujourd'hui.

Action directe et autonomie ouvrière

« Les syndicats seront très utiles dans la période révolutionnaire, à condition d'être... le moins syndicalistes possible. »

*Malatesta.
Umanita Nova, Roma,
n° 83, avril 1922.*

La situation sociale a beaucoup changé en 50 ans. Aussi bien, la composition intrinsèque du prolétariat que sa position relative aux classes dominantes n'est plus la même qu'à l'époque du syndicalisme révolutionnaire ; les schémas organisationnels ne peuvent pas être les mêmes.

La pratique du syndicalisme d'action directe, avec son contenu immédiatement et spontanément révolutionnaire est possible tant que la classe ouvrière est exclue du système institutionnel en vigueur et en conséquence, confrontée à ceux qui exercent le pouvoir. A partir du moment où apparaissent les mécanismes de médiation qui vont permettre à des fractions de la classe ouvrière d'agir en tant que groupes de pression — et le syndicat est devenu l'un de ces mécanismes — la pratique de l'action directe ne peut être maintenue que par son rapport évident à la finalité révolutionnaire. Ou parce que des conjonctures précises démystifient certains aspects idéologiques qui permettent l'illusion d'une relative intégration au système.

Comme nous le disions au début de cet article, l'actuelle C.N.T. a la force de conviction que lui donne sa militance révolutionnaire mais elle doit se développer comme

un syndicat de masses et non pas se réduire à un groupe idéologique anarchiste. Comment le faire dans des circonstances telles que la situation espagnole, qui tend vers une « stabilisation démocratique », insérée dans le Marché Commun Européen ? Dans une situation qui n'est pas révolutionnaire ?

La C.N.T. donc, pour continuer à être, doit faire face à différents problèmes actuels, parmi lesquels il y en a un de taille : celui de la *légalisation*.

Dans la première conférence de presse du Comité National il a été dit que « L'organisation étudiera la mise au point des statuts devant la possibilité d'une imminente légalisation des centrales syndicales. Bien sûr, la C.N.T. acceptera la légalisation à condition que lui soit reconnue toute sa personnalité et ses contenus. » (19)

Le Monde Libertaire du mois de mars publie une interview d'un délégué du Comité Régional de Catalogne, dans lequel se précisent certains aspects du problème. Par exemple, les négociations en cours entre le pouvoir et l'opposition démocratique amènent le Parti Communiste et le P.S.O.E. à travers les centrales qu'ils contrôlent, à éviter toute possibilité d'action autonome des travailleurs. « S'ils réussissent — et ils ont pas mal d'atouts pour y arriver — à nous entraîner tous dans cette sorte d'issue qu'est la démocratie de style européen, alors on peut peut-être dire que l'avenir du mouvement ouvrier est foutu ». Et plus loin : « L'unique accord qui existe pour l'instant est de refuser absolument la légalisation sous conditions. Toute légalisation implique certaines conditions, une acceptation du système existant, mais on refuse totalement une légalisation avec des conditions politiques » (...) « il y a des partisans de la légalisation et des partisans de la non-légalisation, c'est inévitable ».

Et après viendront les contrats collectifs, la négociation, etc.

Mais pour l'instant il se développe une tendance qui s'appuie sur les assemblées d'usine et sur les délégués directs de l'assemblée dans chaque conflit. Nous lisons, par exemple, dans un tract de la C.N.T. appelant à la grève de Roca de Gavá : « A Roca s'est cristallisé un processus qui rompt avec tous les schémas de médiation politique des luttes ouvrières (...) On est en train de se jouer le droit d'élire nos propres délégués ».

(18) Op. cit. page 177.

(19) Frente Libertario, mars 1977.

Cette position s'articule avec un profond contenu « syndicaliste », de classe, jamais nié par la C.N.T. Ce contenu est surtout exprimé à travers la défense de l'unité des travailleurs et l'indépendance des organisations syndicales. Nous lisons dans un manifeste : « Nous proposons l'unité dans les assemblées et dans la pratique quotidienne du travail, refusant les alliances entre leaders qui conditionneraient nos actions. Nous rejetons donc la « Coordinadora de Organizaciones Sindicales » (C.O.S.) récemment créée, car elle n'est que le reflet de la Coopération Démocratique, dans laquelle les partis et les personnalités de la droite la plus pure ont pactisé avec des partis qui se disent ouvriers, au niveau des dirigeants et derrière le dos des travailleurs ». La C.N.T. souligne « la nécessité d'une véritable indépendance de la part des organisations syndicales (indépendance aussi bien de l'Etat que des partis politiques) comme condition indispensable pour que l'unité de la classe ouvrière fasse des progrès... » Rappelons-nous des origines : « nécessité de l'union des ouvriers par dessus les idéologies ».

Voyons deux exemples récents de maigres politicardes auxquelles doit faire face la C.N.T. avec sa ligne d'action directe : devant la situation produite par la grève de *Roca Radiadores* les centrales syndicales C.C.O.O., U.S.O., U.G.T. et C.N.T. décident d'appeler à une manifestation tous ensemble à Cornellá comme démonstration active de soutien aux grévistes. Bien que le Gouvernement Civil refuse la permission, les quatre centrales décidèrent de maintenir la convocation. Après, à l'insu des travailleurs, C.C.O.O. et U.S.O. négocient un accord avec le délégué provincial des syndicats et avec le Gouvernement Civil : si la manifestation n'a pas lieu à la date prévue, une autre sera permise ainsi qu'une assemblée des travailleurs de la Roca au siège de la Délégation de la C.N.S. pour discuter du jugement de 38 ouvriers parmi les 43 licenciés. Ni l'U.G.T. ni la C.N.T. n'acceptent cet accord. A 19 heures, le jour de la manifestation, les C.C.O.O. et l'U.S.O. négocient encore avec la police. Devant la détermination des travailleurs survient l'agression policière et une heure et demie d'affrontements, de barricades, de charges, etc (20).

Les 23 et 24 janvier, au cours de deux manifestations, sont assassinés par les bandes fascistes et par la police Arturo Ruiz Garcia, coffreur et étudiant de 19 ans, et Luz

Najera, étudiante. Le 24 également, pendant la nuit, cinq avocats sont assassinés par les fascistes. En Catalogne, les cinq organisations syndicales (C.C.O.O., U.S.O., U.G.T., S.O.C. et C.N.T.) se mettent d'accord pour réaliser une journée de grève le jeudi 27. Avec l'opposition de la C.N.T. les quatre autres centrales ont un entretien avec le Délégué provincial de la C.N.S. et règlent ensemble la façon dont cette protestation doit avoir lieu. Après, un communiqué commun des cinq organisations est publié. La C.N.T. ne souscrit qu'à la première partie du document qui appelle à la grève. Les quatre autres centrales donnent des instructions aux travailleurs sur la conduite à tenir pendant la journée de lutte : ne pas sortir dans la rue, négocier les journées d'arrêt avec la patronale, etc. Elles font finalement un appel à la force publique pour qu'elle ait « un comportement conséquent avec le caractère responsable de notre action ». Le comité régional de Catalogne de la C.N.T. publie un communiqué dans lequel il appelle à « réaliser des actions de protestation telles que : arrêts de travail, manifestations et mobilisations, en particulier la grève générale du 27... » « La C.N.T. précise qu'elle ne souscrit pas aux cinq paragraphes dudit document, où l'on donne aux travailleurs des instructions sur cette journée. Nous croyons que la classe ouvrière est capable et mûre pour affronter avec sérénité ces événements, et personne ne peut prétendre donner des instructions sur les activités qui doivent se développer » (21).

En plus de son aspect syndicaliste, le contenu anarchiste de la C.N.T. est actuellement reconnu par tout le monde. Ce projet anarchiste qui transparait dans la pratique de soutien à l'assemblée ouvrière et aux délégués directs des ouvriers en conflit, ainsi que dans de nombreux articles de la presse confédérale ou dans des articles critiques du « syndicalisme » dépasse à notre avis la classique position anarcho-syndicaliste de la C.N.T.

Et en même temps il existe un courant qui se fraye un chemin, celui des groupes libertaires de quartier. « Les Fédérations Libertaires des quartiers dans les grandes villes, communales dans les régions, constituent la continuité indispensable d'une C.N.T. anarcho-syndicaliste et libertaire » (22).

(21) *Solidaridad Obrera*, n° 9, Barcelona, février 1977.

(22) Du Comité de Catalogne. Publié dans *Solidaridad Obrera*, n° 9.

(20) *Solidaridad Obrera*. Suplemento Especial n° 8, Barcelona, janvier 1977.

Evidemment, encourager l'Assemblée Générale et appuyer les délégués d'assemblée, c'est-à-dire stimuler l'autonomie ouvrière en même temps que l'action directe à tous les niveaux, est une position profondément anarchiste.

Il est important qu'elle ne soit pas opportuniste. Nous voulons dire par là que, dans la situation actuelle, face aux difficultés d'implantation dans la masse des travailleurs, qui commence à se libérer du syndicat vertical C.N.S. et face aux combines de toutes sortes des C.C.O.O., U.S.O. et U.G.T., la défense de l'autonomie de l'assemblée d'usine est aussi une bonne politique. Si la C.N.T. devient une puissante centrale syndicale, cela sera-t-il pareil ?

Il ne s'agit pas de faire un procès (23) d'intention mais de souligner une tendance qui est inhérente à la nécessaire défense des intérêts ouvriers à l'intérieur d'un système qu'il faut détruire mais que la vie quotidienne oblige d'accepter car il existe.

L'anarchisme est un projet, une théorie de la révolution ; il demeurera, il restera nécessairement minoritaire pendant les périodes d'une certaine stabilité sociale ; toute sa lutte c'est de développer les conditions d'un mouvement révolutionnaire qui s'exprimera et l'exprimera, lui-même, dans le moment révolutionnaire.

Le syndicalisme révolutionnaire a prétendu conjuguer dans la théorie et la pratique aussi bien le mouvement de masse que le projet révolutionnaire. Mais, dans la situation

(23) Ce procès d'intention nous le trouvons dans le dernier numéro d'*Echanges*. Ces camarades ne peuvent pas critiquer la position de la C.N.T. parce que c'est la leur, aussi critiquent-ils le fait que ce soit la C.N.T. qui impulse la pratique de l'autonomie ouvrière. Pour eux la confédération est doublement redoutable : parce que syndicaliste et parce qu'anarchiste !

Qu'ils soulignent les dangers de l'existence même de la C.N.T., c'est leur droit, il n'y a rien à dire, mais qu'ils l'accusent de pactiser avec les autres centrales pour négocier avec les patrons et ne s'occuper des grèves que par intérêt démagogique, c'est faux.

Dans cette brève note, *Echanges* appelle « battage anarchiste » la campagne pour soutenir, sans contradictions, les ouvriers de la Roca dans leur conflit et ajoute, comme preuve de ses affirmations : « le silence sur Tarrabusi ». Nous voulons seulement souligner, sur cette dernière affirmation que non seulement la C.N.T. appuie activement sur place les grévistes de Tarrabusi mais que, en plus, « *Solidaridad Obrera* » de Catalogne consacre toute la dernière page de son supplément spécial de janvier à la lutte des ouvriers de Tarrabusi en grève.

non révolutionnaire, il y a opposition, contradiction conflictuelle entre mouvement de masse et projet révolutionnaire. Seulement, dans une situation révolutionnaire il peut y avoir coïncidence ou, si l'on préfère, une situation est révolutionnaire quand une telle coïncidence existe.

La situation actuelle exige de la C.N.T. l'énorme tâche de mener à bien l'un et l'autre (être un mouvement de masse et avoir un projet anarchiste), en acceptant la tension de la contradiction, en imaginant de nouvelles formes d'action.

Récemment, un camarade critiquait une information qui venait d'Espagne disant : « ils confondent action syndicale avec action politique ». Il y a cent ans déjà Giuseppe Fanelli fut accusé de confondre l'*Internationale* avec l'*Alliance*. Confusion fructueuse que les camarades d'Espagne sont en mesure de développer.

Nicolas.

EDITIONS CAMPO ABIERTO

Concepcion Bahamonde, 10 Madrid 28

Un groupe de camarades vient de donner naissance à cette nouvelle maison d'édition qui se propose de faire connaître des faits et des idées gardés sous silence pendant longtemps en Espagne.

Leur but est la diffusion de la pensée libertaire et de l'action antiautoritaire dans tous les domaines et sous toutes les formes qu'elle prend aujourd'hui.

Dans leur projet d'édition, aussi bien des textes historiques (Voline : *La révolution desconocida* ; V. Richards : *Enseñanzas de la Revolución Española*, déjà parus) que des textes courts d'analyse de la situation actuelle : Seveso, l'éducation libertaire, etc.

Pour les soutenir dans leur effort, un système de souscription est proposé : contre l'envoi minimum de 1000 ptas on peut recevoir chaque livre avec 25 % de réduction jusqu'à ce qu'on ait atteint la somme souscrite.

CREATION D'UN COMITE ESPAGNE REVOLUTIONNAIRE

Pour la première fois depuis pas mal de temps, une tentative unitaire a vu le jour dans le mouvement anarchiste français ; il s'agit de la création d'un Comité Espagne Révolutionnaire dont nous publions la présentation officielle.

ESPAGNE REVOLUTIONNAIRE

*Bulletin d'informations du Collectif
Espagne Révolutionnaire*

Le présent bulletin est la première expression publique du Collectif Espagne Révolutionnaire.

Ce Collectif s'est fixé pour tâche l'information et le soutien aux luttes ouvrières et populaires anti-capitalistes, à la Confédération Nationale du Travail, aux organisations, groupes et militants qui luttent dans le sens de l'autonomie et de l'unité ouvrière, d'une pratique révolutionnaire de masse et de classe.

Le Collectif s'est créé à l'initiative des groupes suivants : Alliance Syndicaliste, Groupe Communiste Libertaire Archives, « Lanterne Noire », Organisation Combat Anarchiste, Organisation Communiste Libertaire, « Poing Noir », « Tribune Anarchiste Communiste », Union des Travailleurs Communistes Libertaires.

Une réunion hebdomadaire de travail est organisée, tous les mardis, à 19 h 30 au siège de Front Libertaire, 33 rue des Vignoles, 75020 Paris, tél : 370 46 86. Le Collectif est ouvert à d'autres organisations et groupes que ceux précités : groupes de travailleurs, groupes de femmes, groupes de quartiers, etc... et aux individus qui s'intégreront dans un travail précis ou à une commission.

Le Collectif se donne pour tâche à court terme de publier par l'intermédiaire du présent bulletin d'information à parution d'abord quinzomadaire puis hebdo, et d'un prochain journal à parution mensuelle (nous l'espérons) : tous les textes provenant de nos camarades espagnols et s'inscrivant dans le cadre de la plate-forme, ainsi que des informations rapides.

Le Collectif se veut un outil d'information le plus large et le plus objectif possible sur la situation et les luttes du mouvement ouvrier autonome en Espagne afin de susciter un mouvement de soutien effectif.

On pourra se procurer le présent bulletin et prendre contact avec le collectif en écrivant à : C.E.R. c/o Alliance Syndicaliste, 3 rue Berthe, 75018 Paris.

Notes de la Lanterne Noire a propos de ce comité :

Il va sans dire que chacun des participants a été obligé de faire quelques concessions pour faire exister ce comité ; nous regrettons à ce propos que la FA n'ait pas participé aux réunions de discussion pour la constitution du comité, quitte à ne pas y participer ensuite à cause de telle ou telle divergence. Nous sommes persuadés que cette attitude ne représente pas l'ensemble des militants de la FA dont un grand nombre ne furent mis au courant ni des propositions de réunion, ni du refus fait « au nom de l'organisation ».

Un obstacle a été levé : tous sont tombés d'accord pour que ce comité ne soit pas seulement de soutien à la CNT mais à toutes les luttes révolutionnaires et antiautoritaires menées ou non par des militants de la CNT. Les textes publiés dans le bulletin ou dans le journal peuvent provenir donc de toutes les tendances dans et hors la CNT, si elles viennent de camarades espagnols. Nous rappelons que le comité est par ailleurs ouvert à tous les groupes ou organisations qui acceptent la présentation et le fonctionnement qu'ils soient strictement anarchistes ou pas.

Pour nous, ce comité représente bien autre chose que les tristement célèbres « Comité Vietnam » ou « Comité Palestine » et pour trois raisons principales :

— il n'y est défendu aucune position frontiste, c'est-à-dire d'alliance avec une bourgeoisie nationale ou supportant un quelconque gouvernement de transition. Il n'y est soutenu que des luttes d'exploités ou des luttes de groupes ou d'organisations qui prônent clairement le comunisme libertaire, une société sans Etat.

— ce comité ne doit pas représenter un « espace » pour militant désœuvré toujours prêt à défendre une cause lointaine par exotisme, et à accepter la situation proche. C'est pourquoi ce sont des groupes existant dans les luttes actuelles en France (politiques, de quartiers, de femmes, d'entreprises, etc) qui peuvent adhérer à ce comité ; il ne doit pas être dans nos objectifs de

constituer des comités E.R. composés de gens ne militant que là, pour constituer une structure, un groupe, qui ne s'occuperait que de l'Espagne, outre que cela constituerait un militantisme substitutif, cela entraînerait une pêche à la ligne de la part des groupes et organisations qui les vivraient de fait comme une « organisation de masse ».

— les luttes en Espagne ne nous sont pas plus éloignées que certaines luttes en France ; le capital abolit lui même les frontières, et il n'est pas dans notre attention de les rétablir au niveau politique. Un ouvrier français et un ouvrier espagnol ont réellement des choses à discuter, à échanger, à pratiquer. Ce n'est pas le cas d'un ouvrier français et d'un paysan vietnamien ou palestinien car alors le dialogue se fait par dirigeant interposé et finalement donc renforce les différences au lieu de les diminuer.

Mise au point

La situation en Espagne évolue rapidement. Le développement de la C.N.T. s'accroît et elle est en train de devenir une des organisations les plus importantes d'Espagne, aussi bien en nombre d'adhérents que par l'écho qu'elle éveille parmi les travailleurs.

Dans ce processus il y a eu deux moments fondamentaux : l'un c'est la grève de la Roca en Catalogne, l'autre c'est le meeting de la Plaza de Toros de San Sébastian de los Reyes, à 14 km de Madrid.

L'appui inconditionnel de la C.N.T. à la grève de Roca signifia un véritable triomphe moral parmi les travailleurs dans un secteur de Barcelone qui était le fief des CC.OO. jusqu'à ce moment.

Les 30 000 personnes qui participèrent au meeting confédéral, malgré les difficultés du transport, très jeunes pour la plupart et représentant toutes les nuances de l'anarchisme militant, furent une grande surprise pour tous, amis et ennemis.

De ce point de vue, les chiffres que nous donnons dans la première partie de ce dossier ne sont plus actuels, mais nous croyons qu'il est utile de les présenter car ils permettent d'évaluer, dans le temps qui passe, l'évolution d'un mouvement qui renaît chargé d'espoir, en même temps que le climat plein de menaces et d'orages qu'il faudra dissiper.

Au lendemain du 1^{er} Mai il y a plus de 50 militants anarchistes dans les prisons de Franco... pardon, de Juan Carlos.

ANARCHISME ET FEMINISME

A Madrid, en 1934, paraît « Mujeres Libres », revue éditée par 4 femmes, écrivains, qui discutait des problèmes d'émancipation et de la conquête d'avantages en tant qu'ouvrières ou mères.

En 1936 le groupe de Madrid et le « Groupe Culturel Féminin » de Barcelone décident de créer le groupe « Mujeres Libres » qui, deux ans plus tard, comptait 28 000 adhérentes. Pendant trois ans cette organisation lutta pour la formation de la femme pour un travail en commun, plus efficace aussi bien dans la Révolution que dans la guerre. Formation professionnelle non seulement pour remplacer les hommes pendant la guerre, mais surtout le désir de susciter un intérêt actif et conscient de la part des femmes dans la vie politique et sociale de l'Espagne.

Dans ce but fut créé à Barcelone, en 1937, la « Casa de la Dona Trabajadora » (Maison de la femme travailleuse) où les jeunes pouvaient trouver un enseignement qui allait de l'apprentissage de la lecture et l'écriture jusqu'à des cours de langues, science ou sociologie.

Mais encore plus urgent que l'éducation, l'instruction ou la formation technique des femmes c'était l'abolition de la prostitution, « Mujeres Libres » exhorta, à travers sa publication, les miliciens anarchistes pour qu'ils cessent d'agir comme des « señoritos » en fréquentant les bordels et pour qu'ils contri-

buent à éveiller chez toutes les femmes le sens de leur « dignité humaine ». La création de « Libériorios de prostitución », asiles où les femmes qui voulaient abandonner la prostitution pouvaient recevoir un soutien et une aide médicale et économique, ainsi que la possibilité d'apprendre un métier qui les rende autonomes économiquement, fut l'autre des grandes réalisations de ce groupe pendant sa courte existence.

Pendant l'exil, un groupe « Mujeres Libres » continue à publier la revue.

Aujourd'hui d'autres femmes, à Barcelone, reprennent le nom. Leur première manifestation publique est la brochure « Hablan las mujeres de Roca » (Les femmes de Roca parlent), récit de ce que fut la grève pour les femmes des travailleurs.

Le texte qui suit est paru en espagnol dans quelques publications libertaires. Nous avons choisi de le traduire et de le présenter car il exprime un point de vue sur les luttes des femmes qui diverge de celui que soutiennent la plupart des mouvements féministes. Nous sommes d'accord avec plusieurs de leurs affirmations mais ce texte soulève aussi un certain nombre de problèmes que nous souhaitons discuter.

Le compte rendu de la discussion entre les camarades de A. *Rivista Anarchica* et celles de *Mujeres Libres* apporte un certain nombre de précisions sur les projets du groupe.

MANIFESTE

Mujeres Libres, organisation libertaire née peu avant juillet 1936 et qui développa ses activités jusqu'en 1939, a repris son activité avec l'apparition d'un groupe de femmes qui, également libertaires, souhaitent continuer, actualiser, et élargir le travail de promotion et d'émancipation de la femme, dans le but d'une restructuration de la société qui permette de vivre aux hommes et aux femmes, en qualité de personnes et dans la totale égalité de droits et d'obligations.

40a Pour Mujeres Libres la question fondamentale n'est pas la libération de la femme, en soi-même, mais que celle-ci (cette libération) se pose dans le cadre plus large de l'émancipation de la classe laborieuse dans la perspective libertaire.

Ce groupe propose :

— créer une force féminine consciente et responsable, c'est-à-dire sensibiliser toutes les femmes actuellement aliénées dans le rôle parfaitement assumé et accepté de claire dépendance de l'homme et des habitudes sociales déterminées par une société injuste et classiste ;

— établir à cet effet des écoles, cycles de conférences, cours spécialisés, revues, etc, en vue de la libération de la femme et de l'émancipation du triple esclavage auquel elle a été et continue d'être soumise : esclavage de l'ignorance, esclavage en tant que femme et esclavage comme productrice ;

40b — lutter contre l'inégalité économique et sociale de la femme, qui est la cause primordiale du problème sexuel dont elle est victime ;

40c — lutter non pas contre les hommes, mais contre les structures aussi bien politiques que mentales, responsables des affrontements homme-femme ;

— modifier les normes socio-juridiques, du travail, éducatives et les rapports humains, ceci n'étant qu'un moyen pour atteindre notre véritable objectif : changer les normes, comportements, us, coutumes, formes sociales, les modes et les croyances des gens à propos de l'homme et de la femme ;

40d — éliminer toute sorte de dirigeants (politiques, culturels, économiques, etc.) même s'ils sont des femmes, car nous considérons que la hiérarchie n'a jamais été une voie pour l'émancipation de l'individu, aussi bien homme que femme ;

— refuser toute sorte de culture spécifique, qu'elle soit féministe, machiste, bourgeoise, etc.

En ce qui concerne les partis politiques, nous pensons que toute « section féminine » d'un parti, ou tout mouvement féministe dont les dirigeants sont des figures d'un parti est condamnée à servir les intérêts du dit parti, avant que ceux des femmes pour lesquelles elle prétend lutter. Nous n'acceptons donc aucune sorte de dirigisme ou de manipulation de la part des partis, ni aucune sorte de compromis avec eux, sauf s'il est de type tactique devant une lutte précise et si notre intervention se produit dans des conditions de complète liberté.

Ce mouvement (M.L.) existe à Madrid, Valencia, Andalousie et autres régions de la péninsule, en train de se structurer peu à peu en Fédération de groupes locaux jusqu'à arriver à une coordination totale à un niveau péninsulaire.

Groupe M.L. de Barcelone, nov. 1976.

COMMENTAIRE

A l'heure où les féministes françaises s'ingénient, à travers la campagne contre le viol, à justifier le recours aux instances étatiques répressives, et donc à légitimer l'Etat dans son rôle de justicier (quelles que soient les argumentations accompagnant la demande de passation en assises des violeurs :

seul moyen de « répercussion » du problème du viol au niveau de l'opinion publique, moyen de défense le plus « simple » pour les femmes isolées, jusqu'aux avocates ayant le toupet de nous dire : mais, vous ne savez pas quel comportement nous adopterons quand nous serons aux Assises !..., l'objet du débat n'est pas là dans ce texte) il nous paraît intéressant de publier la plateforme de *Mujeres Libres*, ainsi que la traduction d'une table ronde parue dans « A », où elles expriment leur point de vue de femmes libertaires, et, entre autres, leur refus farouche de toute utilisation des institutions étatiques (44) (même dans un cadre réformiste en vue d'obtenir la légalisation de droits minimum... ce qui est pourtant autre chose que de demander l'application d'une loi strictement répressive entraînant prison et peine de mort !).

Dependant leurs prises de position soulèvent à notre avis un certain nombre de problèmes, dont l'exposition et la discussion font l'objet du commentaire suivant.

Nous ne nous appesantirons pas ici sur nos points d'accord avec *Mujeres Libres*, concernant le fait de s'inscrire d'emblée, et en tant que femmes, dans une lutte politique globale anti-autoritaire et anti-hiérarchique ; (44) mais cette prise de position ne doit pas à notre avis — au contraire même — masquer l'oppression spécifique et les modalités de la domination (famille, rapport au corps, etc.) que subissent les femmes, ni conduire à réduire, en dernière instance, les problèmes de domination aux problèmes d'exploitation économique et sociale, comme elles auraient tendance à le faire ; ce qui sous-entend que, une fois abolie l'exploitation et donc les classes sociales, les problèmes de domination seront résolus et le problème de l'oppression féminine par là-même.

(40 a, 41) Bien qu'il me paraisse théoriquement juste leur point de vue que « la question fondamentale n'est pas la libération de la femme en soi-même, mais que cette libération se pose dans le cadre plus large de l'émancipation de la classe laborieuse dans une perspective libertaire » m'apparaît comme trop succinct ; même en éloignant le risque d'attentisme auquel cette position pourrait mener (ce qui n'est pas leur cas), leur point de vue a de fortes chances de déboucher sur une subordination des luttes de femmes aux luttes ouvrières. Par ailleurs, je sens là la démarche qui consiste à trancher, parmi les différentes luttes, entre lutte principale et luttes secondaires ou périphériques ; les secondes étant subordonnées à

la première. Le principal étant soit la lutte de la classe ouvrière pour les organisations politiques, soit la lutte des femmes pour les organisations féministes ; au lieu d'adopter cette méthode de classement hiérarchique (ou structurel, puisque dans les deux cas la structuration des rapports sociaux est déterminée par la guerre de classe dans un cas, et la guerre des sexes dans l'autre), il me semblerait plus intéressant de rechercher quelles sont les articulations existant entre exploitation et domination, ce qui permettrait de dépasser ces oppositions réductrices, et de déboucher sur une perspective globale vraiment anti-autoritaire.

(40 b, 41) Réductrice aussi, à mon avis, l'affirmation que « l'inégalité économique et sociale est la cause primordiale du problème sexuel dont la femme est victime » ; cette idée me paraît sortie tout droit des explications de Engels sur la question, pour qui l'oppression féminine a pour seule base l'esclavage économique dans le cadre de la famille : analyse qui, qu'elle soit juste ou pas en ce qui concerne le problème des origines, laisse supposer que l'abolition des rapports de production capitalistes entraînera automatiquement l'abolition de la famille — ce qui semble logique — mais point de vue qui occulte complètement la spécificité et la matérialité de la domination, en tant que phénomène aussi fondamental que l'exploitation, et qui a son existence propre ; la culture bourgeoise ou patriarcale a réduit très souvent la femme au rôle d'objet sexuel, et cela me paraît dépasser les problèmes d'inégalité économique.

(40 d, 41) Je suis entièrement d'accord sur la lutte contre la hiérarchie « qui n'a jamais été une voie pour l'émancipation tant de l'homme que de la femme », mais je pense que la domination des hommes sur les femmes ne se limite pas aux problèmes de hiérarchie ; ce n'est pas uniquement en terme de « supériorité » (culturelle) des hommes que l'on rend compte de la phallocratie ; ces comportements sont intériorisés très tôt, pendant l'éducation ; et si l'émancipation de la femme n'a bien sûr rien à voir avec l'accès à des postes hiérarchiques, au contraire, elle a par contre à voir avec la lutte contre les comportements de domination, fussent-ils exercés par des exploités.

(40 c, 41) Enfin, leur point de vue : « la lutte passe par les structures aliénantes responsables de l'antagonisme homme-femme, et non par la lutte contre les hommes », me paraît occulter quelque chose d'important ; il n'y a pas nécessairement et toujours égalité entre hommes et femmes

dans la lutte contre ces structures ; leur point de vue suppose que hommes et femmes ont également intérêt à ce que ces structures changent, et signifie donc que tous subissent une oppression similaire dans leur rôle respectif ; cela ne me paraît pas être le cas. Il est rare que les dominants remettent spontanément en cause leurs statuts et privilèges même s'ils s'aperçoivent qu'à long terme, une société libérée ne pourra exister qu'à partir de la destruction des rôles hommes-femmes, donc de leur rôle à eux aussi. La crise que traverse beaucoup de groupes politiques actuellement, déclanchée par des révoltes de femmes (Italie, etc.) me paraît confirmer le fait que la lutte contre les institutions aliénantes et pour une société libérale, se matérialise actuellement par une lutte contre les rôles masculins, portés le plus souvent par les hommes.

Agathe.

TABLE RONDE

Barcelone, 10 janvier.

Je voudrais savoir avant tout s'il existe en Espagne un mouvement féministe, quelles sont ses positions et quels sont, s'ils existent, vos rapports avec les groupes féministes ?

Antonia : Le mouvement féministe espagnol est extrêmement jeune, pour des raisons évidentes. Ce mouvement est né il y a un an et demi. Il n'exprime pas de positions unitaires parce que de multiples tendances y coexistent : il y a des groupes féministes plus radicaux qui voient en l'homme l'ennemi principal et selon lesquels les femmes constituent une classe bien précise qui doit défendre ses intérêts de classe en extirpant le problème spécifique des femmes d'une réalité

sociale plus générale, d'autres groupes sont sur des positions intermédiaires, d'autres encore sont formés par des femmes libertaires. La majorité de ces groupes féministes, cependant, utilisent la méthode d'analyse marxiste. Le mouvement féministe a eu son premier grand moment public avec les « Journées catalanes de la femme » organisées dans une série de rencontres auxquelles ont participé près de 4 000 femmes et au terme desquelles on a approuvé à l'unanimité un programme de revendication. A partir de ces journées, les différents groupes ont exprimé l'exigence d'une liaison et ont créé la « Cordinadora », c'est-à-dire une réunion de coordination hebdomadaire, à laquelle nous, anarchistes, nous ne participons qu'à titre d'observatrices.

Pour ce qui est de nos rapports, je dirai que, du moins pour le moment, ils sont inexistantes parce que nous nous trouvons en net désaccord sur des points fondamentaux : la lutte contre l'homme ne nous convient pas ; considérer la femme comme une classe ne nous convient pas ; l'interclassisme qui caractérise de nombreux groupes ne nous convient pas ; l'analyse marxiste ne nous convient pas. Cela n'empêche pas que si dans le futur nous voyions qu'il était possible de mener une action spécifique et momentanée avec ces groupes nous ne tiendrions pas compte de cette possibilité.

(Le numéro 40 correspond au manifeste de « Mujeres Libres », voir...)

41 Avant de passer à « Mujeres Libres » je voudrais savoir comment se pose votre organisation face au problème de la femme analysé du point de vue anarchiste ? A qui vous adressez-vous ?

Clara : Nous ne nous définissons avant tout pas comme féministes, à cause des différences profondes et importantes qui nous séparent du mouvement féministe. Evidemment nous sommes des femmes, et nous voulons donc lutter pour l'émancipation de la femme, mais nous sommes aussi anarchistes et nous nous rendons donc parfaitement compte que si nous voulons changer réellement la totalité de la vie, nous ne devons pas nous arrêter sur un seul aspect de

l'inégalité, mais nous devons avoir toujours bien présent qu'il y a toute une série de catégories sociales mises à l'écart, discriminées. Il suffit de penser aux enfants, aux vieux, aux homosexuels, aux lesbiennes, aux invalides, et ceux-ci ont des problèmes qui ne semblent pas exister pour les féministes. En outre nous croyons que les hommes sont exploités, conditionnés et aliénés comme nous, et c'est la raison pour laquelle nous croyons, nous demandons, quel sens ça a de lutter contre eux et si au contraire il ne serait pas mieux de lutter ensemble avec eux. Toujours bien sûr si l'on veut changer toute la société dans ses structures et dans sa mentalité. Il faut détruire cette société hiérarchique qui se base sur l'antagonisme, sur les divisions et sur la compétition. Nous nous demandons aussi s'il est juste de porter en avant comme objectif l'unification de la femme à l'homme sur le lieu de travail. Il nous semble en fait qu'arriver à avoir autant de femmes dirigeantes ou ministres signifie renforcer au lieu de les abolir les structures hiérarchiques et la division du travail, et donc signifie donner en définitive une meilleure crédibilité à cette société d'exploitation.

En ce qui concerne les personnes à qui nous nous adressons, je dirais que nous choisissons, comme camarades de lutte, les femmes exploitées, celles qui sont le plus bas de la pyramide sociale et celles qui sont déjà exploitées économiquement aussi bien qu'opprimées sexuellement. Les femmes bourgeoises ne nous intéressent pas, qui sont seulement opprimées sexuellement, à moins qu'elles ne fassent un choix de classe et renoncent à leurs privilèges. Nous comprenons que cela est très difficile.

42 *Quel type d'activité avez-vous développé jusqu'à présent ?*

Katie : Actuellement, nous sommes en train de faire un travail d'appui aux travailleurs de La Roca, qui sont en grève depuis 2 mois. Nous faisons ce travail en collaboration avec les libertaires de différents quartiers, en recueillant évidemment de l'argent et du matériel pour aider les familles à vivre, des jouets pour les enfants, et

nous cherchons à donner à notre solidarité toutes les formes possibles. La première chose que nous avons faite est une brochure intitulée « Les femmes de La Roca parlent », dans laquelle nous avons recueilli des témoignages directs de ces femmes sur la situation à laquelle elles sont confrontées, et sur les problèmes qu'elles ont vécus tous ces jours. Nous diffusons cette brochure. A propos, je voudrais raconter une anecdote significative : quelques femmes de La Roca sont allées à un meeting féministe où étaient présentes plus de 400 femmes et ont cherché à faire une intervention sur La Roca. Eh bien, on leur a refusé la parole et aucune des femmes présentes n'est intervenue en leur faveur. Nous avons un programme et une série de documents sur divers sujets, sur le mariage, le divorce, l'avortement, et nous pensons expliquer ce qu'est *Mujeres Libres* dans les différents quartiers. En outre, nous sommes en train de préparer un lieu de consultation.

43 *Quels sont vos rapports avec les groupes anarchistes spécifiques et avec la C.N.T. ?*

Teresa : Comme groupe, *Mujeres Libres* est complètement autonome, mais puisque nous sommes anarchistes ou libertaires, quelques-unes d'entre nous sont aussi à la C.N.T. Elles y font un travail anarcho-sindicaliste puisque la matrice idéologique est la même.

44 *Sur le problème de l'avortement, comment vous situez-vous, avez-vous un programme et des initiatives ?*

Cristina : Le problème de l'avortement est certainement très important, mais à notre avis le problème de la prévention l'est plus encore, c'est-à-dire que nous pensons qu'il est très urgent de donner aux gens les connaissances nécessaires pour utiliser les moyens contraceptifs de manière qu'ils n'aient pas besoin de recourir à l'avortement. Dans des jours comme aujourd'hui, le problème est très ressenti ; nous croyons que notre tâche n'est pas de faire une campagne pour la légalisation de l'avortement, puisqu'il ne nous intéresse pas de pas-

ser des pactes avec l'Etat, mais nous croyons que nous devons créer des structures illégales auxquelles les femmes prolétaires puissent s'adresser pour avorter sans risquer leur vie. Et c'est ce que nous sommes en train de préparer en collaboration avec quelques médecins. Le problème qui se pose pour l'avortement est un peu le même que pour le divorce. Nous ne croyons pas dans l'Etat, nous combattons l'Etat, et donc il serait simplement absurde de demander la législation de quoi que ce soit. Toutes nos initiatives devront être entreprises en dehors de cette logique et avec nos seules forces autogérées par nous et par celles qui s'identifient à notre lutte. En ce qui concerne l'avortement, nous croyons concrètement qu'avec la méthode Karman, n'importe qui peut être en mesure de le pratiquer. Donc le problème est d'arracher aux médecins les connaissances dont ils se sont emparés pour pouvoir gérer notre propre corps.

Pensez-vous donner jour plus tard à un journal, Mujeres Libres ?

- 45 *Antonia* : Oui, c'est un projet que nous avons, mais il est évident que ce journal sera très différent de celui de 1936.

« MUJERES LIBRES »

encore !

On nous signale la publication en français pour le mois prochain d'un choix de textes de l'organisation féminine espagnole, sous la responsabilité de Mary Nash.

Une souscription est ouverte (25 F au lieu de 35 F l'exemplaire) et les intéressés peuvent adresser leurs commandes à :

Editions *La pensée sauvage*
B.P. 11
38640 Claix

LE VIOL ET LES ASSISES

Il ne s'agit pas là d'un texte élaboré, mais de la mise en forme d'un certain nombre de notes et de remarques faites depuis quelques temps à propos du viol et de la campagne que mènent quelques féministes à ce sujet.

Ceci avait déjà été abordé dans le numéro 4 de *La Lanterne Noire* sous la forme de deux articles (« Justice populaire, justice bourgeoise, mêmes prisons » et « Un certain ras'l'hol ») qui s'élevaient violemment contre cette campagne tout en dénonçant la manière dont la société bourgeoise et sa « justice » définissait le viol, et qui montraient aussi qu'une certaine manière de dénoncer la campagne pouvait cacher une volonté de gommer ce problème et de le réduire à quelque chose « dont on s'occupera après la révolution » ou « qui disparaîtra avec la modification des rapports de production et la disparition des classes sociales ».

Agathe, dans son article, qualifiait cette campagne de « réformiste », l'assimilant par là même à la campagne du M.L.A.C. « pour la légalisation de l'avortement » ou par extension à toute lutte syndicale ou politique qui « demande quelque chose », une amélioration, au pouvoir en place (et qui sera bientôt repris par ce même pouvoir). Par rapport à ces luttes, notre attitude est très claire : on y participe ou pas suivant les cas, mais, quand on y participe, c'est pour essayer de faire comprendre à ceux qui les mènent et qui s'y limitent qu'elles ne changent rien au fond des problèmes, et qu'il est possible de tout changer en s'attaquant aux causes réelles.

Or depuis cette époque, soit que la campagne menée a changé, soit que nous l'avions mal évaluée, il semble que le qualificatif de « réformiste » soit mal adapté.

Au départ et en principe, une campagne sur le thème du viol présentait toute une série d'aspects particulièrement intéressants.

D'abord en faisant sortir le concept même de « viol » de son sens juridique et bourgeois, c'est-à-dire limité à ce qui se passe finalement assez rarement, c'est-à-dire un acte « franc et direct », une violence ouverte, pour l'étendre à toute sorte de viols, les plus fréquents et que subissent très certainement des millions de femmes : celui qui se produit dans la famille, dans certains rapports conjugaux, dans une certaine forme de drague, dans la publicité, etc.

Ensuite, et grâce à cette non-limitation de la définition, permettre à ce genre de problèmes (les rapports hommes-femmes, la domination, la violence, la sexualité) de ne pas être une nouvelle fois niés, évacués au nom d'une « lutte de classe mal comprise ».

Il s'agissait bien là de quelque chose de subversif ; ça devait donc être détourné et réintégré et ce le fut assez vite.

Un courant politicien composé de politiciennes s'en est chargé en réduisant de nouveau le viol à son acception extrême, donc limitée, donc bourgeoise.

Ceci est dans la nature des choses et nous y sommes habitués, mais le plus grave cependant c'est la conséquence : de campagne contre le viol, la campagne s'est transformée en campagne pour la punition des coupables. Elle a donc perdu son caractère « réformiste » pour gagner celui de « réactionnaire ».

Or ce glissement de sens, pour logique et évident qu'il nous paraisse, ne l'est pas pour tous y compris pour des gens qui par ailleurs nous sont très proches, et qu'on ne peut soupçonner « de faire le jeu du pouvoir même inconsciemment ».

Cette incompréhension est d'autant plus forte qu'il s'agit d'un « sujet » central, très chargé émotionnellement, et dont on ne peut parler objectivement. A cause de ces caractéristiques ces politiciennes jouent donc sur du velours d'autant plus qu'elles ont en face d'elles le plus souvent les politiciens les plus

traditionnels (leurs concurrents) qui veulent à tout prix évacuer ces problèmes.

A titre d'exemple je voudrais citer les documents suivants parus dans *Basta* n° 6.

Dans un premier temps, *Basta* avait publié ses positions par rapport à cette campagne, et au problème des rapports hommes-femmes ; à cette position redéfinie dans le document n° 1, avait répondu une copine par une lettre reproduite dans le document n° 2.

Je me propose, avant de poursuivre mon argumentation, de répondre à cette lettre.

DOCUMENT N° 1 :

Position de Basta

— N'étant pas partis pour une lutte d'esclaves contre esclaves (femmes contre hommes, enfants contre parents, jeunes contre vieux, malades contre bien-portants, et ainsi de suite), nous critiquons toute forme de regroupement qui fige dans des revendications catégorielles des situations particulières et n'amène qu'à un renforcement, voire à un aménagement des institutions en place (cf. syndicalisme de la vie quotidienne). Nous nous étonnons que la critique de cette démarche ne soulève des protestations que quand elle s'applique aux mouvements féministes, parce que nous avons fait la même que ce soit par rapport aux comités de soldats, aux comités de prisonniers, aux militants écologistes, aux fascistes contre la peine de mort, aux syndicalistes ouvriers, aux comités de quartiers, etc.

— Nous refusons globalement et particulièrement les rôles sociaux que nous impose le pouvoir, celui de femme en étant un aussi, dans les rapports sociaux organisés par le système capitaliste.

— Nous ne nous reconnaitrons jamais, sous prétexte que c'est une femme, dans une Gisèle Halimi, ou dans un Séguy, parce qu'il parle au nom des ouvriers, parce qu'avant tout, ils sont des exploités, avocats, bureaucrates, et que notre réalité, notre expression ne peuvent aller que contre eux et le pouvoir qu'ils représentent et qu'ils essaient d'étendre par tous les moyens.

— Nous ne nous mettons ni du côté des « violeurs », ni de celui des « femmes », puisque pour nous cette problématique est celle du pouvoir et en l'occurrence, des juges.

— Nous n'avons pas l'habitude, par rapport à des événements qui nous touchent particulièrement, de déléguer nos décisions à des structures établies, consécutivement, nous n'avons de solution pour personne.

— En bref, nous n'avons pas plus de raisons d'être féministes que syndicalistes, humanistes ou nationalistes, etc.

Refuser aux femmes cette défense sans leur proposer autre chose, c'est la laisser à son désespoir solitaire, c'est se mettre du côté des indifférents, si ce n'est des violeurs.

DOCUMENT N° 2 :

Réponse d'une camarade

Je me suis toujours définie comme féministe et libertaire, aussi j'ai lu avec consternation et colère l'article sur le féminisme dans le Basta n° 5.

— Oui, les femmes individuellement et collectivement ont pris conscience de leur oppression spécifique.

— Oui, elles ont compris qu'il leur fallait chercher, lutter seules, entre femmes souvent, avec les hommes aussi, contre eux quelquefois, et ça vraiment, ça n'a pas toujours collé avec la lutte de classes et c'était bien embêtant pour les esprits épris de clarté.

— Oui, l'expression de leur révolte a donné lieu à des prises de position jugées « excessives », mais une révolte mesurée, qu'est-ce que c'est ?

La question du viol maintenant : elle est expédiée en une phrase cinglante dans l'article de Basta. Les femmes n'ont pas le droit d'utiliser la répression légale pour se venger d'un viol, nous dit-on. Eh bien moi, ça ne m'intéresse pas des diktats pareils. Les principes je m'en fous. Ce qui m'intéresse est d'analyser un problème à partir du vécu des gens. Des femmes ici. Qui mieux qu'une femme sait quelle rage impuissante on éprouve devant le scepticisme, l'ironie, l'indifférence qui accompagne les récits de viol. Bien sûr, ce n'est pas une solution « d'envoyer un frustré au trou ». Mais qui a dit qu'une femme qui dans sa colère et son impuissance a recours au moyen auquel les bons démocrates pensent spontanément, le dépôt d'une plainte au commissariat pense qu'elle va régler le problème de la frustration sexuelle ? Elle n'adopte pas une solution qu'elle juge la meilleure, elle réagit à une violence par une autre violence. En l'absence de moyens directs de défense elle attend de l'appareil répressif qu'il se venge à sa place. Attitude peu constructive et fort condamnable en bonne morale libertaire, soit.

Mais pourquoi les femmes seraient-elles les seules à ne pas avoir le droit de se servir de ce moyen de défense ? Ce déchainement de condamnations le laisse supposer. Ou bien déchainez-vous avec la même violence contre toutes les autres plaintes (vols, meurtres...).

Quant à moi, je n'ai pas de solution, je n'ai pas de réponse satisfaisante au problème du viol, de la répression légale et de la frustration sexuelle et je n'envie pas ceux qui en adoptent une si facilement.

Des positions « excessives » ?

Il ne s'agit pas de cela. L'« excès », le « trop de », le « pas assez de » sont de l'ordre d'une pensée libérale, et nous essayons de nous situer en dehors de cette problématique. Condamner une campagne pour faire passer quelqu'un en Assises (quel que soit ce qu'il a fait), n'est pas condamner une position excessive, mais une position « réactionnaire » (2) qui tend d'une part à renforcer les institutions étatiques et d'autre part à croire que l'on peut s'attaquer aux effets sans s'attaquer aux causes et même en s'appuyant sur les causes. Ce que nous dénonçons, ce n'est pas que telle ou telle femme porte plainte pour viol, mais l'élévation du « porter plainte en stratégie politique », en pratique collective, en instrument de propagande.

Nous sommes en présence d'un simple « remake » de la traditionnelle politique marxiste-léniniste, qui consiste à mettre sur la scène de la politique spécialisée un savant mélange, composé à la fois de la révolte et de l'aliénation des gens. C'est là ce qu'ont fait ces groupes du M.L.F., en utilisant une révolte légitime, en institutionnalisant les moyens individuels de lutte de certaines femmes, sans en faire la critique. Or ces moyens (porter plainte quelque soit le domaine et le motif) sont justement ceux de l'isolement, un simple recours individuel, et ne peuvent être repris quand il s'agit, comme on le prétend, d'une lutte qui doit s'étendre et devenir collective.

Pire, dans ce domaine il arrive même, parfois, que le « gauchisme » devance et entraîne certains réflexes réactionnaires des gens. On avait déjà connu cela avec

(2) Je reviens sur ce que j'affirmais plus haut, à savoir que cette campagne n'est plus (ou n'a jamais été) réformiste : le réformisme, c'est quand on obtient quelque chose de non-répressif d'un pouvoir existant sans renverser ce pouvoir (augmentation de salaire, légalisation de l'avortement, droit de réunion...). A l'inverse, quand on demande le renforcement ou l'extension d'une forme de pouvoir lié à l'Etat, il s'agit bien là de quelque chose de réactionnaire.

le Front de Libération des Jeunes qui exacerbait la violence pour la violence, avec la Gauche Prolétarienne et ses Tribunaux Populaires. Le M.L.F. (celui-ci au moins) prend le relais, ce qui est finalement assez logique dans la mesure où la filiation militante est la même (maoïsme, spontanéisme, populisme...). Bien entendu, plus largement, la voie fut largement tracée par la droite classique (pour la peine de mort et les Tribunaux d'Exception), par la gauche classique (pour la peine de mort aux militants O.A.S. (2). Combien, parmi ces femmes qui font semblant d'avoir rompu avec ce gauchisme-là, ont, par le passé, déjà appartenu à des comités-justice, des comités-vérité, pour que Tramoni passe en Assises, pour que le notaire Leroy soit inculpé, etc... Un certain nombre, bien sûr... et la fête continue...

Cette camarade pense que nous luttons contre cette campagne parce qu'elle est menée par des femmes, et que nous ne luttons pas avec la même énergie contre les autres plaintes.

Cela est parfaitement inexact : nous nous sommes toujours élevé, au sein du mouvement révolutionnaire, contre ce type de glissement vers un nouveau fascisme ; et plus récemment, à propos de la peine de mort, il semble bien que la campagne, et les manif aient été en grande partie menées et soutenues par des anarchistes. Ceci est d'autant plus évident pour le journal *Basta* qui a consacré très largement ses colonnes à cette lutte, plus en tous cas qu'à la condamnation de cette campagne féministe. Alors, ne serait-ce pas le contraire : N'aurait-on pas le droit de critiquer sous prétexte qu'il s'agit d'une lutte de femmes, comme jadis il ne fallait critiquer ni les ouvriers, ni les émigrés, ni les vietnamiens au nom du fait que la « guerre du peuple est toujours juste » ?

Tuer un petit enfant n'est pas moins affreux que violer une femme ! Or personne ne reproche (sauf nos ennemis) de lutter contre la Peine de Mort, contre les Prisons, contre les Tribunaux !

(2) Je me rappelle à ce propos quel dégoût avait provoqué en moi cette odieuse campagne suivie de l'exécution de Douecar, Plegt, Bastien Thierry et Degueldre, ces assassins de l'O.A.S., et ce, en pleine guerre d'Algérie, alors même que ces « soldats perdus » tuaient en pleine rue et réintroduisaient le fascisme en France.

Quand nous luttons contre les Tribunaux Populaires nous n'en soutenions pas pour autant le Notaire Leroy. Mais ce qui est clair pour nous c'est que Leroy — juge Pascal même combat, juge rouge — juge classique même combat, avocat blanc — noir — ou rose même combat.

Bien entendu, comme le dit cette camarade, lorsqu'une femme porte plainte pour viol, il s'agit de « rage impuissante », bien sûr qu'elle réagit à la violence par une autre forme de violence. Il n'y a là rien à juger, rien à condamner, mais rien non plus à approuver, à institutionnaliser.

Le faire est déjà un acte **politicard**, même si l'acte s'accomplit au nom d'une soit-disant « redéfinition », au nom d'une « nouvelle gauche libertaire ».

Ce que je voudrais maintenant, c'est essayer de comprendre Pourquoi et Comment cette campagne a pu fonctionner.

Dans « Libération » du 24 mars, Nicole répondait à ceux qui prétendaient que la campagne pour les assises faisait le jeu du pouvoir :

Lorsque on reproche à des femmes qui dénoncent le viol de faire le jeu du pouvoir en favorisant soi-disant un accroissement de la répression, j'ai envie de crier que ce sont les violeurs qui font le jeu du pouvoir et pour de multiples raisons :

— Le pouvoir est fasciste et les violeurs sont fascistes ; car si CRS est pour vous, comme pour moi synonyme de SS, violeur est pour moi également synonyme de SS, même si la rime n'y est pas : c'est la même violence du plus fort, du plus armé sur l'autre qu'il peut frapper sans risque...

Cette réponse illustre bien le type de raisonnement qui étaye toutes ces argumentations : deux choses qui s'opposent ne peuvent être du même côté ! C'est bien évidemment simpliste, moraliste, le bien d'un côté, le mal de l'autre. Il est clair pourtant que les deux propositions se complètent ; sont compatibles : bien sûr que les violeurs font le jeu du Pouvoir. Mais cela n'empêche pas certains de ceux qui luttent contre les violeurs de participer du même pouvoir !

Par ailleurs, ces politiciennes ne sont pas des « politiciens traditionnels », mais modernistes et ceci pour trois raisons .

- ce sont des femmes ;
- elles se prétendent révolutionnaires et parfois libertaires ;
- le contenu de leur lutte correspond à des choses que les femmes « sentent ».

Comment s'y sont-elles prises pour s'emparer d'une telle lutte et la détourner ?

- 1) en limitant de nouveau le viol à sa définition « légale », « juridique » étroite donc extrême, donc en évacuant le problème de la domination dans la sexualité ;
- 2) en enfermant la lutte dans une pitieuse campagne juridique qui demande la protection de l'Etat.

Beaucoup de ces femmes sont des Avocats, des Artistes, des Universitaires, bref appartiennent à l'intelligentsia, c'est-à-dire la même couche sociale qui, en son temps, fut fasciné par le maoïsme. Ce sont de avocates qui mènent la danse de mort : Gisèle Halimi, Monique Antoine, Josyane Moutet...

Cette dernière, en réponse à P. Goldman, a écrit dans « Libération » les phrases suivants :

« ... le gauchisme est mort pour les femmes qui n'y trouvent pas la résonance de l'espoir... »

« ... tu crois à la réhabilitation par nous de cette Cour d'Assises que nous avons honnie avec toi. Tu oublies que nous ne réclamons aucun chatiment... »

« ... D'ailleurs sais-tu seulement ce que nous ferons en Cour d'Assises ?... »

« ... tu nous fais un procès d'intention en imaginant d'avance notre comportement politique aux Assises... »

Tout y est : le pseudo-dépassement du gauchisme, mais aussi cette idée saugrenue qu'on n'a pas de compte à demander aux avocats sur ce qu'ils vont faire aux Assises ! Si nous le savons bien : cautionner la justice ! faire les pitres dans les allées du pouvoir. Pourquoi ne se contentent-elles pas de faire leur métier sans bruit, de défendre ceux qui le leur demandent ? Il faut encore qu'elles prennent la tête d'un Mouvement en utilisant le pouvoir d'avocat !

Ce gang d'avocates, d'intellectuelles, parvient à mener impunément cette campagne parce qu'elles ont déjà un pied dans le pouvoir par le biais d'une partie des médias qu'elles contrôlent, mais pas seulement par cela.

L'autre aspect de ce problème c'est que leur pouvoir s'appuie sur :

1) la culpabilité :

— des autres femmes, féministes ou non, qui n'osent pas s'opposer à d'autres femmes au nom de la solidarité (voir l'affaire d'un autre gang, celui de psy et pol).

— Des hommes qui, s'ils critiquent, sont renvoyés à leur statut d'homme et n'ont donc pas la parole.

2) l'acquiescement de la bourgeoisie éclairée qui accepte parfaitement cette revendication.

Le problème est, de toutes les manières, tellement difficile à parler et à agir, il soulève tellement d'aspects émotionnels, qu'on ne pourra efficacement lutter contre ce genre de campagne que lorsque nous aurons, nous-mêmes, les idées plus claires sur le viol et les moyens de lutter contre.

Martin.

**Pensez à
renouveler
votre
abonnement.**

URUGUAY

La destruction d'une communauté

Un peu agrippé à la colline, regardant vers le Rio de la Plata qui à cet endroit a la couleur de la mer, Montevideo fut un refuge d'innombrables proscrits de l'Italie ou de l'Espagne. Quand le fascisme s'empara de l'Europe, il y avait encore Montevideo pour recevoir les exilés.

Aujourd'hui le chemin est en sens inverse. Une féroce dictature militaire — comme en Argentine, comme au Chili, comme au Brésil — persécute, torture, assassine celui qui ne se plie pas à sa volonté soumise à l'impérialisme yankee. Condamnés à l'ostracisme, exilés, fugitifs, les militants anarchistes s'entremêlent à la foule d'émigrants qui cherchent un port où pouvoir recommencer et continuer.

Vieille tradition de lutte, que celle de l'Uruguay. La 1^{re} Internationale naquit anti-autoritaire et « bakouniniste » à Montevideo (1) et l'anarchisme fut le moteur de la lutte ouvrière et révolutionnaire depuis le premier quart de siècle jusqu'à se trouver à la base de la lutte clandestine actuelle.

Et là-bas, à Montevideo, dans la ville et dans l'histoire, au milieu des travailleurs, faisant partie du « sombre peuple des drapeaux noirs », vécut, grandit et fut assassinée la Communauté du Sud.

(1) Le 25 juin 1875 fut fondée la Fédération Régionale Uruguayenne, section de l'A.I.T. Donc, après la scission du Congrès de La Haye, elle adhère à l'A.I.T. antiautoritaire. Elle fut acceptée en tant que section de l'Internationale au Congrès de Veviers (août 1876). Une brochure de la F.R.U. publiée en 1878 contient ses statuts. Elle fut rédigée par Renaud-Reynaud, typographe, ex-communard, exilé.

Qu'est-ce que c'est, qu'est-ce qu'elle fut la Communauté du Sud ? Elle est née vers 1955 entre les mains d'un groupe de jeunes militants anarchistes. Après plus de 20 ans de vie, elle a été un pôle de structuration du mouvement anarchiste uruguayen. Tout au long de ces années plusieurs changements se sont succédés et de nombreux camarades, hommes et femmes, y sont passés, y ont laissé certaines choses et emporté d'autres. Mais les principes demeurèrent : la vie en commun, intégrale, communautaire dans la production et la consommation, et la volonté militante orientée vers le milieu social uruguayen.

La communauté était composée par une quarantaine de personnes, adultes et enfants. Tous les adultes travaillaient dans l'imprimerie qui appartenait à la Communauté et qui fut une des plus importantes de Montevideo. Toutes les décisions se prenaient par des accords mutuels et il n'existait pas d'organismes directifs, mais simplement des groupes de travail qui s'entrelaçaient en fonction des multiples activités de la communauté. Les services étaient communs et tout le monde travaillait à tour de rôle dans la cuisine, la buanderie, la garde d'enfants, etc. A partir d'une certaine époque, les enfants quittaient le noyau d'habitation des parents à l'âge scolaire et s'intégraient dans un groupe d'âge avec des locaux, des activités et des décisions à eux.

Ideologiquement, la Communauté a essayé de développer une pensée propre enracinée dans l'expérience quotidienne et basée sur l'essai et l'erreur. Expérience affective dure,

avec une dépense émotionnelle élevée mais soutenue par la passion militante de l'utopie, le seul réalisme de celui qui veut vraiment le changement social.

Cette pensée, ce projet, qui mène à la critique radicale de la famille, considère la communauté en tant que cellule de base de la société socialiste en même temps qu'instrument de transformation sociale. Du point de vue du processus historique, la création d'un mouvement combattant est une nécessité non seulement au niveau idéologique et politique, mais aussi au niveau de la production et de la consommation et surtout au niveau de la division du travail. « Tout développement social est à la base une chaîne de décisions (...) La révolution est la conséquence inévitable du développement historique des années précédentes. Un chaînon détermine la physionomie du chaînon suivant. »

Dans une brochure publiée en 1969, le rôle de la Communauté était défini ainsi : « La communauté peut continuer à exister et à évoluer à l'intérieur du cercle capitaliste seulement comme une forme combative de vie qui se voit et se considère à elle-même, participant quotidiennement à la grande lutte qui se livre dans notre génération, dans notre pays, en Amérique Latine et dans le monde entier, lutte pour les transformations révolutionnaires de l'économie, la société et la culture (...) Aucun mur défensif ne sépare la communauté de son entourage. Celui-ci pénètre par des milliers de chemins visibles et invisibles. Le poste est vulnérable du point de vue culturel et social. Il est exposé à une constante agression politique qui essaie d'altérer la sécurité de son existence, d'amoinrir sa valeur à ses propres yeux et de mettre en doute sa mission » (...)

« Ses rapports de production avec l'extérieur sont capitalistes et menacent constamment de faire irruption, déguisés en travail salarié ou en égoïsmes collectifs pour étrangler ainsi son contenu social ». Pour vaincre dans ce milieu la Communauté doit faire face au système et le combattre, « dirigée par sa conception pionnière libertaire et socialiste dans tous les aspects de la vie (...) La Communauté n'est pas une commune d'abondance, qui existe en tant que partie du système socialiste global, mais comme une commune pionnière combattante, qui devance le processus général et défriche le chemin « en tant que partie d'un mouvement combatif dont le drapeau est la liberté et le socialisme révolutionnaire ».

Les militants anarchistes qui composaient

la Communauté du Sud faisaient partie de la Fédération Anarchiste Uruguayenne en tant que Groupe Libertaire du Sud, jusqu'à la scission survenue au début des années 60. Après ils ont fait partie des groupes d'Action Libertaire (G.A.L.). En même temps leur activité était fondamentalement centrée sur le quartier, sur l'organisation et l'animation locale. Dernièrement, peu avant l'exil, ils constituaient une Fédération de Coopératives de Logement d'Aide Mutuelle.

Etant donné que leur outil de travail était l'imprimerie, une grande partie de leur activité était déterminée sur cette base-là, et ce fut aussi ce qui donna lieu aux premières perquisitions.

En 1968 se forma le groupe éditeur « Action Directe » qui publia parmi d'autres : « La révolte étudiante », « Formes et tendances de l'anarchisme », « Révolution n'est pas dictature » de Luigi Fabbri, etc.

Mais toute cette activité ne pouvait pas durer. L'Uruguay en crise connaît une forte agitation populaire ouvrière et étudiante et la lutte armée urbaine se développe. Le peuple accentue sa pression. Pour les classes riches et pour l'impérialisme le danger est grand ; avant la révolution, la contre-révolution préventive. La société libérale, comme toutes les structures de pouvoir, d'exploitation et de hiérarchie, montre les baïonnettes quand les voiles qui la cachent tombent.

L'acharnement contre la Communauté date de 1969. En dehors des perquisitions et des périodes de clôture de l'atelier — ce qui leur empêchait de subsister économiquement — la police et l'armée prennent l'habitude de passer fréquemment par le logement de la Communauté. Activité par ailleurs généralisée à toute la population uruguayenne. Mais dans le cas de la Communauté avec une insistance particulière car elle a toujours eu une action publique et cette action est incompatible avec le nouveau système militaire en place.

Le noyau d'habitation était dans un assez grand terrain avec arbres et potager et trois bâtiments comprenant les chambres, plus une salle d'activités communes. Ils subirent six perquisitions en 1971, quatre en 1972, deux en 1974, en 75 deux pour chercher des gens et puis une autre après laquelle les militaires embarquèrent tous les adultes hommes et femmes, laissant sur le terrain seulement les enfants et un vieux camarade de plus de quatre-vingts ans. Leur détention dura plusieurs semaines. Certaines perquisitions ont été, outre la répression et la bru-

talité qu'elles signifient, spectaculaires : plus de 100 soldats en uniforme de combat, camouflés, qui encerclent les lieux et avancent rampant dans l'herbe ; camions avec mitraillettes, lumières, haut-parleurs, bref, tout l'appareil.

En plus de ceci, périodiquement ils embarquaient un, deux, trois camarades en prison ou dans les camps de l'armée. Tous ont subi des sévices : debout, les bras levés et les jambes écartées jusqu'à l'épuisement, jusqu'à ce que le corps roule par terre, ne pouvant plus se supporter ; les yeux bandés, des coups, certains ont passé jusqu'à 35 jours dans le noir, plusieurs jours sans manger. Mais évidemment quand on vit dans de pareilles conditions on réserve le nom de torture pour d'autres manœuvres : « gégéne », « sous-marin », « sous-marin sec », simulacre d'exécution, « tréteau », « pau de arara » (2).

Trois militants de la Communauté ont été sauvagement torturés. D'autres camarades liés à la Communauté ou qui y ont vécu un certain temps sont entrés dans la clandestinité et ont subi divers sorts.

L'acharnement fut constant jusqu'à ce qu'en 1976 les menaces devinrent insistantes et les autorités militaires leur firent savoir que leur existence en tant que communauté ne serait pas tolérée dans le nouvel Uruguay.

La solidarité et le soutien du quartier fut toujours très important ; plusieurs fois un camarade recherché a pu se sauver, trouvant vêtements et refuge chez des voisins. La police commença alors à arrêter tous ceux qui entraient en contact avec les gens de la Communauté. L'isolement devint très dur. Pendant une des périodes les plus difficiles ils ont eu la satisfaction de voir que les gens du quartier s'organisaient et envoyaient un « délégué » qui a bien voulu courir le risque d'établir un contact, apportant des aliments et de l'aide pour les enfants. A cette époque, plus d'une fois ils ont dû détruire les livres et les vendre comme papier pour pouvoir manger.

Fin 1975 arriva en Europe une lettre de la Communauté dans laquelle les camarades disaient : « comme conséquence de ce

(2) « Sous-marin » : submersion de la tête dans l'eau (parfois avec des excréments) jusqu'à la semi-asphyxie.

« Sous-marin sec » : semi-asphyxie produite par un sac en plastique qui enveloppe la tête.

« Tréteau » : la victime est assise avec les jambes écartées sur un tréteau.

« Pau de arara » : suspension de la victime à une barre avec les mains liées aux chevilles.

que nous avons souffert et des menaces directes et explicites que nous subissons, nous avons décidé que le vieux groupe partirait pour le Pérou (...). Les emprisonnements successifs, les pertes économiques et de tous ordres qui en sont la conséquence, la peur manifeste des enfants et de certains adultes, tout ceci a déterminé la prise de cette décision. Mais les difficultés pour la mener à bout sont énormes car nous manquons de recours. Nous n'avons plus de travail, mais nous ne pouvons pas vendre les machines. De même avec le terrain. Et pour augmenter notre angoisse, les visites indésirables se répètent. Il est même difficile de dormir, car les surprises arrivent la nuit. Certains camarades sont déjà partis vers Buenos Aires, comme première escale. Et la semaine dernière tout un groupe qui vivait ensemble (7 camarades, hommes et femmes) a été arrêté et on ne sait plus rien d'eux ». Ceci, en décembre 1975.

Ces 7 camarades ont été malmenés et torturés en Argentine, ils ont passé plus d'un an en prison sans condamnation judiciaire et, en ce mois de février 1977, les premiers qui ont réussi à partir grâce à Amnesty International viennent d'arriver en Suède où ont déjà reçu asile une partie des enfants de la Communauté.

Le groupe qui arriva au Pérou — une dizaine — se trouva devant le coup d'Etat et le durcissement du régime militaire péruvien. Sans asile et avec un séjour précaire ils ont été sommés de quitter le pays début mars.

Deux autres camarades avec leurs enfants ont réussi à venir en Europe il y a quelques mois.

Vers la moitié de l'année dernière fut commencée une campagne pour ramasser des fonds à l'intérieur du mouvement anarchiste international, campagne qui a dû se faire de personne à personne, sans publicité, puisque les camarades qui restaient en Uruguay, certains en liberté provisoire, risquaient de ne pouvoir sortir.

Dans toute l'Amérique Latine il n'y a pas de place, aujourd'hui, pour la Communauté du Sud ; il n'y a pas assez de place pour les héberger, les militaires prennent toute la place.

Comme tant d'autres camarades uruguayens assassinés, torturés, disparus, condamnés à de longues peines de prison, ou clandestins ou exilés, les militants de la Communauté sont le témoignage, la clameur d'une profonde et douloureuse réalité :

la violence et la répression sont planétaires, comme l'Etat. Tant que la société de classes, hiérarchique, existe, tant qu'existent l'exploitation et la domination, la propriété privée et l'Etat, la société démocratique et représentative est un mensonge et le libéralisme politique une mystification.

Bien enracinés dans leur terre ou persécutés et proscrits, pour tous les hommes il n'y a qu'une seule réalité : la raison d'Etat et un seul espoir : la lutte pour la révolution sociale.

SYRS.

ITALIE

MARINI : deux ans et huit mois pour délit d'opinion

Le 14 janvier à Potenza a eu lieu le dernier procès contre Giovanni Marini, en prison depuis juillet 1972, coupable de ne pas se laisser assassiner par les « squadristi » fascistes.

Notre camarade comparait à ce dernier procès pour huit chefs d'inculpation basés sur les nombreuses occasions où il avait manifesté clairement son opposition aux magistrats, au président du tribunal, etc. Dans le réquisitoire du procureur général furent retenues seulement les inculpations concernant le magistrat Zarra (« fasciste » et « malhonnête ») et la Cour (« tribunal espagnol »). Pour ces injures il demanda un an et deux mois, une requête assez lourde pour un délit d'opinion. Après deux heures de délibérations la Cour, sous la présidence de Rotunno — notable démocrate de Potenza qui fit carrière pendant le fascisme — condamna Marini à deux ans et huit mois, plus du double de ce qu'on demandait !

Evidemment, pour la justice italienne, l'anarchiste Marini est coupable de ne pas se soumettre à l'autorité pénitentiaire et de continuer à lutter activement contre tous les moyens d'asservissement.

Liberté pour Marini !!

IRLANDE

Libérez les Murray !

Alors que Noël Murray est en prison à vie, selon la décision du Tribunal Suprême Irlandais de novembre 1976, et que le co-inculpé Ronan Stenson fut libéré en février 1977, Marie Murray, elle, risque encore la peine de mort. Elle sera jugée à nouveau le 25 avril devant la Cour Criminelle Spéciale avec la même inculpation de crime capital.

En ce moment, Marie se trouve dans la prison pour femme de Limerick, au sud-ouest de l'Irlande. Elle n'est pas autorisée à recevoir de lettres ni à avoir de contact avec qui que ce soit, sauf avec les vieux parents de Noël. Elle est tenue au secret dans une unité de haute sécurité réservée aux prisonniers politiques, dans une cellule illuminée en permanence et surveillée par deux officiers de la prison. Il est donc impossible pour le Comité de Défense des Murray de Dublin (qui est constamment harcelé par la police) d'avoir une information sur l'opinion et les points de vue de Marie sur la situation globale.

La libération de Ronan Stenson est un succès de la campagne internationale de défense des Murray qui, spontanément, s'est élargie en une campagne contre les condamnations à mort et qui, en conséquence, surprit et irrita le gouvernement irlandais qui avait cru pouvoir assassiner tranquillement deux jeunes anarchistes sans trouver d'opposition. Cette libération sert aussi à souligner la faiblesse des accusations contre les Murray qui ne sont basées sur rien d'autre que sur des affirmations, non signées, arrachées sous la torture policière.

Le jugement de Stenson s'est prolongé pendant plus d'un an et fut mené indépendamment de celui des Murray car Stenson, ayant eu un colapsus devant la Cour, fut considéré par les médecins de la prison comme mentale-

ment et cliniquement incapable de supporter un procès. Un examen médical indépendant confirmait que son état était une conséquence de la torture.

La Cour considéra comme *inadmissible* la sentence contre Stenson étant donné que la police l'avait arrêté sans mandat légal (ce qui rendait sa détention *illégal*), et comme il n'y avait pas d'autres preuves contre lui la Cour l'a déclaré non coupable et il a été libéré.

Cependant, s'il n'avait pas été libéré grâce à cette « formalité légale », la preuve accablante (légale et médicale) qu'il avait été torturé, sur laquelle reposait sa défense, aurait forcée la Cour Criminelle Spéciale à le faire — *non pas pour le motif de l'illégalité du mandat d'arrestation mais du fait qu'il avait été torturé*. Si cela s'était déroulé ainsi les affirmations de Noël et Marie Murray, disant que, eux aussi, ils avaient été torturés, auraient dû être prises en considération et entraîner la réouverture du dossier. Car, de même que pour Stenson, la seule « preuve » contre eux était des déclarations faites sous la torture.

Etant donné que Stenson a été libéré, l'ensemble des faits qui entouraient l'affaire restent inconnus. Mais aujourd'hui, grâce à la campagne internationale de défense, ces faits sont si largement connus que même un des avocats de l'accusation, Aiden Brown SC, a déclaré publiquement accorder créance au fait que la police utilise la torture en Irlande.

Noël Murray est actuellement dans le camp militaire de Curragh, en dehors de Dublin, camp réservé aux prisonniers politiques. Il est privé des droits normalement accordés aux emprisonnés qui ont des condamnations longues.

Stenson, incroyablement, s'est suffisamment remis de sa longue épreuve pour se joindre au Comité de Défense des Murray en dépit des menaces de la police.

L'isolement de Marie rend sa défense dans un nouveau « procès » très difficile, et c'est justement ce que l'Etat Irlandais recherche. Cette situation est rendue pire encore par la constante campagne de presse contre les Murray et par les tentatives des gardiens, à l'intérieur de la prison, de discréditer Marie face aux autres prisonnières en

faisant courir de fausses rumeurs. Ainsi, les autorités espèrent justifier l'isolement et les conditions inhumaines que supportent les prisonniers.

Et maintenant, quoi ?

Marie Murray risque encore un verdict de mort. Ce n'est pas assez que de désirer que le gouvernement irlandais se montre clément. Seule la solidarité active internationale peut le *forcer* à renoncer à cet assassinat d'Etat prémédité.

Adresses :

Murray Defense Committee
155 Church Road
Colbridge — C/o Kildare (Eire)

Murray Defense Group
C/o 29 — Grosvenor Avenue
London N. 5.

Le labyrinthe Irlandais

En 1969-70 l'Irlande du Nord s'est divisée en une minorité « catholique » (républicaine) opprimée, sans aucun droit civil, et une majorité « protestante » (loyaliste) qui contrôlait vraiment tous les aspects de la vie quotidienne et se considérait comme partie intégrante de la Grande-Bretagne.

A cette époque un mouvement pour les droits civils s'est développé, pour obtenir des petites réformes sur le plan des logements, des possibilités d'emplois et des élections. Les meetings et les marches se multiplièrent à un tel point que les bandes de loyalistes et la police para-militaire (B. Specials) commencèrent à les attaquer systématiquement. De ce fait, la minorité républicaine était constamment attaquée. Se battant comme ils pouvaient mais sans aucun fusil pour se défendre, les catholiques se tournèrent vers l'IRA pour se protéger.

Mais à ce moment-là l'IRA était presque inexistante en tant qu'organisation. Ce n'était que les restes de la vieille organisation républicaine-nationaliste qui n'avait toujours pas achevé sa victoire en 60 ans, bien que sa campagne militaire contre les britanniques ait provoqué le partage de l'Irlande et l'établissement du Gouvernement Républicain dans le Sud. Les « campagnes

de frontières » des années 50 l'avaient affaiblie, elle avait perdu tout appui, le nombre de ses adhérents avait diminué et elle était presque entièrement dominée par les marxistes de style stalinien. La domination communiste avait achevé la rupture avec l'ancienne politique activiste-militaire. Donc quand la minorité catholique du Nord se tourna vers l'IRA, celle-ci n'était ni disposée ni capable de répondre à cet appel. Ce refus de venir en aide à la communauté attaquée renforça la frustration ressentie par les nationalistes orthodoxes ayant à supporter une direction « Marxiste » et enflamma les jeunes (activistes) membres qui voulaient un retour aux activités « militaires ». Cette dissension interne qui était aiguës par la situation désespérée des ghettos catholiques entraîna la scission de l'Organisation : l'« IRA officielle » (le groupe dominé par les communistes, opposé à l'activisme) et l'« IRA provisoire » (composée d'ultra-nationalistes et des jeunes éléments qui voulaient multiplier les actions « militaires »).

Pendant toute la période de troubles et de combats de rues dans les villes du Nord le Gouvernement Républicain du Sud joua le rôle hypocrite de « l'avocat du diable ». Bien que le gouvernement britannique contrôlait la politique du Nord la plupart des capitaux britanniques étaient investis (et le sont toujours) dans la République du Sud.

La situation s'aggrava quand les troupes britanniques furent envoyées en Irlande du Nord pour « ramener la paix ». Bien qu'au début les catholiques leur firent bon accueil, il apparut très vite que rien n'était changé. La présence des troupes étrangères était exactement l'excuse dont avaient besoin ceux qui allaient former l'IRA provisoire pour justifier leur existence en tant qu'organisation indépendante. Paradoxalement la force de l'IRA-provisoire découle directement de la présence continue des troupes étrangères d'occupation. C'est maintenant la *seule* justification des Provisoires pour la position qu'ils ont dans le Nord.

L'IRA Provisoire :

Aucun groupe n'a été aussi mal représenté en Europe que les Provisoires. Beaucoup de camarades hors d'Irlande les

croient « révolutionnaires » Rien n'est plus faux ! Quand les Provisoires acceptèrent de défendre la Communauté contre les loyalistes ils le firent à une condition : si vous voulez *notre* protection vous ferez ce que nous dirons ! Dans ce sens les Provisoires ne s'inspirent pas de la tradition révolutionnaire mais de celle des gangsters de Chicago ! Le but à long terme des leaders Provisoires est de s'emparer du contrôle de l'Etat et de s'installer eux-mêmes au gouvernement. Le combat pour les provisoires n'est pas un combat révolutionnaire pour changer la nature de la société mais une guerre nationaliste ayant pour unique but de contrôler le Nord. En termes idéologiques l'IRA provisoire est ultra-nationaliste.

A cause de leur rhétorique révolutionnaire « anti-impérialiste » beaucoup de gens ont rejoint les Provisoires en dehors d'un authentique désir de combattre pour un changement social dans une optique révolutionnaire c'est simplement parce que les provisoires sont les mieux équipés et les plus actifs des groupes irlandais. Certains se disent « autonomes » et croient qu'il est possible de mener un combat révolutionnaire de l'intérieur de l'organisation. Ils se trompent eux-mêmes car pour le moment leurs chefs leur permettent de penser qu'ils suivent la tradition de Che Guevara et Ulrike Meinhof, mais quand finalement l'armée britannique se retirera ils seront obligés de rentrer dans le rang et d'accepter les ordres de leurs chefs.

La nature des Provisoires est plus claire si l'on regarde leur récente campagne en Angleterre. La caractéristique essentielle des guerres nationales est que la violence n'est pas discriminatoire. Alors que les révolutionnaires choisissent comme cibles la classe dirigeante, sa machine répressive (police, armée, etc) et ses institutions, les gouvernements préfèrent tuer les civils de la classe ouvrière. Presque toutes les cibles choisies par l'IRA Provisoire en Angleterre ont été civiles (pubs, magasins, cafés...).

L'IRA Officielle et autres :

Lors de la scission de l'IRA tous ceux qui voulaient développer l'activisme ne se sont pas joints aux Provisoires. Bien que, comme je l'ai dit, certains se joignirent à

eux en espérant une occasion pour combattre en révolutionnaires, beaucoup d'autres, qui se considéraient comme « révolutionnaires socialistes », sont restés dans l'IRA Officielle parce qu'ils étaient en désaccord avec l'orientation ultra-nationaliste des Provisoires. Noël et Marie Murray étaient de ceux-là. Les Murray, comme d'autres, voulaient voir les Officiels adopter un programme plus révolutionnaire et plus activiste et essayer de travailler à partir de cette position dans l'organisation. Effectivement, poussée par les événements, l'IRA Officielle a développé les tactiques de guérilla pendant les années 72-73 en Irlande du Nord. Mais c'était dû au fait que la situation était confuse et que quelques groupes de jeunes à Belfast ont été pendant une brève période virtuellement autonomes et capables de mener une campagne d'attentats à la bombe contre les soldats britanniques et une série d'attaques de banques réussies. Cette période de renouveau activiste prit fin quand la plupart des groupes furent disséminés (camarades tués ou blessés) et arrêtés, et le ralentissement du combat permit à l'organisation de reprendre le contrôle sur ceux qui restaient encore actifs.

Les Murray, néanmoins, ne prirent pas part à ce développement dans le Nord étant donné qu'ils travaillaient dans le Sud, et dans l'intervalle devinrent anarchistes.

Dans le Sud, un groupe d'activistes (dont les Murray) se sépara de l'IRA Officielle et fonda « SAOR EIRE » (« Jeune Irlande »). Ils mènent de nombreuses actions dont des attaques de banques. Là aussi les arrestations mirent fin aux activités du groupe.

Les Murray, avec d'autres camarades anarchistes (dont certains avaient également fait partie de l'IRA Officielle) commencèrent à organiser un groupe anarchiste à Dublin agissant publiquement et se préparant à publier le premier journal anarchiste de Dublin, « NEW EARTH ».

La plupart des membres du groupe ont été arrêtés et accusés des actions de solidarité internationale pour protester contre l'exécution de Puig Antich et l'arrestation et les conditions de détention des membres de la RAF. Des attaques de banques ont été également attribuées au groupe NEW EARTH. Trois de ces camarades sont encore en prison : Desmond Keane, Columba Longmore, Robert Cullen. La police a également saisi du matériel réuni pour la publication du journal du groupe.

Il est difficile de parler d'un mouvement

anarchiste en Irlande parce que, en vérité, il n'y en a pas. Dans le passé, quand quelqu'un devenait révolutionnaire, socialiste ou anarchiste, il émigrerait en Angleterre ou en Amérique. L'Histoire irlandaise est nationaliste et républicaine, il n'y a pas d'anarchisme et très peu de socialisme. Sans tradition historique les anarchistes en Irlande sont très isolés. Mais la répression contre les anarchistes dans le Sud et les difficultés qu'ils rencontrent dans le Nord sont autant d'obstacles au développement d'un mouvement révolutionnaire libertaire en Irlande. Mais l'exemple de camarades comme les Murray a beaucoup contribué à montrer qu'il est possible de lutter contre l'oppression en dehors de l'IRA Provisoire, de même que l'activisme révolutionnaire libertaire, grâce à eux, a acquis de l'influence dans toute l'Irlande.

Je dois aussi mentionner deux autres groupes. L'un « People's Democracy » (démocratie du peuple) est un groupe d'étudiants de Belfast de l'Université de la Reine. Au début ce groupe comprenait de nombreux anarchistes et avait adopté une attitude libertaire. Mais actuellement il est devenu entièrement marxiste et ne se dédie qu'à la propagande légale. Il a perdu la plupart de l'appui qu'il avait initialement et ses membres se sont considérablement réduits.

L'autre apparut après une autre scission dans l'IRA Officielle en 1974. Se réclamant du Marxisme Révolutionnaire (et comprenant quelques Trotskystes ainsi que, au début, le soutien de Bernadette Devlin) et qui s'appelle « Irish Republican Socialist Party ». Pendant les premiers mois de son existence, la tension était telle avec l'IRA Officielle que cette période a été marquée par de véritables batailles, des assassinats et des coups de feu entre ces deux groupes. Le I.R.S.P. n'a pour ainsi dire pas participé aux combats de rues dans le nord, se concentrant sur d'autres activités, ils ont organisé de nombreux vols (surtout dans le Sud) et ont été sauvagement réprimés par le Gouvernement de l'Irlande du Sud. Comme les Murray, de nombreux membres de l'I.R.S.P. ont été torturés par la police du Sud.

Il a été récemment décidé lors d'un grand meeting à Dublin que l'IRA Officielle n'existe plus. L'Organisation s'appelle maintenant « Sinn Fein-the workers' Party » et va essayer de se présenter aux élections officielles dans le Sud dans l'espoir de participer à un gouvernement « démocratique » ! C'est le résultat de l'influence com-

muniste (maintenant totale) sur la direction de l'organisation. Le débat sur l'utilisation des tactiques « militaires » est maintenant clos. Les communistes proclament ouvertement avoir « extirpé les éléments criminels et militaires » de l'organisation.

En conclusion on peut dire que seule la classe ouvrière peut apporter un réel changement en Irlande. Pour le moment elle

est retenue par l'IRA et les groupes loyalistes (quasi-fascistes). Ce qu'il faut maintenant c'est un mouvement de résistance autonome, avec une perspective libertaire révolutionnaire pour jouer le rôle des Provisoires (protéger la Communauté contre les attaques et pour résister à l'armée britannique et à l'armée du gouvernement dans le Sud) afin que les gens puissent enfin prendre en main leur propre destin.

ALLEMAGNE

LES CELLULES REVOLUTIONNAIRES ET LA R.A.F.

A l'heure actuelle, ce texte circule dans les milieux de gauche en Allemagne. D'après les dernières informations reçues d'amis allemands, il y a actuellement deux autres « lettres ouvertes » en circulation qui, elles aussi, sont signées par les « Cellules Révolutionnaires » dénonçant d'abord la première lettre, puis la seconde comme étant une « action menée par les services pour la sécurité d'Etat » (équivalent des « Renseignements généraux »). En principe nous devons les recevoir sous peu de temps...

Quant aux « Cellules Révolutionnaires », personne dans la gauche allemande ne sait qui (personnes ou groupes) se cache là-dedans ! A ce propos, il n'y a que de vagues hypothèses. Or depuis quelque temps, nombre d'actions en Allemagne (falsification de tickets de transport, attentats à la bombe contre les centrales nucléaires et autres, etc...) étaient revendiquées par eux (les « Cellules Révolutionnaires »...).

Depuis la mise en circulation de ce texte, Buback (le procureur général) a été assassiné il y a quelques jours, ce qui actualise peut-être encore davantage la discussion proposée par, et dans, ce texte.

De toute manière, son intérêt en tant que tel consiste en ce qu'il reflète les positions (jusqu'à maintenant culpabilisées) de la gauche allemande par rapport à la RAF ; il nous interroge aussi sur notre implication dans ces actions terroristes en général (?).

Nous le publions de façon à poursuivre le débat commencé sur la violence dans le n° 3 et sur l'Allemagne dans le n° 4 de « La Lanterne Noire ».

*Cette lettre s'adresse
à tous les camarades de la RAF !*

C'est une lettre ouverte !

Nous appartenons aux Cellules Révolutionnaires. Mais dans cette lettre interviennent pas mal d'arguments qui ont été élaborés au sein du mouvement non-

dogmatique. Parce que nous les tenons pour justes, et aussi parce que nous nous sentons liés à ce mouvement.

Nous demandons à tous les groupes et à tous les camarades (par exemple aux maisons d'édition, aux groupes non-dogmatiques de tous les secteurs, aux producteurs de journaux, aux camarades

inorganisés, au Mouvement du 2 juin, etc.) de discuter cette lettre.

En fait, il y a déjà longtemps que nous voulions vous poser des questions — à vous, les camarades de la RAF. Et nous saisissons l'occasion du bruit qui court, selon lequel les prisonniers de la RAF envisageraient d'entamer une quatrième grève de la faim, pour revendiquer l'application de la Convention de Genève, c'est-à-dire pour être reconnus comme prisonniers de guerre.

Peut-être allez-vous vous demander pourquoi il nous faut un événement «digne de discussion» pour vous écrire. Camarades, c'est tout simplement parce que nous avons peur que vous nous répondiez avec une sévérité excessive et inadéquate ; en disant, par exemple, et dans le meilleur des cas, que nous étions objectivement des flics, ou que notre lettre était une opération commandée par le «Verfassungschutz» (1). Entretemps nous avons compris que la crainte d'un tel reproche ne devait pas nous faire reculer devant la confrontation avec vous. Il est pour nous essentiel de nous expliquer maintenant (!) avec vous. Cela montrera dans quelle mesure nous nous sommes déjà éloignés les uns des autres, et aussi à quel point vous ressentez le besoin ou la nécessité de vous interroger sur nous, sur nos idées, nos actions, notre évolution, notre vie. Nous partons du principe que vous devez bien éprouver cette nécessité ! Comme aussi celle de vous expliquer plus clairement avec l'ensemble du mouvement non-dogmatique ! A moins de vous situer, de façon autoritaire, comme son avant-garde.

Les actions de la RAF en 1971-72 (2) ont eu une importance considérable pour beaucoup de camarades. Elles ont secoué et réveillé un tas de gens, nous y compris. Quand ça pétait à tous les coins de rues, nous jubiliions devant l'impuissance de l'appareil d'Etat tout entier, et devant la capacité de la guérilla à opérer même en R.F.A. A l'époque, ces actions étaient articulées sur le vaste mouvement anti-impérialiste, elles réalisaient ce qui avait mijoté dans la tête de milliers de gens. Nous avons vu qu'il était possible de concrétiser ce à quoi on pensait depuis très longtemps. Sans la RAF, il n'y aurait pas aujourd'hui de Cellules Révolutionnaires, ni de groupes qui ont compris que la résistance ne s'arrête pas là

où commence le Code Civil. Le texte que vous avez publié (3) montre bien ce que cela veut dire : n'accepter aucun compromis ; tracer une claire démarcation entre l'ennemi et soi-même ; la seule liberté contre cet appareil d'Etat consiste dans sa négation totale, c'est-à-dire à s'en prendre à lui dans un collectif de lutte ; et pour redevenir des hommes, il faut l'attaquer de la façon la plus résolue.

Mais ce que nous avons besoin de savoir maintenant, c'est ceci : est-ce que vous êtes sur les positions que défendait la RAF en 1971-72 ? Comment vous situez-vous par rapport à l'action de libération de Stockholm ? (4) Quelles erreurs pensez-vous avoir commises depuis lors ? Quels sont vos objectifs en ce qui concerne vos procès ?

Si nous vous posons ces questions, c'est parce que nous ne voyons plus quelle est votre politique. Nous ne reconnaissons plus grand-chose des objectifs initiaux de la RAF. Même lorsqu'il s'agit d'une question importante : celle du changement d'objectifs. D'autant que vous donnez l'impression que tout ce qui est informations, déclarations, mobilisation, est exclusivement déterminé par une seule valeur d'usage, «la mise en valeur du procès». Au point que quand Brigitte Mohnhaupt s'est mise à donner des précisions sur vos structures au juge Prinzing, ce rat, c'était pour démasquer les mensonges du faux-témoin Müller — et principalement pour ça. Pourquoi faut-il des Müller, des Prinzing, des Buback et Cie (5) pour que vous preniez enfin la peine de vous expliquer sur vos structures ? Alors que c'est justement ce type d'information, et bien davantage, que nous attendions de vous après 1972, nous et bien d'autres ?

Camarades, notre problème avec vous est d'ordre tout à fait pratique : nous avons pensé pendant longtemps que vous étiez pour nous des camarades. Mais beaucoup de camarades qui sont dehors n'ont pas le sentiment d'être pour vous aussi des camarades. Nous et d'autres, nous avons été et nous sommes utilisés, subordonnés, par exemple par votre stratégie dans les procès, ainsi que dans vos autres campagnes de mobilisation. Car il est impossible d'élaborer et de discuter une stratégie *avec vous*. Certes il est très difficile de faire quelque chose de ce genre à travers les murs de la prison. Mais à notre avis, ce n'est pas

la seule raison. Ce qu'il y a eu, c'est plutôt que vous avez été beaucoup trop rapides dans les jugements que vous avez portés sur nous. Vous avez trop souvent manifesté que vous n'aviez aucune confiance en notre force, ni en celle des autres ; à nous qui sommes dehors ; qui voulons et devons lutter ! Mais qui avons la prétention de former nos décisions en fonction de notre propre évolution. Et qui nous refusons à vous rendre le mauvais service de vous suivre aveuglément dans votre refus de tout compromis. Ce refus, nous voulons d'abord le mettre à l'épreuve pour notre propre compte ; et cela vaut aussi pour une part importante du mouvement non-dogmatique.

Oui, camarades, nous avons et nous avons encore l'impression d'être pour vous un instrument qu'on jette lorsqu'il ne peut plus servir. Et vous ne vous demandez même pas pourquoi il ne peut plus servir. Vous vous contentez de supposer que nous sommes des faibles, des opportunistes par rapport à la masse, et tout compte fait vous pensez aussi que dans ce système corrompu et dévoreur d'hommes, nous nous sentons assez bien. Tout cela est très déprimant. Finissons-en avec l'alternative : ou camarade, ou flic !

Et maintenant, écoutez-nous bien : s'imaginer que la gauche (6), dans son ensemble, est sur la défensive, c'est une absurdité flagrante, et défaitiste de surcroît. La défensive, elle est plutôt dans les idées dégueulasses que vous vous faites de nous et de notre force... Et d'abord, comment se fait-il que vous ayez interrompu votre dernière grève de la faim parce que quelques cinglés avaient affirmé que nous étions sur la défensive (nous, les RZ, le mouvement du 2 juin, les groupes non-dogmatiques, etc, etc) ??? Peut-être n'avez-vous pas su du tout, pendant cette grève, que par exemple vos avocats et les comités contre la torture ont mis en œuvre toute leur énergie pour que vos revendications aboutissent, que des professeurs, des médecins, des écrivains (Sartre), des prêtres (Schraf), Amnesty International (Autriche), beaucoup de groupes non-dogmatiques et même des groupes dogmatiques (KPD/ML) vous ont soutenus dans votre grève. La réponse immédiate à l'assassinat de Holger Meins, ce fut la fusillade contre von Drenkmann (7). Beaucoup de gens ont réalisé qu'on torturerait aussi dans les pri-

sons allemandes. Tout cela n'est-il donc rien ? Est-ce que cela vous paraît indiquer une attitude défensive où aurait sombré toute la gauche ?

En dehors de ce large mouvement de solidarité par rapport à la grève de la faim, il s'est passé des choses et il s'en passe encore, ce qui n'est donc pas aussi décourageant que certains le pensent chez vous ! L'histoire des dernières années a montré que les masses n'étaient pas du tout corrompues, et qu'ici le terrain était encore fécond : Nordhorn Range, les grèves de septembre 73, les attaques des RZ contre les filiales d'ITT, Whyl, Brockdorf, les groupes de femmes de la RZ contre le Tribunal Fédéral (BGH) pour l'article 218, les faux tickets de transport, le renforcement des luttes et la politisation dans les taules, les comités et groupes à l'étranger, Lorenz et son petit « congé », les combats de rue à Francfort à propos de l'augmentation des transports et des occupations de maisons, etc. Tout cela est aussi en partie le résultat de votre pratique. Camarades, est-ce que pour vous, le mouvement existe toujours ? Ou bien ne signifie-t-il plus rien ? Est-ce qu'il n'est plus assez important dans le cadre international ? Ou bien le trouvez-vous insignifiant dans la mesure où il ne suit pas exactement la politique de la RAF ?

Mais revenons aux détails : nous n'acceptons pas que vous traitiez certains camarades du mouvement de façon à ce point contraire à la solidarité :

— par exemple le rapporteur sur votre procès pour I.D. (Informations Dienst) (8). Vous lui reprochez d'être objectivement un flic, pour la raison qu'il n'a pas reproduit, mot pour mot, les déclarations d'Andreas Baader. Lorsque ce « flic objectif » vous répond dans un esprit de solidarité, chez vous, silence de mort. Cela veut-il dire que vous trouvez juste sa critique, ou bien qu'à partir de ce moment-là il est devenu encore plus objectivement un flic ? Après ça, il a arrêté ses articles sur votre procès...

— nous ne sommes pas non plus d'accord avec la dénonciation de certains avocats. Vous voyez sûrement ce que nous voulons dire ! Parce que les avocats sont des CAMARADES !

— et comment se peut-il que ce soit l'avocat Croissant qui administre les « archives » d'Ulrike Meinhof ? Ulrike n'est pas un dossier, c'est quelqu'un qui

a combattu *avec vous*. Comme vous le savez, Klaus Croissant est allé jusqu'à reprocher à l'éditeur Klaus Wagenbach de travailler main dans la main avec le « Verfassungschutz », et Croissant a réussi à obtenir de la justice, celle-là même que vous voulez détruire, la saisie du livre de Peter Bruckner sur Ulrike Meinhof. Ainsi donc, grâce à Klaus Croissant, c'est la gauche qui travaille à l'application de l'article 88a ! (9). Voilà quelque chose qu'on n'avait pas encore vu ! Pourquoi ne discutez-vous pas vous-mêmes avec Klaus Wagenbach — qui est un camarade ? Que pensez-vous du nouvel article 88a ?

— quant à l'article très important de la Rote Hilfe (Secours Rouge) (Collectif de prisonniers de Berlin Ouest), publié dans le bulletin d'information III, sur le problème des prisonniers de guerre, vous vous en tenez à un silence total. Pour nous, c'est très emmerdant.

— il faut que vous sortiez enfin de votre mutisme à propos des comités contre la torture (c'est essentiellement des prisonniers de la RAF qu'ils soutenaient), tant en ce qui concerne leurs activités que leur inculpation, en passant par les perquisitions et les incarcérations. Est-ce qu'on vous a tenus au courant de ce qui se passait ? Ou bien est-ce qu'ils ont été remplacés vite fait par un comité de défense et un fond d'aide ?

Ce ne sont là que quelques exemples. Et nous voulons seulement vous avertir que dorénavant vous ne pourrez plus traiter ainsi des camarades — qui comptent pour le mouvement. Ni les dénoncer comme « objectivement des flics », « agents du Verfassungsschutz » ou du BKA (10). Car non seulement c'est une saloperie, mais en plus c'est très dangereux. Ça non plus, nous ne le permettrons plus à l'avenir. Point, à la ligne.

Chez vous, des camarades de la RAF ont attiré l'attention sur des points essentiels, et à plusieurs reprises ; en particulier sur le problème de la guerre psychologique. A partir du moment où vous l'aviez si nettement souligné, nous avons nous aussi commencé à réfléchir plus précisément sur la presse, sur les interviews et leur fonction, ainsi que sur les manœuvres de Buback. Nous comprenons d'autant moins pourquoi vous laissez maintenant le champ relativement libre aux media, qui reviennent exacte-

ment au même. Ce point avait déjà été marqué dans l'interview des RZ. Vos déclarations ne nous parviennent donc qu'à travers des journaux comme la Frankfurter Rundschau, la Süddeutsche Zeitung, la Bildzeitung, etc ; et seuls les camarades « initiés » peuvent en comprendre le sens ! Idem pour ce qui concerne la Convention de Genève. D'une manière générale, c'est par des journaux ou par les Informations que nous sommes renseignés *sur vous*. Aussi est-il évident qu'on met en circulation un tas de rumeurs et de fausses nouvelles vous concernant. Il est exceptionnel que nous recevions des informations de vous-mêmes, et les rectifications des informations fausses nous arrivent toujours trop tard ; de sorte que beaucoup de camarades peuvent être embrigadés pour toutes sortes de campagnes sans qu'ils sachent vraiment de quoi il s'agit. Si vous vous foutez de l'image qui est donnée de vous en général, et si vous ne faites aucun effort de rectification, que ce soit dehors ou de la taule — c'est que vous vous sentez plus forts que vous ne l'êtes. Et d'autre part, cela nous fait comprendre que vous nous méprisez d'une certaine manière, nous et les autres.

Et maintenant, quelques autres questions de fond :

— Comment vous définissez-vous par rapport à la politique des Cellules Révolutionnaires et du Mouvement du 2 juin ? C'est-à-dire, par rapport à l'enlèvement de Lorenz, aux faux tickets de transport, à l'attaque des femmes des RZ contre le Tribunal Fédéral (BGH), aux faux carnets d'achats pour les sans abris de Berlin (comme un petit cadeau de Pâques) ? Que pensez-vous du comportement émancipé des quatre femmes de la Lersterstrasse ? Du refus opposé par Fritz, Ralf, etc, aux achats au profit du mouvement palestinien, du procès de Rolf devant l'Aéropage, de l'interview des RZ en Autriche, des attaques des RZ contre ITT ?

— Quelle est votre attitude par rapport à vos avocats qui sont directement ou indirectement victimes de l'interdiction professionnelle ? Et qui sont l'objet de poursuites incessantes ? Que faites-vous pour les encourager, en dehors des injures que vous distribuez aux Buback et Cie ? Nous vous posons cette question parce qu'en attendant, il n'y a plus tellement d'avocats « gauchistes » disposés

à prendre la défense des prisonniers politiques !

— Pourquoi, depuis pas mal de temps, cherchez-vous du soutien exclusivement du côté de personnalités en vue ? Est-ce parce qu'elles seraient l'avant-garde du mouvement légal ? Pour nous c'est une erreur monumentale.

— Qu'est-ce que vous pensez de la discussion entre tous les prisonniers politiques et les prisonniers qui se sont politisés en taule ? Nous ne voulons pas dire que vous devriez exiger le regroupement de tous les prisonniers dans le même camp de concentration ; ça, c'est l'idée de Buback ; et ça n'aurait aucun sens. Nous pensons plutôt au soutien réciproque de tous les prisonniers qui se défendent contre la taule.

— Ne pensez-vous pas qu'il faudrait critiquer l'action de Stockholm ? Non pas certes parce que cette action n'a pas atteint la satisfaction des exigences qui étaient présentées ; le point n'est pas là. Mais parce que toute cette action constitue la pénible expérience de ce que certains camarades s'illusionnaient complètement sur les circonstances et sur leurs capacités. Elle n'a ouvert aucune perspective à long terme. Les exigences elles-mêmes étaient sans rapport avec l'action. Deux camarades l'ont payée de leur vie. Le délai accordé pour la satisfaction des revendications était beaucoup trop court. Il y a donc eu des erreurs qui la prochaine fois doivent absolument être évitées. Transformer chaque défaite en victoire !...

— Quelle est votre position par rapport aux puissants mouvements de Brokdorf, de Why!, etc ? Par rapport à cet extraordinaire mouvement de refus des centrales nucléaires ?

— A notre avis, vous avez vous-mêmes contribué à renforcer l'isolement que vous a imposé le Verfassungsschutz. Vous vous êtes par trop isolés de l'ensemble du mouvement de gauche. En vous citant, pour une fois, « un poisson sans eau meurt de soif » ! Même si vous croyez pouvoir nager sans eau. Nous pensons que ni vos modes d'action ni les nôtres ne consistent essentiellement à s'en prendre aux biens matériels pour commencer. Il faut aussi présenter des explications en termes clairs et que chacun puisse comprendre. Vos explications

actuelles ne sont plus compréhensibles par tout le monde, mais uniquement par les initiés. D'où la mise en place d'un type de mobilisation qui repose uniquement sur de la tension psychologique, et pas sur la compréhension d'une nécessité objective.

Et maintenant, camarades de la RAF, revenons à votre éventuelle quatrième grève de la faim.

Nous pensons qu'entre vous autres et ceux qui peuvent et doivent apporter leur soutien à cette grève, il y a encore trop d'obscurités, d'équivoques, et de contradictions. Nous avons essayé d'en formuler quelques-unes. C'est pourquoi cette lettre ne doit être prise que comme le point de départ d'une longue discussion. Mais il vous faut maintenant mettre cartes sur table. Autrement rien n'est plus possible, et si vous ne le faites pas c'est alors que vous comptez sur une solidarité aveugle. Vous ne pouvez plus vous dispenser de dire nettement si vous nous considérez, nous et les autres types de la gauche, comme vos camarades. Si vous avez renoncé à nous traiter comme des instruments que vous taxerez ensuite de « gauchistes sur la défensive ». Si vous choisissez la Convention de Genève, une sorte de ghetto par conséquent — et alors vous êtes contre nous ; ou si vous réclamez d'être assimilés aux autres prisonniers, de ne plus être isolés — et dans ce cas vous êtes avec nous. Auparavant vous demandiez la fin du traitement spécial, l'assimilation aux autres prisonniers. Aujourd'hui vous vous entêtez à vouloir être reconnu par un torchon de papier, la Convention de Genève. Or le statut de prisonnier de guerre cela veut dire un *traitement spécial*. Et cette revendication ne tient pas compte non plus des intérêts des autres prisonniers !... Vous devez vous préparer à revenir immédiatement sur vos dénonciations !... Est-ce pour une revendication aberrante que vous allez réellement mettre votre vie en jeu ? Parce qu'il vous semble qu'on n'a plus besoin de vous ? Parce que vous ne pouvez plus avoir confiance dans le mouvement ?

Si vous preniez le parti d'ignorer purement et simplement cette lettre et de vous draper dans le silence — comme cela s'est déjà produit — et si vous décidiez de risquer votre vie pour obtenir l'application de la Convention de Ge-

nève, alors notre solidarité, au lieu d'être quelque chose qui va de soi, nous sera une véritable torture.

*Une Cellule Révolutionnaire.
Créez un, deux... vous savez
quoi.*

Reproduisez ce texte, diffusez-le, écrivez-en d'autres.

(9) L'article 88a de la loi adoptée en janvier 1976 par le Bundestag autorise les poursuites contre les auteurs, éditeurs, imprimeurs d'ouvrages incitant à la violence contre « l'existence de la RFA ou contre ses principes constitutionnels » ; cette « loi muselière » a permis à la police allemande de perquisitionner chez des libraires et éditeurs, de faire interdire le livre de Bommi Bauman « Comment tout a commencé » chez l'éditeur Trikont (paru en français sous le titre « Tupamaros Berlin Ouest », éd. Gallimard, La France Sauvage, 1977) et d'inculper l'éditeur lui-même ; celui-ci a été acquitté le 27 octobre 1976. A noter que d'après Croissant justement, le livre de B. Bauman, devenu d'après lui « instrument de la police politique », est une « manœuvre raffinée de guerre psychologique tendant à anéantir toute forme de résistance valable contre l'impérialisme » (cf. la lettre de Croissant dans « Libération » du 7 avril 1976).

(10) BKA, Bundeskriminalamt, Service Criminel Fédéral, l'équivalent des Renseignements Généraux.

NOTES

(1) Le Verfassungsschutz, « service de protection de la Constitution » est à peu près l'équivalent de la D.S.T. en France (N.D.T., comme les suivantes).

(2) Il s'agit d'attentats comme ceux qui visèrent le quartier général des forces américaines en Allemagne, à Francfort et à Heidelberg, l'immeuble du groupe de presse Springer, le juge Buddenberg, etc.

(3) Cf. « La bande à Baader » ou la violence révolutionnaire, Ed. Champ Libre, 1972.

(4) Cf. « La Lanterne Noire », n° 4, « Le siège de Stockholm », par J. Olday.

(5) Le juge Prinzing qui dirige le Procès de Stuttgart, est responsable du traitement infligé à Holger Meins ; le procureur Bubaack vient d'être assassiné, le 7 avril 1977 à Karlsruhe, par le « Groupe d'action Ulrike Meinhof », il dirigeait les recherches contre les membres de la R.A.F., et avait intensifié la campagne contre leurs avocats (Croissant, Haag, Schilly, etc.). Müller, membre de la R.A.F. emprisonné et témoin principal, est accusé par la R.A.F. d'avoir dénoncé ses camarades ; Brigitte Mohnhaupt a témoigné en faveur de la R.A.F. au procès de Stammheim, en récusant la thèse d'une structuration hiérarchique et autoritariste de la R.A.F.

(6) Le terme de « gauche », dans ce texte, a une signification différente de ce que l'on entend par là en France habituellement (PC, PS, etc.) : il désigne les groupuscules m.l. (KPD/DKP), les groupes gauchistes continuateurs de l'ex-APO (opposition extraparlémentaire), marxistes non-léninistes, etc.

(7) G. Von Drenkman, président du Tribunal de grande instance de Berlin Ouest, assassiné le 10 novembre 1974.

(8) Informationsdienst, journal bimensuel publié à Francfort, est l'équivalent de l'ex-AFL.

Andreas Baader, Gudrun Esslin et Jan Carl Raspe viennent d'être condamnés par le tribunal de Stuttgart à la prison à vie ; condamnation maximale (la peine de mort n'existant plus), attendue, et dont la barbarie est dans la logique du régime de la R.F.A. (et de son totalitarisme avancé). Compte tenu des conditions connues du déroulement du procès, les avocats commis d'office et qui ont refusé de plaider ont introduit un recours en cassation.

Certains diront peut-être que devant cette condamnation, la diffusion de la « lettre ouverte » ci-dessus est plutôt malvenue... Nous pensons exactement le contraire. Pour ceux qui n'auraient pas encore compris, réaffirmons que le soutien et la solidarité n'excluent pas l'interrogation et la critique : elles en sont inséparables.

Nous sommes loin de partager les idées de la RAF et plus encore de trouver justifiées certaines de leurs actions. Mais ils luttent contre l'Etat allemand, ils subissent la répression et ils montrent avec leurs souffrances les contradictions de la « démocratie libérale » qui cache derrière les libertés et les droits, la seule justification à l'oppression et à l'exploitation : la raison d'Etat.

FRANCE

LES EMPRISONNES DES GARI

« Depuis plus de trente mois, trois inculpés (des ex-GARI) croupissent en détention préventive à la prison de la Santé à Paris, dans l'indifférence générale !

Plusieurs demandes de mise en liberté provisoire ont déjà été faites, mais toutes ont été rejetées, sous le principal prétexte que « la situation en Espagne n'ayant pas évolué, les inculpés risquaient de reprendre leur action » !

Dès le 14 avril 77, une nouvelle demande de mise en liberté provisoire doit être faite pour les trois détenus, pour cela il faut l'appuyer par tous les moyens : campagne d'information dans l'opinion publique, par voie de tracts, affiches, communiqué à la presse locale et nationale, par des actions, des meetings, etc ; écrire directement au Ministre de la « justice » en utilisant la contradiction avec la position du gouvernement espagnol qui tend à libérer ses détenus « politiques », etc.

Cette campagne, pour être efficace, doit être prise en charge par tous à la base. Nous ne pouvons assurer qu'une coordination avec le Collectif de Solidarité aux Révolutionnaires Détenus. Nous espérons pouvoir organiser des galas de solidarité pour l'information et surtout pour le fric. Nous n'avons pas fait d'appel au fric, mais pour une fois cela s'avère nécessaire car la situation est critique ; dans trois mois ce sera les « vacances » pour beaucoup et une fois de plus on se retrouvera isolés !

(La position du Comité d'informations : exiger la liberté pour les trois camarades détenus et l'amnistie pour tous les inculpés dans « l'affaire » des ex-GARI.)

Comité d'informations sur les détenus des ex-GARI, adresse : M/H/ - B.P. 4098, 31030 Toulouse Cedex ;

et du Collectif de Solidarité aux Révolutionnaires Détenus, adresse : C/o OCL, 33, rue des Vignolles, 75020 Paris.

Toulouse, le 12 avril 1977

**COMITE DE SOUTIEN
AUX EMPRISONNES DU F.R.I.**
(Front Révolutionnaire International)
33, rue des Vignolles, Paris 20^e
Tél. 370-46-86

Nous rappelons que trois jeunes anarchistes (Jean-Louis Lascoux, Jean-François Gaiac, Bernard Mumber) sont emprisonnés depuis le 9 juin 76. Ils revendiquent deux attentats :

— contre le Commissariat du 15^e arrondissement, en protestation contre la répression policière dans ce quartier et, d'une façon générale, dans l'ensemble du pays ;

— contre la Banque Rotschild (agence Saint-Honoré), en protestation contre la collaboration entre les trusts bancaires, les sionnistes et les phalanges libanaises qui participent à l'écrasement du Peuple palestinien.

DÉBAT

Efficacité et stratégie... à la Lanterne !

« *Quoi que vous fassiez, quoi que nous fassions, le principe même de ce que j'appelle, pour simplifier, « l'organisation des hommes », suppose absolument une doctrine achevée, un drapeau, des ancêtres, des racines imaginaires dans une tradition...» (1)*

Je ne fais plus partie du groupe fabriquant et éditant *La Lanterne Noire* et la raison n'est pas géographique (Paris-Toulouse). Si je ne me trompe pas, sur huit ou neuf camarades ayant participé en écrivant, c'est-à-dire en prenant des positions politiques, à *La Lanterne Noire* (cinq premiers numéros), trois ont cessé de participer à la revue, je suis le quatrième. Ça fait quand même un vide ! Ça vaut la peine d'être dit, vous ne trouvez pas ? Vous faites le numéro spécial « organisation », la moitié des copains s'étant tirés — pas par hasard quand même ! — et vous ne dites rien là-dessus : la première victime du débat sur l'organisation a été la Lanterne elle-même. Le groupe a changé, s'est modifié politiquement. Je regrette que les camarades qui ont quitté le groupe n'aient pas précisé par écrit, et dans la Lanterne, les raisons de leur départ, c'est pourquoi

je veux expliciter mes critiques en prenant comme cible les articles sur l'organisation.

Nicolas cite Joseph Déjacque (2) en exergue et termine ses considérations sur une attaque contre l'utopie : « Dans les périodes de reflux de l'action le contenu utopique du projet révolutionnaire détermine l'isolement, l'ésotérisme et le millénarisme des groupes ». Merci pour l'auteur de l'Humanosphère !

Dans ces deux articles « *L'anarchie et l'organisation* » et « *L'organisation anarchiste spécifique* » (3), toutes les citations (Déjacque, Berneri, Bakounine, Grave, Malatesta...) interviennent pour fonder le point de vue anarchiste de l'auteur, et il faut bien ça : Nicolas sait bien que son discours pour l'organisation rencontre essentiellement de l'opposition chez les anarchistes (ce n'est pas chez Jules Guesde ou Lénine qu'on trouvera une critique de l'organisation).

Voilà donc le projet : ramener les brebis égarées vers le spontanéisme, l'individualisme, les groupes affinitaires, etc, dans la bonne voie de l'organisation. Donc la Lanterne, par les textes de Nicolas, a pris parti dans le malheureux débat qui déchire les anarchistes : elle est organisatrice. Comme quoi la Lanterne a tranché dans son propre groupe : la moitié des copains sont partis...

Passons sur cette fameuse division historique entre les affinitaires et les organisateurs ; qui veut-on manipuler avec cette querelle des grandes têtes de l'anarchie ? La citation de Malatesta sur l'autorité et l'organisation est un poème : je récite « si nous croyions qu'il ne peut y avoir d'organisation sans autorité, nous serions autoritaires, car nous préférons l'autorité qui entrave et assombrit la vie à la désorganisation qui la rend impossible ». Elle a bon dos la vie ! mais comme il le dit lui-même, ce camarade, tout cela n'est qu'affaire de croyance. D'ailleurs, un peu plus loin, de la plume de Nicolas lui-même, « Et c'est cela que l'anarchie *nie*. Pour les anarchistes, etc » c'est les fondements du dogme, de la foi anarchiste. Nicolas remet à jour les pires aspects de l'anarchisme, ses aspects non

(1) Carlos Semprun-Maura, « Les révolutions mortes et les autres » in *Interrogations* n° 2, je renvoie à tout le reste de cet article, sur la question de l'organisation.

(2) Utopiste, anarchiste et fouriériste, textes choisis dans « A bas les chefs ! ».

(3) *La Lanterne Noire*, n° 6-7.

critiques, son affirmation humaniste. Il vient nous rappeler, malgré lui, que l'anarchisme est une critique encore idéologique des idéologies.

Mais là, où même les pires côtés de l'idéologie anarchiste ne suffisent plus : pour critiquer le groupe affinitaire, Nicolas va chercher les secours d'un grand savant, Sigmund Freud : « la structure propre au groupe affinitaire... où le contenu phantasmatique (inconscient, refoulé) se structure sur la domination patriarcale ». Voilà où commence le mal, le pouvoir : dans les affinités, l'amour... mais dites donc, camarades qui en avez tant contre les groupes affinitaires, vous pourriez commencer par dissoudre vos propres familles ! Ne sont-elles pas les pires de ces groupes ? Un fait, au moins reconnu, les groupes affinitaires ont la possibilité de se dissoudre, d'éclater, ce que vous considérez comme leur faiblesse me semble au contraire leur plus grande force.

Je relève encore : « Les difficultés de chaque petit groupe... où les décisions sont prises à l'unanimité (il n'y a pas de majorité et de minorité)... comme à La Lanterne, par exemple » !!! sacré menteur !

Et ça : « C'est surtout grâce à la critique de la vie quotidienne et en particulier grâce à l'action des différents mouvements de libération des femmes, que la signification profonde de la domination devient évidente et commence à faire partie du projet révolutionnaire ». Foutre démagogue ! Mais où avez-vous été chercher ça ? En plus, le M.L.F. n'est pas formé de groupes affinitaires peut-être ? Pensez-vous vraiment que l'élimination des mâles de ces groupes résout le problème de la domination ?

Un peu plus loin, suprême casuistique, « Le choix n'est pas entre l'Organisation avec un grand O et le groupe affinitaire... » alors à quoi servaient toutes ces démonstrations ?

Et « celui qui s'installe dans l'attente du mouvement réel qui passerait par là », les discussions d'I.C.O. vous sont restées en travers de la gorge, voilà la source réelle de ce texte, et voilà ce que l'on veut camoufler, ce qui s'oppose au projet organisationnel, les dangereux tenants du mouvement réel, ceux qui pensent qu'une organisation politique, même anarchiste, défend toujours dans une lutte son intérêt propre et séparé, son projet révolutionnaire et organisateur.

Au fait (je continue ma lecture), qu'est-ce que signifie « La vie quotidienne est réformiste. » C'est encore du Malatesta ?

Nous voilà au bout à « l'organisation possible », là on apprend qu'il y a des organisations syndicales réformistes — parce que d'autres sont révolutionnaires ? — on devient bien prudent avec le syndicalisme dans la Lanterne, maintenant que la C.N.T. se restructure en Espagne... Mais on apprend surtout que ces organisations « devront suivre » à la remorque des grèves sauvages ! comme pendant la révolution allemande, Nicolas ? Elles ont eu une drôle de manière de suivre, les organisations réformistes, et il n'y avait pas encore les Staliniens !

Les maîtres mots terminent cet article : Efficacité et Stratégie, les deux marmelles de l'organisation. Nicolas se fait réaliste : « l'organisation spécifique n'est pas adéquate... au degré de structuration du mouvement révolutionnaire » ! Ouf ! ce n'est pas pour tout de suite. Et ce qui suit toujours, en politique, une pensée réaliste : l'opportunisme, tout cela c'était pour proposer « une liaison entre les groupes... information », échanges, etc.

Camarades, refusons toute liaison, toute vague coordination avec des gens qui n'ont pas fait la critique radicale de l'organisation spécifique, leur projet s'oppose à l'autonomie ouvrière comme aux groupes autonomes révolutionnaires, leurs visées sont celles de politiciens anarchistes.

La fin de l'article est prometteuse : l'insurrection, la nouvelle société non répressive mais d'abord l'organisation, le projet...

Tout est dans cet expressif futur : « La libération des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Et maintenant, que vais-je faire... disparaître dans la nuit des sans-parti.

« Savez-vous pourquoi le fait révolutionnaire se trouve aussi fort en dissidence avec l'idée ? Rien de plus simple : en théorie, la révolution doit se faire elle-même, c'est-à-dire que chaque intérêt social doit lui fournir sa part d'action ; en pratique, la Révolution a été faite par une poignée d'individus et soumise à l'autorité d'un groupe de rhéteurs. »

Anselme Bellegarrigue.

A bon entendeur...

BELIAL.

REPONSE I

Ce texte fait suite à une discussion collective, à la suite de la lettre de Béliat. Et à laquelle ce dernier participait. Un certain nombre de points ont été abordés, et vous en trouverez le compte rendu ici.

D'autres aspects de cette lettre ont fait l'objet de textes personnels, signés nominativement.

Nous voudrions d'abord relever deux points, à propos desquels il nous semble que Béliat n'a pas bien compris ce que nous voulions dire (soit que le texte de Nicolas n'était pas clair sur ces points, soit pour toute autre raison).

L'UTOPIE. — Ecrire comme l'a fait Nicolas que : « dans les périodes de reflux de l'action ; le contenu utopique du projet révolutionnaire détermine l'isolement, l'ésotérisme ; et le millénarisme des groupes » n'est en rien une critique de l'utopie, comme le pense Béliat.

Pour nous, ce qui est en cause, c'est la période. C'est elle qui détermine la place de tout le reste.

Dans une période plus ou moins révolutionnaire, l'utopie joue un rôle de rencontre entre ceux qui sont en train de se libérer partiellement des structures de domination. L'utopie est alors la projection du « devenu possible » sinon entièrement, ici et maintenant, du moins dans un avenir tangible, au niveau d'une vie. C'est, quand l'écart entre le projet-utopie et la réalité présente est devenu minimum, que la période peut être considérée comme révolutionnaire. (Cf. le passage sur : temps historique et temps révolutionnaire dans : L.N. n° 6-7, p. 51 ; Nico Berti, L'anarchisme dans l'histoire mais contre l'histoire, *Dissidence*, 1, rue des Veaux, Strasbourg).

A l'inverse, d'autres périodes peuvent se caractériser par un reflux complet, et il est certain qu'alors l'utopie ne joue plus le même rôle. Elle ne peut que devenir millénariste, plus ou moins ésotérique et isolée.

Cela ne signifie pas un rôle *négatif*, mais simplement un rôle adapté à la période : maintenir une lueur de ce qui, en d'autres temps, pourra être repris et poursuivi par d'autres ; il s'agit de maintenir un projet vivant.

C'est ce qu'ont été contraints de faire certains anarchistes, communistes de gauche, communistes de conseil à certaines époques (les guerres par exemple).

A notre avis nous ne sommes dans aucune des deux périodes extrêmes décrites plus haut, mais entre les deux, et le problème est alors de savoir où et comment peut agir l'utopie !

LES GROUPES AFFINITAIRES. — Encore une fois, nous ne sommes pas contre les groupes affinitaires. Nous avons seulement dit qu'ils ne sont en rien une solution aux problèmes de pouvoir et de bureaucratie. Ils ne sont en rien l'antithèse de l'organisation, qui résoudrait magiquement les problèmes qui se posent dans et par l'organisation.

Nous ne sommes pas contre les groupes affinitaires, comment pourrions-nous l'être, puisque nous pensons que tous les groupes, toutes les « organisations » sont « aussi » structurés par des relations affinitaires.

Nous ne pouvons que nous en féliciter quand le projet commun permet par surcroît la découverte et le développement d'autres rapports humains, non énoncés dans le projet initial. Si, au contraire, des mafias affinitaires structurent les rapports de pouvoir, de bureaucratie occulte, d'auto-conservation de la « ligne juste », ça devient parfois d'autant plus inextricable.

Les organisations bénéficient des rapports affinitaires en même temps qu'elles les subissent. Tout n'est pas noir ou blanc, comme dans la tête de Béliat, et la radicalité ne consiste pas forcément à « choisir son camp ».

Quant aux groupes affinitaires qui prétendent se situer en dehors ou contre les organisations, échappent-ils aux tares de ces dernières ?

— Certainement pas aux rapports de domination, de pouvoir, de bureaucratie ! La Lanterne Noire en est un exemple, celui que nous connaissons le mieux, mais nous ne croyons pas être les seuls dans ce cas.

— Certainement pas aux rapports de concurrence avec l'organisation — le groupe — voisine ! il est de grandes villes françaises où certains groupes autonomes affinitaires ne cessent de se quereller, de se déterminer les uns par rapport aux autres, dans la plus pure tradition des gauchistes entre eux ou par rapport au P.C. (la justification classique - « il faut attaquer les éléments les plus modernistes du capital, ses bastions les plus avancés » - ne trompe plus grand monde : il s'agit d'un simple rapport de concurrence où l'on retrouve les fondements même du capitalisme : économie, sexualité).

— Certainement pas à la difficulté de « partir » comme le pense Béliat. Les groupes, comme les organisations, fonctionnent comme des familles qu'on ne quitte pas facilement. Les vieux couples se déchirent, mais ne se quittent pas ; nous aurions même l'idée qu'il est plus facile de quitter un grand groupe, ou ensemble de groupes, qu'un petit groupe sur le modèle de la famille mono-nucléaire.

Notre projet actuel serait plutôt de contribuer à organiser (coordonner) l'autonomie ; mais à ce sujet, se reporter aux textes à propos du M.L.F. et des groupes de femmes, dans ce numéro de la Lanterne.

La Lanterne Noire.

LA LIBRAIRIE

EDITION DE MONTROUGE

« LA BOULANGERIE »

67, rue de Bagneux, 92120 Montrouge

Tél. ALE. 54-70

a ouvert ses portes depuis le 18 avril

REPONSE II

Tu commences par induire que les copains se seraient tirés sur le problème de l'organisation : ce n'est pas exact ; il y a eu (et il y a encore) des problèmes de fonctionnement, des problèmes idéologiques, organisationnels aussi, mais c'est beaucoup plus large. Par ailleurs tu sous-entends la malhonnêteté de notre part (notre silence sur les départs) ; mais que faire dans ce cas, puisque tu es le premier à écrire, sinon parler à la place des gens et pour eux ? Expliquer leur départ de notre point de vue, c'est cela qui serait, me semble-t-il, de la malhonnêteté ! Il aurait été plus intéressant d'analyser *pourquoi* les copains se sont tirés sans rien dire !... et cela est dû au fonctionnement du groupe affinitaire que nous sommes !

Je crois que tu enfourches un mauvais cheval de bataille au sens où tu rationalises ; il aurait pu y avoir un débat sur l'organisation qui aurait entraîné le départ d'une tendance, sur les désaccords tant idéologiques que d'organisation, mais ce phénomène n'a pas existé comme cela, sauf dans tes rationalisations a posteriori. Ceci dit, j'ai l'impression que tu passes à côté d'autres choses intéressantes que tu aurais pu dire, pour tomber dans une polémique de spécialiste avec Nicolas.

Quand tu dis « La Lanterne par les textes de Nicolas... est organisatrice » tu déformes singulièrement le contenu de cet article, et par ailleurs tu as l'air d'oublier que le texte d'une personne du groupe ne reflète pas nécessairement une opinion majoritaire, ni le point de vue homogène de tous, puisqu'il est déjà arrivé que des articles donnant des points de vue différents sur un même thème soient publiés ; c'est d'ailleurs ce qui s'est produit sur le problème de l'organisation, où d'autres textes ont été publiés, exprimant un autre point de vue que celui de Nicolas, point de vue différent mais pas contradictoire ; que ces textes proviennent de copains extérieurs au groupe, et non du groupe lui-même, est-ce vraiment un problème, puisque des copains de la Lanterne se reconnaissent dans les points de vue exprimés dans ceux-ci ? Je crois que là c'est toi qui plaques sur la Lanterne une vision très organi-

sationnelle, où il y aurait un point de vue de groupe, une « ligne » qui serait suivie par tous les membres du groupe !

Tu reproches à la Lanterne d'être une organisation politicarde, mais les critiques que tu nous fais relèvent du même comportement politicard ! Tu tombes, toi aussi, dans l'opposition traditionnelle, dans le mouvement anar, entre individualistes et organisateurs ; et là je sens une querelle « d'appropriation » de l'anarchisme, étonnante quand on essaie comme toi de sortir de la « critique idéologique des idéologies ». Tu en veux à Nicolas d'être « organisateur » comme tu dis, d'être dans le clan opposé au tien, celui des individualistes ; est-ce cette cassure en deux de la famille anarchiste qui te gêne, ou le fait que ton « clan », celui authentiquement révolutionnaire, ne soit pas hégémonique ? Cette querelle de famille me gêne moi, surtout quand tu dis ensuite qu'il ne te reste qu'à disparaître dans la nuit des sans partis.

Enfin, sur le « mouvement réel » qui nous serait resté en travers de la gorge, je crois que c'est là une querelle d'intention ou un problème à toi, ce qui est tout à fait respectable, mais n'en profite pas pour nous prêter — plaquer des intentions. Nous ne sommes pas un embryon d'organisation à vocation dirigiste ou avant-gardiste, comme tu as l'air de nous présenter à la fin de ta lettre ; nous nous donnons simplement le droit d'exprimer ce que nous pensons sur la société, et cela dans une perspective libertaire, et en cela je ne pense pas que nous soyons dans ce qui est une fausse alternative en l'occurrence : parti dirigeant/mouvement réel.

Agathe.

REPONSE III

Même si, pour une grande part, je ne suis pas d'accord avec bon nombre des critiques que fait Belial aux textes de Nicolas, je dois dire que sa lettre m'a paru opportune.

En effet, Belial fait partie des gens qui ont quitté *La Lanterne Noire* et c'est le seul qui ait cherché à en parler d'une façon publique (même s'il reconnaît lui-même, par ailleurs, le caractère « provocateur » et « non-achevé » de sa lettre).

Ce qui me gêne assurément dans cette lettre, c'est que, pour poser un certain nombre de problèmes (problèmes qui me semblent importants et que je vais essayer d'explicitier plus loin), Belial se jette à pieds joints dans une mauvaise querelle : citations tronquées, contre-sens (1), a priori (2) révélant un désir de polémique qui risque d'exclure tout débat de fond au profit de ce qui peut sembler n'être qu'un conflit de personnes.

Plus grave encore : emporté par son discours, Belial tombe à son tour dans ce qu'il reproche à Nicolas, à savoir la définition de ce que sont les vrais anarchistes (3) (querelle d'« écoles » !...)

Quoiqu'il en soit, il me semble que si Belial a pu mal interpréter les deux articles de Nicolas, c'est aussi parce que ceux-ci n'étaient pas particulièrement « clairs ». Je m'explique : même si, dans le fond, je ne peux être que d'accord avec ce que dit Nicolas sur la « nécessité de l'organisation » et le problème de la domination, ces deux articles me semblent particulièrement abstraits et idéologiques.

Cela dit, j'en arrive aux problèmes qui me semblent importants et que je me suis proposé d'explicitier :

A savoir :

- le problème du départ des copains,
- le problème de l'aspect « autoritaire », « politicien » de la nécessité de référence idéologique pour être un vrai anarchiste, par opposition à l'attitude plus interrogative, plus critique, reposant sur une analyse moins dogmatique et plus concrète du vécu.

Je pense effectivement que le fait de ne pas avoir mentionné le départ des copains dans ce numéro est d'autant plus grave que ce numéro est le premier fait après leur départ et qu'il aborde le problème de l'organisation.

Et cela n'est pas parce que Belial est le premier (et sans doute le dernier) des partants à évoquer l'événement que nous-mêmes n'avions pas à en informer les lecteurs et à en débattre entre nous!...

(1) Citation sur l'utopie.

(2) Interprétation abusive du départ des autres copains.

(3) § sur le choix des citations faites par Nicolas.

De même que dans le numéro sur la violence il y avait une introduction au problème faisant état des discussions dans le groupe, il aurait semblé naturel que, dans le numéro sur l'organisation, il y ait une introduction mentionnant le départ des copains et posant les problèmes de fonctionnement propres au groupe : problèmes idéologiques, problèmes inhérents au projet initial (revue et/ou groupe), problèmes organisationnels...

Cependant, je ne pense pas comme Belial que *La Lanterne Noire* ait été réellement « la première victime du débat sur l'organisation », mais plutôt (ce qui n'enlève rien à la chose !) des problèmes liés à l'organisation du groupe :

— organisation technique du travail : division et rotation des tâches (peu réalisée dans les faits), inégalité devant l'écriture et la parole ;

— fonctionnement de *La Lanterne Noire* en tant que « groupe » : manque de discussions réelles tant sur les articles que sur la réalité même du groupe (impossibilité d'assumer une vie de groupe véritable et les contraintes liées au fait de faire une revue) ;

— problèmes du discours idéologique anarchiste qui, par son aspect « dogmati-

que », met entre parenthèses les questions qu'on peut se poser dans la réalité quotidienne en général et à la Lanterne en particulier. L'article de Nicolas sur l'organisation anarchiste spécifique illustre bien ce que je veux dire par là : la seule mention qu'il fait des problèmes existant au sein de la *Lanterne Noire* est en effet complètement annihilée du fait qu'elle renvoie au problème de la « Domination » (avec un grand D) ; le problème spécifique et concret du fonctionnement du groupe est alors complètement noyé dans un problème général et abstrait. A quoi servait-il donc de nommer *La Lanterne Noire* si c'était pour en faire une illustration aussi palotte !...

Tous ces problèmes, entre autres, ont été abordés par de nombreuses personnes, au sein du groupe (Claude cf. n° 2) et à l'extérieur (Cf. Lettre de Serge dans ce n°). Mais on peut dire qu'ils n'ont jamais été réellement pris en considération jusqu'à présent.

Il y a donc un « état de fait » (j'allais écrire une « ligne ») à *La Lanterne Noire*, et de ce fait des « censures »... quoi qu'on en dise !

Chantal.

COMMUNIQUE

Depuis la parution de notre dernier numéro, nous avons reçu quelques lettres des abonnés s'étonnant de ne pas avoir encore dans leurs mains le numéro 8 ainsi que le bulletin que nous avons promis de faire.

Plusieurs tentatives d'explication ont été abordées dans nos réunions mais aucune n'a trouvé l'unanimité à l'intérieur du groupe, étant toutes reconnues comme partiellement vraies. Les divergences tournent autour de l'importance relative de chaque explication. Nous essaierons donc de les présenter toutes sans que pour autant l'ordre choisi soit considéré en fonction de leur priorité :

— difficultés économiques ou plutôt financières. *La Lanterne Noire* tire à 2 000 exemplaires et se vend bien... mais nous avons beaucoup de mal à toucher cet argent, en particulier celui des librairies de province et de l'étranger. Nous avons choisi de ne pas passer par un distributeur, donc nous nous chargeons nous-mêmes des dépôts en librairie et à l'exception des endroits où l'on passe personnellement, les règlements sont lents, tardifs, ou nuls. En général, nous terminons de payer l'imprimerie juste avant la sortie du numéro suivant ;

— conflits et tensions à l'intérieur du groupe, présents dès sa constitution. Divergences aussi bien quant à la forme qu'à l'orientation « idéologique ». Le départ de quelques camarades durant l'année 76 en fut certainement le résultat, mais dans la mesure où les raisons qui les amenèrent

à quitter la revue ne furent pas clairement explicitées dans tous les cas, il était bien difficile pour les restants de le faire à leur place. Cette situation conflictive a sûrement rendu difficile l'intégration des nouveaux camarades qui se sont approchés de nous pour participer à la revue. Bien entendu, l'éloignement des uns et la non intégration des autres impliquent des « rédacteurs » en moins pour la revue. Et là nous abordons un autre volet du problème.

Dans le groupe, il y a des gens qui écrivent et quelques-uns qui n'écrivent pas. C'est une évidence, une constatation qu'on souhaiterait pouvoir changer, mais pour cela la seule volonté de le faire ne suffit pas.

Par ailleurs, les lecteurs nous écrivent rarement pour proposer des collaborations ou pour présenter des critiques et, sauf quelques rares exceptions, la totalité de la revue est « produite » par les membres

du groupe. Nous ne pouvons que le regretter et nous profitons de cette occasion pour faire appel à un plus large échange.

Mais tout ceci n'explique pas le retard dans la parution. Tout simplement parce qu'il n'y a pas de retard ! Depuis le premier numéro et quoi qu'on fasse, quoi qu'on dise, avec ou sans bulletin entre les numéros, avant ou après les départs, *La Lanterne Noire* a gardé une vitesse de croisière très régulière (nous n'en sommes pas fiers !) : de 5 à 6 mois d'intervalle entre chaque numéro.

Dans nos prochaines réunions nous espérons pouvoir consacrer un peu de temps à la discussion sur notre façon de fonctionner et en tirer des changements qui nous permettent plus de dynamisme.

La Lanterne Noire.

QUELQUES QUESTIONS QUE JE ME POSE...

On fonctionne plus ou moins sur l'idée, entre autres, que la période actuelle n'est pas (ou pas encore) une période de « montée des luttes », comme on dit, que nous sommes plutôt dans une phase de repli sans affrontement violent avec le Pouvoir (bien que, par ailleurs, on parle souvent de développement de nouvelles luttes autonomes, etc) (1).

Je suis assez d'accord avec cette analyse — dans sa généralité — mais, là où le bât blesse, c'est que la « réponse » que nous y donnons serait que le seul travail militant possible soit la divulgation des idées anars ou libertaires, le soutien aux victimes de la répression, et l'apport de notre petite pierre à laestruc-

turation du mouvement anar. Ce qui se traduit, dans les faits, par une attitude extrêmement routinière et stéréotypée. Je précise : au lieu d'analyser la réalité concrète de la société actuelle on répète (ronronne) trop souvent les vieilles analyses sur l'Etat, les institutions répressives, le frontisme, etc. Au nom de l'importance du « projet » global on sombre fréquemment dans les plus mauvais aspects de la politique spécialisée ; on critique la politique — spectacle — et — représentation et, parallèlement, on procède par incantation trop souvent, et par slogan (2).

On rejette les analyses nouvelles (ou prétendues telles), soit au nom de la critique du verbiage moderniste, qui ne dit rien de vraiment nouveau et sert seulement à asseoir le pouvoir d'une nouvelle couche intellectuelle (et là je suis d'accord), soit parce que ces analyses

(2) Dans les « points communs » on a parlé de la reproduction des rapports dans le système ; je me demande si notre « mode de travail » politique (nos formulations, nos références parfois machiavéliques pour le pouvoir, et triomphalistes sur les travailleurs), par son côté classique, voire vieillot, ne fait pas partie aussi de la « reproduction » du système actuel.

(1) Ce n'est pas contradictoire, on le verra plus loin.

auraient déjà été faites il y a 50 ans ou plus par les anarchistes ; on tombe alors dans plusieurs pièges :

— on abandonne les « terrains de lutte » qui émergent aux groupes spécialisés, dominés par une idéologie léniniste très souvent, on les critique car ils tombent souvent dans l'écueil du syndicalisme de la vie quotidienne (et là O.K.), mais cette démarche nous renvoie à notre statut de « politiciens spécialisés » (3) ;

— le refus d'actualiser ce qui a été dit sur la nature de l'Etat, les classes, les formes de luttes, et, son corollaire : la sécurisation dans l'idéologie anar, fait qu'on appartient au « bon » courant qui avait été précurseur en ce qui concerne sa vision de l'état, de l'autorité, etc... !

Je ne suis pas systématiquement contre les idéologies, ce serait faire preuve d'hypocrisie, car tout un chacun en a une, et l'on réfléchit toujours à partir d'un cadre de référence ; le problème est quand la référence devient carcan ; c'est parfois ce qui arrive ici quand on agite nos fétiches sur l'Etat-répression, le moment insurrectionnel, et, en contre-point ou sur-impression, l'autonomie des luttes.

On manie tout un vocabulaire, au nom du projet révolutionnaire, qui ne rend pas forcément compte, ni de la réalité du pouvoir d'Etat à l'heure actuelle, ni du niveau d'impact des luttes ; on cherche toujours d'ailleurs une cohérence entre les deux, restant en cela dans la pure tradition gauchiste. S'il est vrai que, là où il y a une lutte, il y a une répression, on sait aussi que ce rite institutionnel fonctionne depuis bien longtemps, qu'il ne change pas fondamentalement le rapport de force, et que le véritable totalitarisme d'Etat qui va croissant, se met en place par des canaux plus insidieux (média, délation, lois anti-terroristes, etc) ; face à ces nouveaux moyens de contrôle, nous ne pourrions rester que désarmés si nous nous contentons de brandir le spectre de l'Etat-répression, flic ou patron, et si

(3) C'est-à-dire que, une fois réglé leur compte à ces fronts partiels, on retombe dans nos discours généraux sur la révolution, la destruction de l'appareil d'état...

La réalité, celle des luttes (contre l'exploitation, la domination, l'enfermement) en l'occurrence, mériterait plus d'attention de notre part ; on a, en effet, des réponses critiques presque toutes faites à ces actions, et l'on en reste là au lieu de voir, à un niveau vraiment global cette fois, ce qu'elles révèlent de l'évolution du système et ce qu'elles portent ou pas, de potentiel subversif.

nous continuons à être obnubilés, au niveau des ripostes au pouvoir capitaliste ou d'Etat, par les tentatives de « luttes autonomes » des travailleurs.

On est à ce niveau dans un certain paradoxe ; on commence, nous et d'autres, à parler de formes nouvelles, accrues, de terrorisme-totalitarisme d'Etat (cf. le n° 6-7 de la L.N. « isolement dans le fascisme technocratique », « la technobureaucratie ») mais, dans le même temps, comme par schizophrénie, on maintient les mêmes réponses séculaires, de soutien aux victimes de la répression (par ex. meeting où l'on se retrouve entre convaincus, etc.). Ce qui signifie que pour nous, l'ennemi est quasi-uniquement matérialisé par les institutions étatiques bien repérables (armée, police, etc.) ; on reste en terrain connu, parce que là, on y a notre code de réponse (les formes classiques de propagande). Bien sûr la répression sous ces formes-là existe, mais le contrôle étatique se joue de plus en plus ailleurs.

Je voudrais aussi revenir sur la question de « l'autonomie » des luttes des travailleurs ; ça existe parfois, c'est sûr, mais on est souvent bien obligé de faire en ce domaine un constat d'échec ; les camarades de l'O.C.L. font une analyse de ce qu'ils appellent « la montée d'une nouvelle gauche ouvrière », c'est-à-dire de l'existence croissante de luttes autonomes dans différents secteurs ; mais la résultante est néanmoins un « match nul » dû au fait, qu'à côté de ces luttes, la stratégie patronale ou gouvernementale est une répression sélective, parallèlement aux négociations. Notre fascination pour l'autonomie pourrait peut-être se transformer en interrogations sur le sens, la possibilité concrète ou pas de ces actions autonomes ?

Bref, à continuer à véhiculer trop de stéréotypes, fussent-ils « anarchistes », on risque fort de se battre contre des moulins à vent à l'ère de l'ordinateur.

Suite à une discussion sur ce texte, quelques points que je voudrais préciser

Sur la caractérisation de la période actuelle, des copains du groupe pensent que, bien qu'il n'y ait pas actuellement

d'affrontements violents avec le pouvoir, ni de luttes spectaculaires, les luttes se multiplient dans beaucoup de secteurs, puisque presque tous les secteurs de la vie (usine, quartier, environnement, santé, transports) et conditions «spécifiques»: femmes, homosexualité... font l'objet de luttes contre le pouvoir, l'ordre ou les rôles établis.

Cela me paraît juste si on se limite à ce simple constat que de nombreux secteurs de la vie font l'objet de critiques et d'un désir de changement de la part des intéressés; mais de là à conclure que nous sommes dans une période «dynamique», comme le pensent certains, là, je ne vois pas! Beaucoup de mouvements de lutte se cassent la gueule: la grève de la Caisse d'Épargne, le mouvement étudiant l'an dernier, par exemple; je vois plus «d'installation», de routine, dans les luttes que de regroupements offensifs et imaginatifs. Bref, c'était donc mon point de vue sur la question et non celui du «on» indéfini employé dans le texte, à plusieurs reprises d'ailleurs et qui, en général, désigne l'opinion dominante qui ressort des discussions ou textes émanant du groupe de la Lanterne.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'extension des idées libertaires, il est vrai qu'un «vent» libertaire ou anti-autoritaire souffle depuis 68, mais je crois que

ce phénomène est différent du mouvement anar, à l'heure actuelle; et y voir un renforcement du mouvement anar me paraît être un peu de la projection, car ce courant «libertaire» a repris à son compte une certaine critique de la politique, et certains groupes ou organisations anars ont bien gardé par contre les travers politicards remis en cause par ce courant anti-autoritaire.

Enfin, sur le problème de la fermeture, au nom du fait que certains groupes ou individus ont remplacé le déterminisme économique par celui du désir ou du refoulé (démarche les conduisant à un abandon de toute action collective ou politique, la critique en ayant été faite au nom de la libération individuelle), nous réagissons par la politique de l'autruche, la mise au rancard; même si nous ne sommes pas d'accord avec ces démarches, les problèmes qui ont été soulevés me paraissent dignes d'intérêt (critique des formes de militantisme classique renforçant le masochisme plutôt que l'autonomie, par exemple, analyse «d'intellectuels» sur les modalités de la soumission des individus au système, etc) et les ignorer, quand ce n'est pas les nier, me paraît être en régression par rapport à nos objectifs (revue de *critique anarchiste*).

Agathe.

Nous avons reçu du Groupe Autonome Communiste Libertaire d'Angers le communiqué suivant :

A VOUS TOUS,

Dans la nuit du 23 au 24 avril, un incendie criminel a détruit entièrement l'intérieur de la librairie.

Nous ne savons pas, à l'heure actuelle, quand et comment nous pourrons réouvrir et fonctionner normalement.

Nous vous demandons à tous, sympathisants, amis, souscripteurs, clients, de bien vouloir patienter le temps nécessaire à la remise en état.

Si vous défendez comme nous la liberté d'information et d'expression,

Si vous souhaitez qu'une telle librairie continue à vivre prenez contact, passez nous voir à la Librairie *La Tête en bas*, 33, rue Saintlaud.

La Librairie «La Taupe», 2, quai Amiral-Lalande, 72 Le Mans, a subi dans la nuit du 28 au 29 avril, le même sort; par miracle, l'incendie ne s'est pas déclaré: 3 personnes dormaient au-dessus.

Ecrivez-leur, passez les voir.

COURRIER

♦ Chère Lanterne,

La semaine dernière, j'ai eu l'occasion d'exprimer quelques critiques sur le fonctionnement de la revue et je les retranscris avec quelques autres suggestions.

Pour des raisons d'horaires, je ne puis participer aux réunions de la Lanterne, bien qu'étant dans la région parisienne. Et de ce fait, tout contact est pratiquement impossible. Je sais que vous avez envisagé la rotation des articles avant parution, afin que des camarades ou des lecteurs avec lesquels vous êtes plus en rapport, puissent donner leur avis. Mais, en pratique, je n'ai rien vu.

Pourtant, il y avait eu un numéro avec un résumé des discussions soulevées par tel ou tel article, mais c'était si fragmentaire qu'on restait sur sa faim. L'intervention écrite de camarades non participants aux réunions pourrait donner de la vigueur à ce procédé.

Je pense aussi qu'il ne faut pas hésiter à revenir sur certains sujets, par exemple la violence: j'ai bouquiné par curiosité « Le terrorisme » de Bernard Gros, Hatier, 80 pp., 6,60 F., une édition scolaire, à première vue. Le point de départ est le même que dans la Lanterne: la violence révolutionnaire, mais la conclusion est certes différente: la violence révolutionnaire provoque les guerres (Sarajevo et la 1^{re} guerre mondiale), c'est une folie qui risque de détruire le monde. Pour un lecteur qui aborderait pour la première fois une analyse anarchiste ou non autoritaire votre point de vue — tout en étant franchement opposé — n'est pas forcément plus convaincant. Cela vient du fait que vous n'avez pas insisté sur la violence quotidienne du système: évidente, sans doute, mais à condition de la démarquer clairement (des accidents du travail à l'attitude de robot héritée de l'école et de l'université, du patriotisme de la droite et de la gauche à l'indifférence égoïste et au culte de la consommation, c'est-à-dire le pillage du Tiers Monde).

Même remarque pour les analyses de Lepaintre et une analyse des attitudes de

certain ex-anarcho-syndicalistes durant le pétainisme (« Les révoltes logiques » n° 4), en passant sous silence — comme par hasard ?? — Doriot; à ce propos je me demande si l'euro-communisme n'est pas déjà dans la démarche de Doriot ou celle de Tito. London, Desanti, Claudin, Kanapa dénoncent un fonctionnement à un moment précis du P.C. sans jamais remettre en cause le léninisme, ni les rapports à entretenir avec les courants politiques qui ont toujours dénoncé les déviations léninistes (anarchistes, communistes de conseil, situationnistes) ou qui les ont dénoncé bien avant le P.C. (trotskystes, social-démocratie).

Il serait bon aussi d'annoncer un plan de travail ou de recherche — ou moins prétentieusement, si on préfère — les sujets qui intéressent les membres de la revue, afin que les lecteurs ne soient pas à la remorque (des exécutants), mais des participants, des créateurs.

Pour ce faire, il faut que le *bulletin de liaison* annoncé paraisse, sinon le groupe reste automatiquement lié à la seule réalisation de la revue; ce qui ne peut constituer en soi un but; la revue ne peut s'ouvrir que si elle est le reflet de l'action des participants (situation optimum) ou bien le reflet des préoccupations d'un groupe formé par les lecteurs et les camarades de la revue.

Et pour finir, concrètement, les sujets qui m'intéressent sont les réactions anti-autoritaires dans les pays de l'Est et en Chine, Cuba, etc., le développement de l'anarchisme en Espagne (et pas seulement de la C.N.T.), les tentatives d'organisations et de liaisons en France.

Salutations fraternelles.

Frank.

♦ A La Lanterne Noire:

Est-ce que vous avez lu le bouquin de Biard? Oui sûrement. Il confirme (pour moi) l'impasse de la démarche qu'avait déjà suivi Maitron. L'anarchisme, vu du point de vue des organisations, c'est la longue agonie de structures complètement sclérosées. Le renouveau libertaire actuel, du moins celui dans lequel je me sens personnellement inséré (c'est aussi le cas de la plupart des copains de Lyon il me semble) n'a pas grand-chose à voir avec ce dont parle Biard. Les problè-

mes sont ailleurs, en particulier le problème-clé de l'organisation. A ce sujet l'article de la *Lanterne* sur les organisations anarchistes spécifiques me semble relever des vieilles discussions propres... aux organisations spécifiques justement, celles qu'étudie Biard... l'article de Fugler est beaucoup plus intéressant. On va sans doute revenir là-dessus dans le prochain numéro d'I.R.L. (à partir du bouquin de Biard)... En général j'ai été très intéressé par le dernier numéro de la *Lanterne*.

D.C.

♦ Salut à toute la bande !

J'ai reçu le n° 6-7 de la *Lanterne Noire*. A ce sujet, j'ai quelques remarques. En ce qui concerne ma lettre (p. 62), il me semble qu'il y a un passage incompréhensible (ce peut être un oubli de ma part quand je l'ai écrite) 2^e paragraphe, 2^e phrase : « il est, pour moi, évident qu'une organisation ne peut croître et avoir une certaine force, dans un système social dont la base est la capitalisation de plus-values de pouvoir, *que si elle-même fonctionne sur la base de la capitalisation de plus-values de pouvoir* (c'est-à-dire mode hiérarchique) ». Sinon je ne comprends plus ce que je voulais dire..

En clair, une de mes idées est que, à côté de l'appareil de production économique (ou des biens matériels), existe un « appareil » de production de pouvoir. C'est l'Etat et ses succursales. Comme nous sommes dans un système politique libéralo-bourgeois, à côté de l'institution Etat, existent des entreprises privées (syndicats et autres associations). C'est dans la dialectique entre ces deux appareils que se fonde le pouvoir social, l'un étant nécessaire à l'autre. Toute « association » — au sens large — fonctionnant sur un mode hiérarchique (consciemment ou inconsciemment), finit par s'insérer dans l'appareil de production de pouvoir, c'est-à-dire dans la lutte pour le pouvoir politique ⇒ afin d'accéder à un pouvoir social ⇒ reconduction de la société de classes — que ce soit l'un ou l'autre des 2 appareils qui prime. Or la force d'un mouvement, dans notre système, se mesure à la quantité de pouvoir politique que capitalise celui-ci : c'est, dans les termes du pouvoir, sa « crédibilité ». D'où ma position « spontanéiste », quand je dis que ce ne sont pas

ces mouvements créés en période de collaboration des classes, qui peuvent prétendre à une reprise en main de la vie sociale lors d'un « moment révolutionnaire ».

En ce qui concerne l'Organisation Anarchiste Spécifique, je pense, après réflexion, être d'accord avec Nicolas. Sur le moment, il y a des points de détails qui m'ont fait bondir. En effet, quand il dit, page 8, dans « nécessité de l'organisation », que l'autonomie de l'individu, sa liberté, est un produit de l'association, de la vie en communauté, de la société, je ne puis que me dire que la « liberté » n'est qu'un produit de l'imagination. En effet, fonder la nécessité de l'organisation sur l'abstraction « liberté » ou « autonomie », me semble relever d'un idéalisme tout à fait classique. « Liberté » est un mot piège qui, en lui-même, ne signifie rien. Il faut le définir en termes réels qui renvoient à quelque chose dont on puisse attester la matérialité. De même pour le passage : « ...souhaitable alors que ceux qui ont une conscience commune de leur situation sociale... » conscience dans quel sens ? Par rapport à quoi ?

Ou alors, j'ai peut-être rien compris au film.

En gros, je crois que le danger des analyses qui excluent la logique individualiste, est de tomber dans l'« idéologisation » de la théorie anarchiste. L'anarchie devient alors une idéologie parmi d'autres et qui doit prouver sa fiabilité. A cela, j'oppose une vision de l'anarchie, comme étant la théorie nécessaire au dépassement d'une situation socio-historique, dont la caractéristique principale est une contradiction entre les intérêts (désir) des individus et la possibilité sociale de les assumer à travers leur pratique.

La théorie que je fais est donc un acte entre autres, et nécessaire pour assumer cette contradiction — ou l'exporter de l'intérieur de moi-même vers le social. L'opposition individu/société n'est pas si abstraite que ça. Elle devient abstraite à partir de l'instant où je cesse d'être cet « individu », et où « la société » s'abstrait, c'est-à-dire n'est plus une société bien précise : celle que nous vivons tous les jours.

A mon avis, cette attitude n'exclue pas la théorisation des mécanismes de fonctionnement de la société capitalo-

schmoltz, mais fonde cet acte sur autre chose que sur une abstraction (l'évolution, la nécessité historique, etc.) : sur moi et la réalité de mon vécu.

La lutte entre les classes sociales se vit chaque jour dans notre intimité : elle est notre misère quotidienne ; le fait que je ressente une envie envers une jeune-fille qui passe dans la rue, envie que je ne pourrais jamais satisfaire et qui continuera à me torturer ; le fait que je suis obligé de faire des actes pour des raisons qui m'échappent et que je suis obligé de les faire afin de pouvoir manger ; le fait de cotoyer journellement des gens avec qui je ne puis avoir aucun contact car nous avons des mondes trop cloisonnés ; et rester seul, avec sa vie sur les bras — et un grand vide. La lutte des classes c'est cela aussi.

Enraciner l'anarchie dans le vécu le plus quotidien n'est pas nier l'analyse théorique qui peut être faite d'une certaine société. C'est lui fournir une base critique qui soit autre chose que des idées émises par d'autres dans un autre contexte. (« J'ai basé une cause sur moi, c'est-à-dire sur rien », Stirner). L'individualisme n'entre pas en contradiction avec le communisme libertaire classique (Kropotkine), mais l'enrichit, lui fournit la seule base possible s'il ne veut pas sombrer dans l'idéalisme. Il faut seulement ne pas confondre individualisme et « folklorisme ».

Or, depuis 68, apparaît périodiquement

le problème de l'organisation du mouvement anarchiste

(C.A., O.R.A. → O.C.L.

↳ O.R.A. Lyon-Grenoble).

Or, ce que j'ai pu constater était ce mouvement de refus de l'individualisme en tant que composante fondamentale de l'anarchie. Cela se traduisait par la nécessité de fonder l'action militante, non sur la pratique sociale réelle (le vécu quotidien), mais sur des plateformes communes au minimum. Résultat ? Un pouvoir se créait autour de cette vérité révélée ; le pouvoir de celui ou ceux qui détenaient cette vérité, c'est-à-dire la maîtrise du discours. Désintérêt de ceux qui n'avaient pas les outils nécessaires pour s'imposer face au « gouvernement des savants » ⇒ impuissance donc à « exporter » les contradictions du système de classes au niveau du politique ⇒ mouvement communautaire ⇒ paradis artificiels. D'accord, c'est sommaire comme analyse, mais j'ai pu souvent la constater dans les faits.

Ainsi la pratique militante prenait des allures de prédication, d'où la marginalisation et l'essoufflement des C.A. et O.R.A.

Conclusion provisoire : l'Organisation Anarchiste Spécifique peut être un moyen et le lieu des analyses théoriques, mais sûrement pas la finalité militante de ceux qui se réclament de l'anarchie.

Serge.

♦ Une lettre du groupe de camarades italiens qui ont publié une édition italienne de *La Lanterne Noire*.

« ...Nous sommes quatre camarades ; les uns étudiants, les autres enseignants, mais nous n'habitons pas tous dans la même ville. Notre travail est donc seulement théorique, même si quelques-uns interviennent à l'université. Ce qui nous réunit est une vision commune de la Révolution et de l'anarchisme et nous avons constaté beaucoup de points communs avec *La Lanterne Noire*, ce qui explique notre intérêt à la traduire.

500 exemplaires de l'édition italienne ont été distribués et des demandes continuent d'arriver. Les lettres que les camarades nous ont envoyées sont chaleureuses et nous inci-

tent à continuer, en publiant des choses de N.R. et I.C.O. (c'est ce que nous sommes en train de faire pour N.R., malheureusement pour I.C.O. nous n'avons pas tous les numéros, sauf ceux que vous avez envoyés et nous voudrions publier le débat « Luttés d'usines et vie quotidienne »). Hélas, nous recevons peu de lettres de discussions et de critique, ce qui est caractéristique du mouvement anar italien : pas de débat par lettres (voyez le peu de place consacré au courrier dans les revues anars italiennes).

Le camarade Nicolas, dans son intervention à Venise, a ébauché une critique de la conception de la techno-bureaucratie comme la conçoivent les G.A.F. Nous sommes intéressés et aimerions en savoir plus. Peut-être par un article utilisable en italien... »

PETIT COMPTE RENDU D'UNE REUNION MERDIQUE

Rencontre râtée s'il en fût, mais parler de ce qui cloche me paraît important, vus quelques thèmes abordés ce jour-là. Cette réunion, fixée il y a plusieurs mois, devait permettre au groupe de la L.N. de rencontrer des camarades italiens des G.A.F. sur le problème de la technobureaucratie. Le lieu fut fixé à Lyon, ce qui permettait d'élargir le débat aux camarades d'I.R.L. et à d'autres groupes avec lesquels des rencontres périodiques avaient déjà eu lieu.

Pour des raisons matérielles (interprétables aussi en terme de non-motivation, ou révélant les carences de notre mode de coordination), cette rencontre eut lieu fin février ; suite à de multiples ajournements, peu de gens y participaient : les « Parisiens » étant les plus nombreux, quelques camarades italiens et lyonnais.

Devant la difficulté, la non-envie de discuter du sujet prévu, une discussion s'enclencha sur la nécessité, l'intérêt de ce genre de rencontre ; des copains d'I.R.L. expliquèrent que, pour leur groupe, ces rencontres sur un thème à débattre étaient trop intellectuelles, rebutaient une partie des copains... bref, ce type de rencontre ne correspondait pas actuellement à l'état du mouvement, à la vie des groupes. La motivation des gens à être là était plus de voir les copains que de discuter un thème, ou d'échanger des informations sur ce qui se fait dans les groupes.

Un copain pensait que, vu le fonctionnement des anars en France, c'est un mouvement où l'on a besoin de se voir, et c'est positif, même si peu de choses concrètes sont faites.

En ce qui concerne l'aspect intellectuel des discussions, les présents étaient d'accord que, néanmoins, il faut avoir des discussions théoriques ; et qu'à défaut de trouver un « mode de production » de la théorie, nouveau, adéquat, cela passait par les livres, les concepts, le privilège d'un langage politique ou universitaire, et que, il est donc logique que ce soit rebutant ou excluant.

Constat donc, que l'on s'illusionne un peu à l'heure actuelle, et que l'on a tendance à prendre, à confondre nos relations amicales avec la structuration du mouvement ; ce qui, en soi, pourrait être positif si nous étions dynamiques ou productifs, mais phénomène qui camoufle actuellement notre inaction.

C'était juste un petit récit concret de nos problèmes d'organisation dans la réalité ; à méditer.

Agathe.

Camarades,

Durant le dernier « Camping International Libertaire Ecologique » à Saint-Mitre-les-Remparts (France) il fut proposé de choisir un terrain situé plus centralement. Le choix tomba sur R.E-NAIX (Belgique). Du 15 juillet au 15 août.

Le groupe local « Liberta » a commencé les travaux d'aménagement. Le succès de ce camping dépendra de l'aide des participants.

Pour cela nous vous demandrions :

- des adresses de gens intéressés ;
- des suggestions au sujet des groupes, et des idées d'animation et d'information ;
- êtes-vous prêts (éventuellement en collaboration avec votre fédération) à prendre en charge quelques jours de ce mois en ce qui concerne l'animation ?
- disposez-vous d'un stand d'information qui pourrait rester un certain temps sur le terrain ?
- pouvez-vous éventuellement aider financièrement cette initiative ?

Etc.

Adresse de contact : Eric Sobrie,
Zonnestraat 3, 9792 Wortegem-Petegem.

REVUES ET JOURNAUX

Nous avons reçu entre autres :

L'Anarcho

N° 163 (mars). Abonnement 10 numéros : 16 F. — C.C.P. 760 53 N Rennes. Michèle Bossard, 8, rue de Berlin, 72190 Coulaines.

- Un texte fait par les détenus politiques de la Santé appelant « tous les camarades incarcérés au développement d'une lutte commune contre le pouvoir ».
- Un intéressant article critique sur les réactions de différents groupes (écologiques et autres) à l'attentat contre le puits de Margnac, attentat revendiqué par le Copeau (commando d'opposition par l'explosion à l'autodestruction de l'univers).
- Un camarade du Québec engage le débat sur les rapports existants entre les différentes tendances du mouvement anar avec un article intitulé : « Dissidence et Dialogue fraternel : un principe ? une nécessité ? une réalité ? ».
- Un texte donnant « les idées et les positions communes » de camarades de Lyon qui viennent de créer le « Groupe Libertaire des P.T.T. de Lyon ».

Solidarité Ouvrière (avril).

Organe de l'Alliance Syndicaliste. Correspondance : D. Vaculik, B.P. 40, 77340 Pontault-Combault (ne pas mentionner « Solidarité Ouvrière »).

Au sommaire :

- B.N.P.
- Alsace.
- Le Mouvement antinucléaire en R.F.A.
- Débat A.S.-U.T.C.L.

Barabajagal. N° 11.

03250 Le Mayet-de-Montagne.

Alternative Libertaire — 1^{er} trim. 77.

J.-M. Neyts — 167, rue G.-Henry, 1040 E Bruxelles.

A pour projet de reconstruire un mouvement libertaire en Belgique. Dans ce numéro, débat sur le militantisme, le nucléaire, etc.

Camarades. N° 3.

S.A.R.L. Alternative Sociale. — B.P. 168 10 — 75643 Paris Cedex 10.

Revue militante dans l'autonomie. N° sur la violence.

Tribune Anarchiste Communiste

N° 20 (mars).

Paul Denais, 22 bis, rue de la Réunion, 75020 Paris.

- A l'occasion des Municipales, une analyse de ce que sont les communes et leur rapport avec les partis politiques, surtout de gauche.
- Un article de P. Gaudibert sur l'« action culturelle ».

Echanges

N° 9. Echanges et Mouvement, B.P. 241, 75866 Paris Cedex 18. Abonnement : 10 F — C.C.P. La Source 31708 40 F.

- Propositions de discussions pour une rencontre internationale à Strasbourg les 9, 10, 11 avril.
- Informations et articles sur l'Argentine, l'Espagne, les U.S.A., l'Italie et la France.
- Présentation d'articles et de brochures sur la Pologne : « le 25 juin 76 en Pologne », le Portugal et l'U.R.S.S.

Jeune Taupe !

N° 14. C/o Librairie Parallèles, 47, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

Au sommaire :

- Ecologie « Du marginalisme à l'électoralisme ».
- Editorial « A l'Est rien de nouveau ? » à propos des divers mouvements de contestation qui se développent au sein du bloc soviétique.
- Articles sur l'Egypte, l'Italie.
- Un article sur la France « A propos de juin 36 » extrait du journal « l'Internationale » de juillet 36.

Le Monde Libertaire. N° 232 (avril).

3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Annnonce qu'il sera hebdomadaire en octobre et invite les lecteurs à s'abonner dès maintenant pour soutenir le journal : 2 ans : 200 F, 1 an 125 F, 6 mois 65 F à C.C.P. Yvonne Dalmecher, 14 277 86 Paris.

Très nette amélioration de la présentation et des articles depuis quelque temps, malheureusement toujours essentiellement « propagandiste » et peu ouvert aux « questions » et aux « débats ».

Poing Noir. N° 28.

33, rue des Vignolles, 75020 Paris.

— Les collectifs révolutionnaires de production.

— Lutte contre l'armée.

— A propos de la peine de mort.

Tout le pouvoir aux travailleurs.

N° 4 (avril). Editions L (sans autre mention). B.P. 519 02, 75067 Paris Cedex 02.

En vente dans les kiosques.

— Un article écrit par des camarades en lutte contre la répression politique et antisyndicale du P.S. à Léo Lagrange. Cet article entame le débat sur les interdictions professionnelles à Léo Lagrange.

— « Appel aux libertaires » (cf. n° précédent). L'Alliance Syndicaliste et l'U.T.C.L. publient un communiqué commun.

— Travailleurs immigrés en lutte. Grève des éboueurs de la Garenne (à suivre dans le prochain numéro).

— La grève de la B.N.P.

— Un long article sur pourquoi la grève générale.

La liberté d'imprimer. N° 2 (février).

48, rue Burdeau, 69001 Lyon.

Présentation des Ateliers d'Impression Nouvelle (A.I.P.N.). I.P.N. c'est fini mais un nouveau collectif d'imprimeur s'est créé : les A.I.P.N. ; son premier objectif : « continuer la tâche entreprise par le collectif d'I.P.N. en tirant le meilleur parti possible de cette expérience ». Appel à la souscription pour assurer le démarrage des A.I.P.N.

Informations rassemblées à Lyon. N° 14.

Correspondance, écrire à H.L., B.P. 543 Lyon Cedex 1.

— Ouverture du Centre de Documentation Libertaire de Lyon.

— Création d'un centre de femmes.

— « Rencontres », les 2^e et 4^e jeudis du mois à 20 h 30.

Au sommaire :

— Le conflit Monin (entreprise de travaux publics et ramassage d'ordures) et les libertaires.

— Création d'un groupe libertaire des P.T.T. de Lyon.

— Ecologie.

— A propos du viol.

— Elf.

— Volumineux dossier police.

— Ecoles nouvelles.

— Du côté des sociétés de gardiennage.

— Grève administrative à l'hôpital J. Courmont.

Et toujours, le petit dico de l'ennemi intérieur...

L'énergumaine. N° 2 (mars).

Ecrire Librairie La Taupe, 2, quai Lalande, Le Mans.

Un nouveau-né local pour la région Mancelle et qui refuse de laisser l'information aux mains des seuls spécialistes.

— Espaces verts ; Elections ; A la prison du Mans, etc.

Liasons-Centre

N° 5 (avril). — Bulletin Communiste Libertaire, mensuel édité par le groupe O.C.L. d'Orléans. Abonnement 1 an : 12 F. Courrier : La Commune B.P. 1228, 45002 Orléans Cedex.

Au sommaire : la drogue ; « des groupes anti-autoritaires à Orléans » ; « gagner sa vie en la perdant » ; de l'art : groupe de réflexion et d'intervention « art et politique ».

Front Libertaire. Régulièrement quinzomadaire maintenant.

33, rue des Vignolles, 75020 Paris.

Dans le n° 67 — 25 avril au 10 mai — des articles sur l'école : les M.A., les luttes étudiantes, sur le syndicalisme... en question, les luttes des femmes libertaires à l'intérieur du mouvement anarchiste.

Open Road. N° 2 (printemps 77).

Box 6135 Stagion G. Vancouver B.C. Canada.

Un nouveau journal Anarchiste Canadien de langue anglaise, grand format, sur 32 pages. Extrêmement bien présenté, c'est probablement l'un des meilleurs et des plus complets parmi les journaux anarchistes dans le monde. Tout en laissant une bonne place à la « contre culture » style outre-atlantique, il s'inscrit avec précision dans le mouvement anarchiste et donne à ses lecteurs des informations sur le monde entier. Une place importante est également faite au courrier des lecteurs.

I.A.T.

John Olday, 31 B Walterton Road Londres W9 — Grande-Bretagne. Le bulletin I.A.T. Mit Teilung ne paraît plus de manière régulière. A signaler qu'un numéro spécial anglais-allemand (n° 41, fév. 77) a été réalisé en collaboration avec l'I.W.W. qui publie un bulletin mensuel : « *Industriae Defense Bulletin* » (adresse : Defence Committee - G. Jewell P.O. Box 306 - Station E - Toronto 4 - Ontario - Canada).

On peut se procurer la brochure : « *Trotz Alledem (In spite of all) A polemic on guerilla warfare by John Olday* » (2 dollars canadiens) en écrivant à G. Jewell (adresse ci-dessus).

Black Flag

Organe de *Anarchist Black Cross*.

Nouvelle adresse : c/ Cienfugos Press, Box A, Over the water - Sanday - Orkney Islands - KW 17 2 B.L. - Grande-Bretagne.

Les lettres pour le Centro Iberico peuvent être envoyées à Miguel Garcia, 123 upper Tollington Park, London N4 - Grande-Bretagne.

Vol. IV - n° 13 (février)

— Article sur l'assassinat de Laureano Cerrada Santos en octobre dernier à Paris. Cerrada était un vieil anarchiste espagnol, l'un des fondateurs du syndicat des chemins de fer de la C.N.T. et secrétaire de l'Union Anarcho-Syndicaliste.

— Des informations sur l'Espagne, l'Italie, l'Irlande et l'Angleterre.

Synthesis

N° 3. Bulletin antiautoritaire se réclamant du courant autogestionnaire, dans le sens d'une autogestion sur les lieux de travail et les lieux d'habitation.

Synthesis est essentiellement un bulletin de liaison, publié en collaboration avec le groupe « *Solidarity* » de Philadelphie dont le bulletin « *Solidarity news letter* » est désormais intégré à Synthesis. (Adresse : League for Economic Democracy, P.O. Box 1858, San Pedro C.A. - 90733 - U.S.A.).

Freedom

Anarchist Fortnightly. Bi-mensuel. Freedom Press, 84 B Whitechapel High Street, London E1, 7 Q.X.

On peut se procurer un article, en anglais, de Paul Avrich, sur Makhaiski (intellectuel d'origine polonaise qui a écrit entre 1900 et 1917 sur le danger que représente l'intellectuel révolutionnaire pour la classe ouvrière : si cette dernière renversait la bourgeoisie, sa première tâche devrait être de se débarrasser de l'intelligentsia radicale, faute de quoi elle formerait la nouvelle classe exploiteuse) en écrivant à « *News From nowhere* » 48 Manchester Street — Liverpool 1 — et en joignant un coupon réponse international (on en trouve dans n'importe quel bureau de poste).

Vol. 38 n° 5 (mars).

— Commémoration de l'insurrection de Cronstadt avec, entre autres, la reproduction de l'article d'Emma Goldman « *Trotsky proteste trop* » publié à Glasgow en 1938.

— Interview des Mujeres Libres parue dans la revue italienne « *A - rivista Anarchica* ».

— Lettre de Mexico envoyée le 25 février dernier par des camarades de l'Union de Campesinos del estado de Querétaro victimes de la répression.

Harcelés, menacés de mort, tracassés par les propriétaires terriens aidés par le gouvernement, ils demandent de l'aide. (Apdo Postal 9090 de Mexico).

Vol. 38 n° 6 (avril) :

— Article annonçant le procès de Marie Murray.

Workers Vanguard

Hebdo de la Ligue Spartakiste des Etats-Unis.

Box 1377 G.P.O. New York 10001.

N° 147 (mars) :

- Un article sur l'Ouganda.
- Un article sur la violence à New York.
- Un article sur la guerre civile en Espagne et la deuxième guerre mondiale.

La questione sociale. Année 1, n° 1 (février).

Alessandro Vandini, via G.F. Novaro 27 - 40141 Bologne.

Nouveau mensuel publié par quelques groupes anarchistes de l'Emilie Romagne. Se présente comme destiné à l'information régionale.

- L'Emilie Romagne Rose pâle.
- La Médecine.
- Les Syndicats.

Ce nouveau journal italien ressemble un peu à I.R.L., tant par le format que par son objectif local, par le sérieux de ses articles et son attrait général.

Combate. N° 49.

204, rua da Atalaia, Lisboa (Portugal). Est reparu depuis deux mois. Au sommaire :

- Les contrats collectifs de travail.
- Ouverture d'un « dossier des luttes », qui doit continuer à chaque numéro ; dans celui-ci, grève des pêcheurs.

Accao Directa. N° 8.

Apartado 21191, Lisboa 2 (Portugal).

- Numéro consacré en partie à l'armée : l'armée au pouvoir ; ce que Libertad pensait de l'armée.
- Engels et les sociétés primitives.

A Batalha

Avenida Alvares Cabral, 27 - Lisboa (Portugal).

Reparaît et consacre de nombreuses pages à la critique du congrès de l'Intersyndicale.

Informations et Contacts. N° 24.

CRAC, 7, bd Carl-Vogt, 1205 Genève.

- Un dossier sur les prisons suisses.
- Une expérience de travail alternatif : « Les artisans aux pieds nus ».
- Malville.

EDITIONS NOIR

Case Postale 167 CH 1211

Genève 4

C.C.P. 12181 67

Si un groupe souhaite éditer un manuscrit, rééditer un texte ou publier une traduction, il le propose à tous les autres. Chacun d'entre eux choisit de participer ou non à la co-édition proposée, en indiquant le nombre d'exemplaires qu'il s'engage à prendre (au prix de revient) et à diffuser dans sa région (au prix de vente décidé). Le groupe initiateur pourra se charger de la réalisation et de l'impression du bouquin.

Déjà parus :

Michel Bakounine, une vie d'homme, 380 p.
Santiago Carrillo ou l'histoire falsifiée, 48 p.
IRA-fasciste contre Etat-flic, 32 p.
Chine, Le Grand Timonier est mort, 32 p.

A paraître :

L'Exploitée (1970), 80 p.

Revue Anarchiste. N° 1

Editée par le groupe Emma Goldmann de la Fédération anarchiste.
3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Spartacus. Mensuel avril-mai 77

5, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, 75004 Paris.

- Aspects du nouveau mouvement ouvrier en Espagne.
- La répression anti-ouvrière en Pologne.
- Sur la méthode de Marx.

A. Rivista Anarchica. 7^e année, n° 3, avril 77

- Les nouveaux rebelles, les causes sociales et économiques de la contestation actuelle en Italie.
- Panorama sud-américain.
- L'énergie alternative contre le nucléaire.

Editrice A. Case postale 3240
20100 Milano

La Guerre sociale. Revue trimestrielle, n° 1

- Abolition du travail salarié.
- Toute correspondance : 2, rue Wurtz, 75013 Paris

Lutter. N° 2, édité par l'Organisation

Combat Anarchiste
B.P. 1902
45009 Orléans Cedex

Il y a dans chacun de nous, mais suivant des processus différents, du capitalisme, du fascisme, de la répression. Etre révolutionnaire c'est lutter aussi contre cela, et en tenir compte, c'est-à-dire qu'il n'y a pas une masse potentiellement révolutionnaire « trahie » par des méchants bureaucrates, mais que le capitalisme ne pourra sécréter ses éléments de stabilisation (tous les syndicats, tous les partis) qu'aussi longtemps que nous les aurons dans la tête. Cela ne signifie pas qu'il faille changer « l'individu » avant la société, mais que nous devons essayer de comprendre les rapports entre les institutions répressives et nous, sans tomber dans le problème de la poule et de l'œuf. Le changement et la « conscience » s'acquiert dans la lutte contre tout ce qui dirige, centralise, contre toutes les institutions intermédiaires et idéologiques, et en définitive contre l'Etat, et ce, dans tous les domaines de la vie quotidienne et pas seulement dans nos lieux de travail.

Notre projet est donc anti-autoritaire et anti-étatique.

En conséquence, le rôle d'un groupe révolutionnaire, n'est pas de représenter ni d'organiser qui que ce soit mais de participer (sans séparation entre théorie et pratique, autant que cela soit possible) à la destruction du capitalisme, en fonction de ce qu'il pense et de ce qu'il souhaite. Il n'est pas extérieur à des masses qui sans lui ne seraient que réformistes, il en est une partie minuscule qui ne désire ni diriger ni être dirigée et qui a décidé de s'exprimer, de proposer, d'analyser, de lutter.

La contradiction et les oppositions entre un groupe et le reste de la société existent, mais finalement pas davantage qu'entre différentes couches sociales, qu'entre différentes fractions du prolétariat. Le danger d'avant-gardisme existe aussi

dans la mesure où tout le monde ne s'exprime pas et ne propose pas, et où des canaux égalitaires d'échange n'existent pas. Il nous faut donc favoriser au maximum l'éclosion de l'expression, la création de multiples canaux d'échanges, et ce sans tomber dans le piège d'une radicalité élitiste qui n'est que le revers de la médaille du frontisme réformiste. Et cela n'est pas simple, quand il s'agit de définir une stratégie révolutionnaire, les groupes ont tendance à aller de l'une à l'autre, d'un jour à l'autre.

Nous ne pensons pas que le « socialisme » soit contenu inéluctablement dans le capitalisme à cause de ses contradictions internes. Cette vision idéaliste de l'histoire a plusieurs inconvénients :

- triomphalisme qui masque les difficultés profondes à résoudre,
- tendance à ne rien faire et attendre,
- situer toujours et uniquement le problème au niveau économique et politique,
- favoriser des institutions qui, au nom de leur prétendue place dans le « sens de l'histoire », acceptent la légalité, et ne sont en fait que des moyens de conservation du système.

Ces conséquences font que nous refusons cette conception de l'histoire non pas parce qu'elle est fautive ou vraie : il n'existe pas plus de science de la révolution que de science de l'histoire. C'est en fonction de notre projet révolutionnaire, anti-étatique, anti-autoritaire, anti-centraliste, que nous jugeons l'histoire et les systèmes politiques et économiques, et que nous luttons.

(Texte collectif - La Lanterne Noire n° 1)

sommaire

Espagne :

Syndicalisme et autonomie ouvrière

La C.N.T. et les anarchistes

Anarchisme et Syndicalisme

« Mujeres Libres ». Le viol et les Assises

Répression : Uruguay, Italie, Irlande,

Allemagne, France

Débat sur l'organisation

Courrier

Revue et journaux

Prix 10 F.

Imp. Ruche Ouvrière, 10, r. Montmorency, 75003 Paris